

Table des matières

Résumé	iii
Table des matières	v
Remerciements	vii
Introduction	1
Problématique	4
État de la question	5
Hypothèse	10
Corpus de sources	10
Méthodologie	12
Plan	14
Chapitre 1 « Chile has gone communist »: l'élection de 1970 sous le feu de la critique	15
« Only 36 percent of the ballots cast »: une victoire contestée	19
« One Communist regime in Cuba and another one in Chile »: un nouveau gouvernement qui dérange	27
Chapitre 2 « Hostile moves against American firms »: la réponse du Capitole aux nationalisations chiliennes, 1971-1973	35
« There is another Iron Curtain descending in the Americas »: les anticommunistes et l'idéologie	38
« Wholesale violation of international law »: la légalité des expropriations	42
« All aid to Chile must stop now »: la contestation de l'aide militaire et technique	47
« An empty Treasury to boot »: le Congrès à la défense des contribuables	51
« It is the duty of Congress to state its own policy »: l'amendement Gonzalez	56
Une position dissidente: la demande d'un renouvellement de la diplomatie en Amérique latine	61
Lorsque les multinationales s'en mêlent: l'affaire de l'ITT	70
Chapitre 3 « We have interfered in every way possible »: le débat autour du coup d'État, 1973-1976 ...	77
« Whether he was a Marxist or not makes little difference »: la légitimité avant l'idéologie pour les libéraux	80
« Allende was the puppet of the Communist leaders in Moscow and Havana »: la persistance du discours anticommuniste	96
Révélations sur la CIA au Chili: le Congrès en quête de réponses	104
Conclusion	115
Bibliographie	121

Remerciements

Je souhaite exprimer ma gratitude envers mon directeur, Bernard Lemelin, pour son appui, ses précieux conseils et sa grande disponibilité. Je le remercie en outre de la confiance dont il a fait preuve à mon égard en me confiant la tâche d'auxiliaire d'enseignement qui fut une expérience très enrichissante. Il importe aussi de souligner l'assistance dont j'ai bénéficiée de la part du personnel de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Je suis également reconnaissante à l'endroit du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour son appui financier m'ayant permis de me concentrer sur mon mémoire. Finalement, je tiens à remercier mes proches pour leur soutien tout au long de cette démarche.

Introduction

Depuis l'éclosion des mouvements d'indépendance du début du XIX^e siècle au sud du Rio Grande, les États-Unis entretiennent une relation particulière avec l'Amérique latine. Avec l'énoncé de la doctrine Monroe en 1823, ils se portent en protecteur de cette région du monde. Ils défendent dès lors l'idée de « l'Amérique aux Américains » et considèrent cette région comme leur chasse gardée. Ces prétentions hégémoniques sur l'hémisphère occidental sont exacerbées par l'opposition entre Moscou et Washington durant la guerre froide. Les luttes d'influence avec l'Union soviétique favorisent de nombreuses interventions des États-Unis en Amérique latine pour contrer les démarches révolutionnaires ou l'implantation de gouvernements soupçonnés de sympathies communistes. Succédant à la révolution cubaine de 1959, l'élection démocratique en 1970 du chef du parti socialiste, Salvador Allende, à la présidence du Chili remet en question la domination de Washington dans la région et représente une menace d'infiltration de l'URSS.

Le 4 septembre 1970, le candidat socialiste Salvador Allende Gossens remporte des élections très serrées au Chili. Avec 36,2 % des voix, il est suivi de près par son adversaire conservateur qui récolte pour sa part 35 % du vote¹. L'étroitesse de cet écart montre bien à quel point la société chilienne est scindée entre la droite et la gauche. Cette division sera d'ailleurs utilisée par l'administration Nixon comme argument pour tenter de délégitimer la victoire d'Allende. Celui-ci obtient la présidence grâce à l'union des partis de gauche sous la bannière de la coalition de l'*Unidad Popular* (UP), dont il est élu chef. Formée en 1969, cette coalition est dominée par deux partis: le *Partido Socialista* (PS) d'Allende et le *Partido Comunista Chileno* (PCCh). Les formations politiques secondaires qui composent l'UP sont le *Partido Radical* (PR), le *Movimiento de Acción Popular Unitaria* (MAPU) et l'*Acción Popular Independiente* (API)².

¹ Jussi Hanhimäki, *The Flawed Architect: Henry Kissinger and American Foreign Policy*, New York, Oxford University Press, 2004, p. 100.

² Jonathan Haslam, *The Nixon Administration and the Death of Allende's Chile: A Case of Assisted Suicide*. Londres: New York, Verso, 2005, p. 35.

Cependant, même avant son élection, Allende est considéré comme un problème par l'administration Nixon. Son amitié avec Fidel Castro ainsi que ses allégeances marxistes³ ont rapidement convaincu Washington qu'il ne représenterait pas un allié dans l'éventualité où il accèderait à la présidence. Si l'Amérique latine n'est pas à ce moment une priorité pour l'Exécutif américain, l'arrivée au pouvoir en 1970 d'un gouvernement de gauche au Chili le pousse à porter plus d'attention à cette région. L'agitation politique dans l'hémisphère occidental risque en effet d'affaiblir le prestige de Washington et de permettre à Cuba d'obtenir des appuis dans la région. Elle menace aussi d'ouvrir la voie à des avancées soviétiques et alors de nuire à la détente, ou encore d'encourager les critiques domestiques et donc de réduire la liberté d'action américaine à l'international⁴. Henry Kissinger, conseiller du président à la sécurité nationale, considère même qu'Allende constitue pour les États-Unis une menace pire que Castro. Le président chilien est passé par la voie électorale; il peut alors être vu comme un modèle pour les autres pays latino-américains⁵. Dans un tel contexte, Kissinger n'attache pas beaucoup d'importance au respect du choix du peuple chilien. Lors d'une rencontre à la Maison-Blanche, il déclare notamment: « I don't see why we need to stand by and watch a country go Communist due to the irresponsibility of its own people⁶. »

Étant donné le danger appréhendé que représente l'élection d'Allende, l'administration Nixon doit revoir son plan d'action par rapport à Santiago. Le sous-secrétaire d'État John Irwin affirme ainsi que la détente qui définit les relations avec l'URSS ne doit pas s'appliquer au Chili, puisque ce pays est situé dans l'arrière-cour américaine⁷. La stratégie élaborée est donc d'agir aussi froidement que possible envers le gouvernement d'Allende pour montrer son opposition, tout en restant « correct » afin de ne pas s'attirer la désapprobation des autres pays d'Amérique latine⁸. C'est pourquoi, plutôt que d'écrire à Allende directement lors de son inauguration, comme le voulait la tradition, Nixon envoie simplement le secrétaire d'État adjoint aux Affaires interaméricaines Charles Meyer le féliciter oralement.

³ Salvador Allende est le chef du parti socialiste chilien, mais il se qualifie lui-même de marxiste.

⁴ Mark Atwood Lawrence, «History from Below: The United States and Latin America in the Nixon Years», Fredrik Logevall et Andrew Preston, dir., *Nixon in the World: American Foreign Relations, 1969-1977*, New York, Oxford University Press, 2008, p. 269-270.

⁵ Haslam, *op. cit.*, p. 55-56.

⁶ Lars Schoultz, *Beneath the United States: A History of U.S. Policy toward Latin America*, Cambridge, Harvard University Press, 1998, p. 361.

⁷ Tanya Harmer, *Allende's Chile and the Inter-American Cold War*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011, p. 62.

⁸ Lawrence, *op. cit.*, p. 278.

Le contexte international au moment de l'élection d'Allende influence grandement la manière dont la Maison-Blanche réagit à sa prise de pouvoir. Les relations entre Moscou et Washington sont moins houleuses en cette période de détente de la guerre froide. De plus, les difficultés économiques éprouvées par l'Union soviétique la rendent favorable à plus de commerce avec l'Ouest; il semble alors moins probable que le Kremlin ne tente de s'immiscer en Amérique latine. Moscou accepte en effet dans les années 1960 que cette région fasse partie de la sphère d'influence américaine et évite de provoquer les États-Unis en y maintenant surtout des rapports économiques⁹. Cette diminution de la tension n'est toutefois pas suffisante pour faire disparaître la méfiance entre les deux Grands qui, chacun de leur côté, surveillent attentivement les actions de leur rival. L'administration Nixon, Kissinger en particulier, associe toujours tout mouvement de gauche dans l'hémisphère occidental à l'influence soviétique et le voit d'un très mauvais œil. Cependant, la révolution cubaine de 1959 a amené de nouveaux éléments qui inquiètent Washington encore davantage. Avec Fidel Castro, un premier gouvernement communiste a réussi à s'installer et, surtout, à demeurer au pouvoir en Amérique latine.

Au début des années 1970, le prestige des États-Unis dans la région est en déclin. En effet, les interventions de Washington dans plusieurs pays et son appui à des régimes autoritaires, l'imposition de barrières tarifaires ainsi que le manque d'intérêt pour le développement de la région ont contribué à attiser la colère des États d'Amérique latine¹⁰. Dans son rapport de 1969, l'envoyé spécial de Nixon dans la région, le gouverneur de New York Nelson Rockefeller, a d'ailleurs averti le président que si le sentiment antiaméricain persistait, Washington finirait par se retrouver isolé d'une partie importante de l'hémisphère occidental. La perte de la relation particulière avec l'Amérique latine représenterait selon lui un échec des États-Unis comme grande puissance¹¹. Les succès diplomatiques sont particulièrement importants durant cette période de guerre froide, même au cœur de la détente, puisque le prestige des États-Unis sur la scène internationale influence leur position par rapport à l'Union soviétique. En 1970, en plus de la présence de Castro à Cuba, les gouvernements nationalistes du Pérou et de la Bolivie, deux pays limitrophes avec le Chili, font la promotion d'une plus

⁹ Hal Brands, *Latin America's Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 2010, p. 150-151.

¹⁰ *Ibid.*, p. 96.

¹¹ Lester D. Langley, *America and the Americas: The United States in the Western Hemisphere*, 2^e édition. Athens, University of Georgia Press, 2010 (1989), p. 231.

grande indépendance envers Washington¹². La cohésion hémisphérique est alors menacée en raison des possibilités de rapprochement des États du cône Sud motivées par un sentiment antiaméricain¹³. Les États-Unis ont donc, au début des années 1970, beaucoup à perdre en termes d'influence dans la région. L'attitude de l'administration Nixon par rapport au Chili doit ainsi être comprise dans cette atmosphère d'antiaméricanisme en plus de s'insérer dans le contexte bipolaire entre les États-Unis et l'Union soviétique.

Problématique

Le présent projet de recherche traitera de l'attitude du Congrès américain envers le gouvernement de Salvador Allende au Chili. L'histoire du Congrès nous montre que les luttes de pouvoir entre les appareils exécutif et législatif sont nombreuses en matière de politique étrangère, ce qui rend ce sujet de recherche particulièrement pertinent. Durant toute la période étudiée, c'est le parti démocrate qui a le contrôle des deux chambres du Congrès, alors que le républicain Richard Nixon se retrouve à la Maison-Blanche. L'étude portera sur les années 1970 à 1976, de l'élection d'Allende au mois de septembre 1970 jusqu'au début de l'année 1976, afin d'inclure les répercussions de la parution du rapport du *Senate Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities*¹⁴ révélant la portée des actions américaines au Chili. Même si Nixon n'est plus à la tête du pays à partir d'août 1974, les interventions au Congrès concernent son administration, puisque c'est lui qui était au pouvoir durant la présidence d'Allende.

Ce mémoire aura pour but d'analyser les représentations des membres des 91^e au 94^e Congrès par rapport à la présence dans l'arrière-cour américaine d'un gouvernement élu de manière démocratique, mais dont l'idéologie entre en opposition avec celle prônée par Washington durant la période de la guerre froide. Ces représentations auront alors des répercussions sur les réactions des parlementaires aux décisions de l'administration Nixon en lien avec le Chili. Les réactions des membres du Congrès aux actions de l'Exécutif feront donc aussi l'objet d'une analyse.

¹² Harmer, *op. cit.*, p. 26.

¹³ *Ibid.*, p. 46.

¹⁴ Plus communément appelé *Church Committee* du nom de son président, le sénateur démocrate de l'Idaho Frank Church.

État de la question

Les relations entre les États-Unis et le Chili d'Allende ont amplement été traitées dans l'historiographie. La plupart de ces études ont été effectuées dans le but de comprendre ce qui a mené au coup d'État du 11 septembre 1973 et, surtout, le rôle que l'administration Nixon et la CIA ont pu jouer dans ces événements. Mark Falcoff, dans *Modern Chile*, avance par exemple que le renversement de Salvador Allende a été causé par l'incompétence et les erreurs de son gouvernement et non par une quelconque intervention américaine¹⁵. Il se place dans la perspective libérale¹⁶ en montrant que les États-Unis et le Chili avaient comme intérêt commun la chute du régime. S'il ne croit pas que Washington ait été responsable du coup d'État de 1973, il affirme que la présence de ce gouvernement de gauche en Amérique latine ne lui était pas favorable et n'était pas non plus dans l'intérêt du peuple chilien, étant donné son incompétence. Au contraire, dans *The United States and Chile*, James Petras et Morris Morley s'inscrivent dans la perspective radicale¹⁷ en mettant l'accent sur les pressions économiques imposées par les États-Unis comme ayant mené à l'échec d'Allende¹⁸.

Dans les années 1990, la déclassification d'archives américaines et chiliennes avec la fin du régime Pinochet suscite une nouvelle vague de travaux sur le sujet, dont ceux de Jonathan Haslam et de Kristian Gustafson. Ces deux études montrent d'ailleurs bien la persistance du débat sur la responsabilité américaine dans le coup d'État. Dans *The Nixon Administration and the Death of Allende's Chile*, Haslam assure que Nixon et Kissinger ont joué un rôle décisif dans le renversement d'Allende. Selon l'auteur, les politiques économiques mises en place par l'administration Nixon et les actions de la CIA au Chili seraient directement responsables de la chute du régime. Le coup d'État aurait même été planifié en grande partie par le directeur adjoint de la CIA, Vernon Walters¹⁹. Au contraire, dans *Hostile Intent*, Kristian Gustafson tente de prouver que ce n'était pas le cas. Il assure que les opérations secrètes de la CIA ont été

¹⁵ Voir Mark Falcoff, *Modern Chile 1970-1989: A Critical History*, Londres, Transaction Publishers, 1989, 327 p.

¹⁶ Selon Abraham F. Lowenthal, l'approche libérale soutient que les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine ont été marquées par la compatibilité de l'intérêt des nations de l'hémisphère occidental. Abraham F. Lowenthal, « United States Policy toward Latin America: "Liberal", "Radical" and "Bureaucratic" Perspectives », *Latin American Research Review*, 8, 3 (Automne 1973), p. 6.

¹⁷ Lowenthal explique que la perspective radicale décrit les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine comme ayant été marquées par la prédominance des conflits et de l'exploitation comme conséquence des intérêts nord-américains et du capitalisme en constante expansion. *Ibid.*, p. 10.

¹⁸ Voir James Petras et Morris Morley, *The United States and Chile: Imperialism and the Overthrow of the Allende Government*, New York, Monthly Review Press, 1975, 217 p.

¹⁹ Haslam, *op. cit.*, p. 219.

inefficaces pour déstabiliser le gouvernement d'Allende et que l'administration Nixon n'a pas participé à l'organisation du coup d'État. Pour lui, les archives récemment déclassifiées montrent que Washington a tenté de renforcer les partis d'opposition, mais n'a pas prêté main-forte aux militaires qui ont fomenté le renversement d'Allende. Il met plutôt l'accent sur ce qu'il considère être une relation tendue entre le département d'État américain et la CIA ainsi qu'un manque de coordination, qui ont fait échouer les opérations au Chili²⁰.

Certaines de ces études plus récentes vont néanmoins au-delà de la question de la responsabilité du coup d'État de septembre 1973, pour se concentrer sur ce qui définit les relations entre les États-Unis et le Chili durant toute la présidence d'Allende. Lubna Qureshi affirme par exemple, dans *Nixon, Kissinger, and Allende*, que c'est la crainte d'une nationalisation de l'industrie du cuivre, bien plus que celle du communisme, qui a motivé les actions américaines visant à déstabiliser le régime d'Allende²¹. Dans un ouvrage particulièrement intéressant, *Allende's Chile and the Inter-American Cold War*, Tanya Harmer propose une perspective novatrice sur la question. Pour Harmer, le cas du Chili s'insère dans une stratégie de guerre froide interaméricaine, qui se distingue de celle qui est employée dans le reste du monde. Si pour l'auteure, la crainte de la présence soviétique n'est pas totalement à évacuer, ce qui inquiète surtout Washington, c'est une érosion de son influence dans l'hémisphère occidental par l'apparition de gouvernements qui refusent la domination américaine. Le processus ayant déjà été enclenché par la révolution cubaine s'amplifie avec l'élection d'Allende. Pour cette raison, Harmer affirme que la politique de détente employée envers l'URSS durant cette période ne s'applique pas à l'Amérique latine et donc au Chili non plus. Des travaux plus centrés sur l'administration Nixon, comme *The Flawed Architect* de Jussi Hanhimäki, touchent quant à eux à l'angle bureaucratique en expliquant le processus politique ayant mené aux décisions prises par rapport au Chili. Pourtant, même ces études axées sur les coulisses du pouvoir évacuent la question de l'attitude du Congrès. Ce mémoire permettra donc d'éclairer un aspect du sujet qui a très peu été traité jusqu'à maintenant.

Si l'angle du Congrès est rarement abordé dans la littérature sur les relations entre les États-Unis et le Chili, plusieurs auteurs se sont toutefois intéressés aux liens entre l'appareil législatif et la politique étrangère. La capacité du Capitole à exercer une influence déterminante

²⁰ Voir Kristian Gustafson, *Hostile Intent: U.S. Covert Operations in Chile, 1964-1974*, Washington D.C., Potomac Books, 2007, 317 p.

²¹ Voir Lubna Z. Qureshi, *Nixon, Kissinger, and Allende: U.S. Involvement in the 1973 Coup in Chile*, Lanham, Lexington Books, 2009, 177 p.

dans la politique étrangère américaine est une question qui a attiré l'attention de nombreux chercheurs. Selon Gerald Felix Warburg, le Congrès est freiné par un handicap fondamental dans le domaine de la politique étrangère: puisqu'il est divisé en deux chambres et doit concilier avec les opinions différentes de ses membres, l'appareil législatif est incapable de défendre de manière concertée des projets qui pourraient supplanter ceux de l'Exécutif²². D'autres auteurs croient pourtant que le Congrès exerce une influence non négligeable dans la politique étrangère. I. M. Destler abonde en ce sens en affirmant que l'appareil législatif restreint le président dans certaines de ses actions tout en permettant d'instaurer une politique étrangère cohérente et dont la légitimité est évidente en raison du support politique qu'elle implique²³. L'historien Robert David Johnson consacre d'ailleurs un ouvrage entier à l'étude de la manière dont le Congrès a répondu aux défis de la guerre froide. Il souligne l'importance de l'analyse de trois aspects du pouvoir législatif: l'utilisation des mesures de dépense, les travaux internes des commissions du Congrès ainsi que la capacité individuelle des parlementaires d'influencer les affaires étrangères en modifiant la manière qu'ont les dirigeants politiques et le public d'interpréter les questions internationales²⁴. Bien que ce ne soit pas l'influence du Congrès sur les politiques qui nous intéresse ici, il sera tout de même pertinent d'analyser de quelle manière ses membres interviennent dans les prérogatives présidentielles de politique étrangère et ce qui motive ces interventions (position idéologique, électorat, etc.).

Ce mémoire s'inscrit également dans le champ de l'histoire des représentations. Étant donné que la teneur des discours en chambre sera étudiée, il est important de bien comprendre les représentations sur lesquelles se fondent les membres du Congrès, puisqu'elles auront tendance à influencer leurs comportements et leurs décisions. En effet, plusieurs auteurs ont remis en question l'idée d'un processus décisionnel rationnel en mettant l'emphase sur l'importance des représentations et de la cognition en politique étrangère.

Dominique Kalifa associe représentations et pratique, puisqu'on ne peut étudier les représentations sans se pencher également sur les comportements et les actes qui y sont liés²⁵. Il affirme que dans les premiers travaux sur les représentations, elles étaient associées à l'abstrait,

²² Gerald Felix Warburg, *Conflict and Consensus: The Struggle between Congress and the President over Foreign Policymaking*, New York, Harper & Row, 1989, p. 103.

²³ I. M. Destler, «Dateline Washington: Congress as Boss?», *Foreign Policy*, 42 (Printemps 1981), p. 176-177.

²⁴ Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, New York, Cambridge University Press, 2006, p. xxiii.

²⁵ Dominique Kalifa, « Représentations et pratiques », Christian Delacroix *et al.*, dir., *Historiographies: concepts et débats*, Volume II: *Notions, concepts*, Paris, Gallimard, 2010, p. 877.

soit au discours et à l'imaginaire alors que les pratiques étaient plutôt liées au concret, à l'expérience et à l'action. Kalifa explique qu'il y a trois types de représentations: celles qui sont figurées comme les images, immatérielles comme les schèmes de perception, ainsi que les mises en scène de soi par lesquelles une personne ou un groupe se définit. Peu importe la catégorie, elles forment toutes à la fois une expression et une construction du social²⁶. Roger Chartier explique quant à lui que le concept de représentations ne peut être pensé sans celui d'appropriation, c'est-à-dire sans les analyser dans le contexte de leurs usages et interprétations²⁷. Il sera essentiel de le prendre en compte dans notre analyse, puisque la même représentation peut changer de sens selon le contexte ou encore la personne.

Les représentations sont aussi abordées dans leurs effets sur les politiques, ce qui est pertinent pour notre sujet puisque celles des membres du Congrès influencent leurs réactions aux décisions de l'administration Nixon. Charles-Philippe David explique que, selon l'approche perceptuelle, les décideurs adopteront plutôt un comportement qu'ils jugeront satisfaisant en fonction de leurs perceptions des facteurs entourant l'événement²⁸. Ainsi, les notions de représentations et de croyance sont au cœur de l'analyse des facteurs qui influencent la prise de décision. L'auteur s'intéresse à l'image du monde propre aux décideurs, en fonction de leurs valeurs, convictions, perceptions, émotions et façons de réagir. Judith Goldstein et Robert O. Keohane, quant à eux, soulignent l'importance du « système de croyances » du décideur qui s'établit selon sa personnalité, son éducation, ses expériences vécues, ses valeurs et la conception qu'il se fait de son rôle²⁹. Selon Ole R. Holsti, les croyances guident les gouvernants dans le choix des objectifs à atteindre³⁰. Robert Jervis avance pour sa part que, dans certaines situations, il est impossible d'analyser une politique sans connaître la vision, les croyances et la perception de l'autre d'un décideur³¹. L'auteur accorde une grande importance à cet aspect, puisque des individus placés dans la même situation réagiront différemment en raison de leur vision du monde.

²⁶ *Ibid.*, p. 878-880.

²⁷ Roger Chartier, « Le monde comme représentation », *Annales: Économies, Sociétés, Civilisations*, 44, 6 (1989), p. 1510-1511.

²⁸ Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison-Blanche: la formulation de la politique étrangère des États-Unis*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, p. 17.

²⁹ Judith Goldstein et Robert O. Keohane, *Ideas and Foreign Policy: Beliefs, Institutions and Political Changes*, Ithaca, Cornell University Press, 1993, p. 33.

³⁰ Ole R. Holsti, « The Belief System and National Images: A Case Study », *Journal of Conflict Resolution*, 6, 3 (1962), p. 244.

³¹ Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976, p. 28.

Dans leurs travaux, Philip Tetlock et Charles McGuire soutiennent que les facteurs cognitifs ne peuvent généralement pas à eux seuls expliquer les politiques, mais qu'il est important d'en tenir compte et de les utiliser conjointement avec d'autres processus³². Ils poursuivent en affirmant que bien qu'il n'existe pas de consensus sur l'influence des facteurs cognitifs, plusieurs principes ont été émis, dont le fait que les décideurs dressent un portrait souvent biaisé de l'histoire. Les représentations restructurent la réalité en la simplifiant et en la faussant. Elles peuvent mener à l'adoption d'un cadre de référence, et ce, en fonction de croyances et d'images préétablies³³. Ces dernières ont une influence particulière en période de crise. L'analyse des discours politiques permet de constater cette influence des représentations. Dans son ouvrage *Ronald Reagan, the Movie*, Michael Paul Rogin aborde le sujet de la diabolisation. Il montre comment un discours peut être teinté par l'utilisation de symboles et des représentations qui y sont attachées. L'auteur explique notamment comment Reagan arrive à faire des sandinistes du Nicaragua un symbole du mal, en les associant à tout ce qui était considéré comme une menace contre les États-Unis, d'alliés de l'Union soviétique et de Castro à trafiquants de drogue³⁴.

Tous ces travaux sur l'importance des représentations dans le processus de prise de décision sont essentiels à la compréhension de notre sujet d'étude. Ils peuvent aisément être appliqués au cas des discours des membres du Congrès et aider à saisir les raisons qui soutiennent la défense d'une position par rapport à une autre. Ils aident également à comprendre l'influence que peut avoir l'utilisation de ces représentations dans un discours. L'étude de l'historiographie sur la question des rapports entre les États-Unis et le gouvernement de Salvador Allende au Chili n'a pas permis de constater la présence de travaux en lien avec l'histoire des représentations. Nous aborderons donc un nouvel angle de recherche avec ce mémoire.

³² Philip Tetlock et Charles McGuire, «Cognitive Perspectives on Foreign Policy», John G. Ikenberry, dir., *American Foreign Policy: Theoretical Essays*, New York, Pearson Longman, 2005, p. 495.

³³ *Ibid*, p. 485.

³⁴ Michael Paul Rogin, *Ronald Reagan, the Movie and Other Episodes in Political Demonology*, Berkeley, University of California Press, 1987, p. XV.

Hypothèse

Nous tenterons pour notre part de montrer que les représentations du gouvernement de Salvador Allende au sein du Congrès sont surtout négatives pendant toute la durée de sa présidence, c'est-à-dire du mois de septembre 1970 jusqu'en septembre 1973. Durant cette même période, il est possible de constater une certaine division au sein du Congrès quant à la manière de répondre à la présence de ce gouvernement jugé socialiste, entre l'adoption d'une attitude conciliante ou plus ferme. Cette division se retrouve par la même occasion dans l'appui ou l'opposition aux décisions de la Maison-Blanche. Cependant, à la suite du coup d'État du 11 septembre jusqu'au début de l'année 1976, les représentations de l'ancien président chilien au Congrès deviennent plus positives. À partir de ce moment, c'est l'attitude de l'administration Nixon au cours trois années de présidence d'Allende qui est perçue plus négativement par les parlementaires.

Corpus de sources

Le corpus de sources que nous utilisons est composé d'extraits du *Congressional Record* publiés entre le mois de septembre 1970 et le mois de janvier 1976. Ce choix de source s'est imposé de lui-même puisque ce journal représente un compte rendu des discours, des débats et des votes tenus à la Chambre des représentants et au Sénat. Le *Congressional Record* est un outil incontournable pour toute étude portant sur l'appareil législatif. Il est publié quotidiennement par le *United States Government Printing Office*. Le *Joint Committee on Printing*, formé de cinq représentants et de cinq sénateurs, est responsable de superviser cette publication et assure la neutralité des transcriptions³⁵. De plus, l'accessibilité de ces documents est un avantage important, puisqu'ils peuvent être consultés à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale ainsi que sur Internet.

Quelques limites sont néanmoins inhérentes à l'utilisation de cette source. D'abord, les membres des deux chambres ont la possibilité de modifier leurs remarques avant la publication, tant que le sens demeure le même, ainsi que d'y ajouter des documents³⁶. Ce journal ne constitue donc pas une transcription intégrale de ce qui se passe en chambre, ce qui peut

³⁵ Howard N. Mantel, « The Congressional Record: Fact or Fiction of the Legislative Process », *Western Political Quarterly*, 12, 4 (décembre 1959), p. 983.

³⁶ *Ibid.*, p. 982.

représenter une certaine faiblesse puisque l'étude porte sur l'analyse des discours. Toutefois, comme le sens doit demeurer le même, cette limite demeure mineure. L'énorme quantité d'information disponible dans le *Congressional Record* peut également être un obstacle, étant donné que chaque parution quotidienne contient quelques centaines de pages. L'index, par contre, s'avère un excellent outil pour s'y retrouver.

À la fin de chaque journée du *Record* se trouve une section appelée *Extension of Remarks* qui contient des suppléments d'information sous la forme de discours présentés à l'extérieur du Congrès, d'articles de journaux ou encore de documents de correspondance, entre autres. À la fin de leur intervention, les membres du Congrès demandent aussi souvent que des articles soient ajoutés au *Record*. Ces documents insérés dans le journal à la demande des parlementaires sont utilisés pour compléter leur pensée, car leur temps de parole en chambre est limité. Il est important de les prendre en considération dans l'analyse, parce qu'ils représentent l'opinion de celui qui a fait la demande de leur ajout. Ils seront étudiés, de manière secondaire, en tant que compléments des communications orales des membres du Congrès.

Les travaux portant sur les relations entre les États-Unis et le Chili de Salvador Allende n'utilisent que très peu le *Congressional Record*. Lorsque des documents en lien avec le Congrès sont utilisés, ce sont plutôt des travaux de commissions du Sénat, comme le rapport du *Church Committee*, « Covert Actions in Chile, 1963-1973 », traitant des dix ans d'opérations secrètes menées par les États-Unis pour empêcher l'établissement d'un gouvernement jugé communiste au Chili. Ce document très significatif, datant de 1975, est encore utilisé par les auteurs aujourd'hui, malgré l'abondance de nouvelles sources disponibles. Kristian Gustafson l'emploie notamment dans son ouvrage paru en 2007. Étant donné que c'est normalement l'attitude de l'Exécutif qui est étudiée, des sources comme les *Nixon White House Tapes*, des archives du département d'État ou encore de la CIA sont généralement privilégiées. Par contre, la majorité des travaux dont le Congrès est l'objet d'étude utilisent le *Congressional Record*. C'est le cas de Stanley Lubman dans son article sur les perceptions de la Chine au Congrès. Il analyse les différents débats en chambre afin de comprendre les images de la Chine véhiculées par les parlementaires et les raisons qui motivent sa « diabolisation »³⁷. Puisque les discours sont l'objet de son analyse, tout comme de la nôtre, le *Congressional Record* s'avère l'outil le plus efficace pour mener sa recherche. Dans *Congress and the Cold War*, Robert David

³⁷ Stanley Lubman, « The Dragon as Demon: Images of China on Capitol Hill », *Journal of Contemporary China*, 13, 40 (2004), p. 541-565.

Johnson s'appuie aussi en grande partie sur cette source pour analyser la manière dont les législateurs s'impliquent dans le domaine de la politique étrangère durant la guerre froide.

De manière plus secondaire, des quotidiens, principalement le *New York Times* et le *Washington Post*, ont également été consultés par le biais du site Internet de la bibliothèque de l'Université Laval. Ils ont servi à acquérir davantage d'informations sur les événements auxquels les parlementaires font parfois référence. Des articles parus à la suite du décès des membres du Congrès ont aussi été employés afin d'en savoir davantage sur leur carrière politique ainsi que sur leurs positions par rapport à différents enjeux. Finalement, deux rapports de commissions du Sénat, « The International Telephone and Telegraph Company and Chile, 1970-1971 » et « Covert Actions in Chile, 1963-1973 », ont été étudiés en vue de connaître les démarches entreprises par le Congrès dans le but faire la lumière sur des allégations en lien avec l'Exécutif.

Méthodologie

Pour ce qui est de l'aspect méthodologique, la première étape a été de cerner dans le *Congressional Record* les remarques pertinentes effectuées au sein des deux chambres. Pour ce faire, nous avons identifié à partir de l'index les parties en liens avec les termes « Chile » et « Latin America », puis avec « Cuba » et « communism », pour chacune des années. En plus de nous amener à repérer des extraits dont le sujet central est l'un de ces thèmes, cette technique a également fait ressortir des débats sur certains projets de loi, comme ceux sur l'aide internationale par exemple, sur lesquels les enjeux au Chili ont une influence. Cette méthode a donc permis d'obtenir un panorama assez varié d'interventions.

Il est par la suite apparu évident que l'analyse de contenu était l'option la plus appropriée pour mener ce type de recherche. L'utilisation d'une méthode à la fois qualitative et quantitative est souvent privilégiée dans les analyses de discours. C'est ce que fait Jason Dittmer dans son article sur les représentations de la Russie dans les journaux américains qui traitent de l'élargissement de l'OTAN. Même s'il se penche sur des discours écrits plutôt qu'oraux, le but de sa recherche se rapproche du nôtre. Il effectue une analyse quantitative qui lui permet de déterminer, entre autres, le nombre d'occurrences de son sujet dans les journaux. Or, il utilise surtout l'analyse qualitative pour comprendre comment la Russie est décrite

(comme orientale, occidentale ou ensemble géopolitique) et les raisons de cette catégorisation³⁸. Comme Dittmer, nous privilégierons l'analyse qualitative.

Nous avons établi quatre grilles afin d'effectuer notre analyse de contenu. La première identifie plusieurs éléments, dont certains d'aspect plus technique comme la date de l'intervention, la chambre dans laquelle elle a été effectuée, le nom de l'orateur, le parti, l'État ainsi que les pages du *Congressional Record* qui contiennent l'extrait. Nous avons aussi indiqué les thèmes principaux du discours. Dans une deuxième grille, nous avons identifié par la suite les motifs de l'intervention, c'est-à-dire les raisons qui poussent le parlementaire à prendre la parole. Pour ce faire, nous avons dû nous pencher plus précisément sur les membres du Congrès qui interviennent, afin de connaître leurs motivations, préoccupations politiques et orientations idéologiques, entre autres. En analysant ce qui motive les interventions, nous sommes plus à même de comprendre les représentations des membres du Congrès, puisqu'elles varient selon le contexte et la personne. Puis, dans une troisième grille, nous avons cerné les moyens proposés par l'élu pour atteindre ses objectifs. Ces moyens peuvent être juridiques, diplomatiques, militaires ou économiques, par exemple. La connotation que l'on peut dénoter des propos envers Allende est aussi indiquée, afin de savoir si elle est positive ou négative, comme le propose la méthode Morin-Chartier³⁹. Enfin, une quatrième grille comprend une rubrique qui a servi à comprendre ce que l'intervention signifie en lien avec la relation présidence-Congrès, à savoir dans quelle mesure l'appareil législatif intervient dans les prérogatives présidentielles de politique étrangère en le critiquant. Cette même grille comprend aussi une rubrique sur la connotation, mais en lien avec l'Exécutif. Les sujets considérés importants par les membres du Congrès, les représentations des élus par rapport au gouvernement d'Allende et ses actions, les critiques envers la manière selon laquelle l'administration Nixon gère la situation ainsi que les suggestions de stratégies à privilégier à l'égard du Chili seront ainsi analysés.

Nous avons également effectué, de manière très secondaire, une analyse plus quantitative afin de connaître des informations comme le nombre d'interventions par exemple, ou encore pour constater si l'attitude semble différer selon le parti, la région ou la chambre. Avec ces informations, il est possible de vérifier les variations des occurrences à travers le temps.

³⁸ Jason Dittmer, «Changing American Metanarratives of Russia in NATO Expansion Debates, 1993-2002», *National Identities*, 9, 1 (mars 2007), p. 49-66.

³⁹ Christian Leray, *L'analyse de contenu: de la théorie à la pratique - La méthode Morin-Chartier*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 16.

L'aspect quantitatif est toutefois employé avec précaution, car les discours forment un sujet d'analyse complexe, qu'il serait imprudent de réduire à une série de chiffres.

Plan

Notre étude prend la forme d'un plan chronologique séparé en trois grandes parties, dans le but de constater l'évolution du discours au Congrès au fil de la présidence d'Allende. Ces trois chapitres sont ensuite divisés de manière thématique afin de regrouper les principaux sujets qui attirent l'attention des parlementaires, puisque les variations dans le discours des membres du Congrès sont plus évidentes lorsque les mêmes thèmes sont abordés. Le premier chapitre, le plus court étant donné le nombre plus faible d'interventions au Capitole, couvre la période entre septembre 1970 et février 1971 et s'intéresse à l'élection d'Allende ainsi qu'à ses premiers mois à la tête du pays. Les représentations de son gouvernement au Congrès, alors presque exclusivement négatives, sont surtout idéologiques et montrent que sa prise de pouvoir est considérée comme une menace. Le second chapitre s'étend quant à lui de février 1971 à l'été 1973 et aborde la question des nationalisations prévues par l'*Unidad Popular*. Le discours des parlementaires est toujours largement défavorable, mais il est alors davantage fondé sur les craintes de conséquences pouvant être subies par les États-Unis à la suite des expropriations de leurs intérêts. Puis, le troisième chapitre traite du coup d'État et de ses suites, soit de septembre 1973 à janvier 1976. Les représentations positives du gouvernement d'Allende, fondées sur son accession au pouvoir par la voie électorale et l'absence de légitimité de la junte militaire, gagnent alors en importance. Le mémoire se terminera finalement par une brève conclusion.

Chapitre 1

« Chile has gone communist »: l'élection de 1970 sous le feu de la critique

En 1970, que ce soit au Congrès ou au sein de l'Exécutif, l'attention est toujours tournée vers le Vietnam. L'Amérique latine n'est pas une priorité de la politique étrangère américaine. Le conseiller Henry Kissinger en a d'ailleurs fait la démonstration l'année précédente, lorsqu'il a déclaré au ministre des Affaires étrangères chilien: « Nothing of importance can come from the South. History has never been produced in the South. The axis of history starts in Moscow, goes to Bonn, crosses over to Washington, and then goes to Tokyo⁴⁰. » C'est tout de même avec surprise et inquiétude que la nouvelle de l'élection d'Allende est reçue à Washington⁴¹. Elle va forcer l'administration Nixon et les membres du Congrès à accorder plus d'importance à ce pays du Sud.

Afin de pouvoir comprendre les réactions des parlementaires à l'élection d'Allende, il importe de s'attarder au programme de l'*Unidad Popular*. Comme le nouveau gouvernement est récemment élu, les membres du Congrès ne sont pas encore en mesure de le juger par ses actions. Ce sont donc plutôt ses projets et sa philosophie, présentés dans la plateforme électorale de la coalition, en plus de sa réputation, qui permettent d'établir un portrait du nouveau président à ses débuts.

Le pamphlet que l'UP présente aux électeurs débute par une affirmation selon laquelle le Chili traverserait une période de crise. La stagnation socioéconomique et la pauvreté généralisée qui touchent les classes sociales exploitées ainsi que les difficultés vécues par la classe moyenne représentent tous, selon la coalition, des problèmes résultant des priviléges de classes. Toutefois, pour l'*Unidad Popular*, le Chili lui-même peut remédier à la situation, grâce entre autres à la richesse de ses ressources naturelles⁴². Selon les auteurs du texte, c'est le système qui constitue la source du problème; un système capitaliste en raison duquel le Chili est dépendant des nations impérialistes, des groupes bourgeois et des capitaux étrangers. Les

⁴⁰ Lawrence, *op. cit.*, p. 269.

⁴¹ Henry Kissinger, *White House Years*, Boston; Toronto, Little, Brown and Company, 1979, p. 670.

⁴² Comité coordinador de la Unidad Popular, *Programa basico de gobierno de la Unidad Popular: Candidatura presidencial de Salvador Allende*, Santiago, 1969, p. 3.

expressions « lutte de classes », « bourgeoisie » et « système capitaliste » illustrent bien l'utilisation d'une rhétorique à caractère socialiste. Cela ne signifie pas pour autant que le gouvernement d'Allende puisse être assimilé aux régimes autoritaires de gauche présents ailleurs dans le monde durant la même période. Ce qu'il importe de souligner ici est que le projet de l'*Unidad Popular* doit être réalisé de manière pacifique et dans un ordre constitutionnel⁴³. C'est ce que Salvador Allende appelle *la Vía chilena al socialismo*, la voie chilienne vers le socialisme. La longue tradition démocratique du Chili doit permettre de créer une société socialiste, non pas sur le modèle cubain de révolution armée, mais plutôt par la voie institutionnelle. S'il désire créer une nouvelle constitution, c'est justement par des moyens constitutionnels qu'il compte y arriver⁴⁴.

Les relations avec les États-Unis font l'objet de maintes critiques dans le pamphlet. Le premier grief concerne l'*Alliance for Progress*⁴⁵, qui n'a pas apporté les résultats escomptés. Le caractère contraignant des prêts américains, qui doivent être utilisés pour l'achat de produits provenant des États-Unis et livrés par leurs propres navires, est aussi dénoncé. Les auteurs du texte soutiennent d'ailleurs que depuis 1952, alors que les États-Unis ont investi 7,473 millions de dollars en Amérique latine, ils ont obtenu en retour environ 16 millions⁴⁶. Ils affirment que les monopoles américains contrôlent le commerce et les organisations internationales comme le Fonds monétaire international (FMI), en plus d'intervenir dans les secteurs de l'éducation, de la culture, des médias et des forces armées⁴⁷. Les idées marxistes de domination des classes possédantes sur les plus pauvres se reflètent alors sur la scène internationale⁴⁸. Ainsi, les pays riches, les États-Unis en tête, exploitent ceux du Tiers-Monde afin d'en retirer les bénéfices.

⁴³ Stefan de Vylder, *Allende's Chile: The Political Economy of the Rise and Fall of the Unidad Popular*, Nouvelle édition, Cambridge, Cambridge University Press, 2009 (1976), p. 36.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 37.

⁴⁵ Lancée sous l'administration Kennedy en 1961, l'*Alliance for Progress* devait permettre d'accélérer le développement économique des États latino-américains tout en y améliorant les conditions sociales. Le programme était censé promouvoir la démocratie dans l'hémisphère occidental, mais les années suivant l'inauguration de l'alliance sont plutôt marquées par la recrudescence des régimes militaires. Les succès initiaux dans les réformes agraires, l'éducation, la santé ou encore l'emploi ne sont que de courte durée. À la fin de la décennie 1960, ce sont plutôt des reculs qui sont constatés dans ces domaines. L'importance que prennent la défense de la sécurité nationale et les intérêts économiques américains dans la réalisation du programme contribuent à le discréditer aux yeux de plusieurs États récipiendaires. Le prédecesseur d'Allende à la présidence du Chili, Eduardo Frei, l'a d'ailleurs décrite en 1967 comme «the alliance that lost its way». Lester D. Langley, *America and the Americas: The United States in the Western Hemisphere*, Athens, University of Georgia Press, 2010, p. 212-219; Jerome Levinson et Juan de Onis, *The Alliance That Lost its Way: A Critical Report on the Alliance for Progress*, Chicago, Quadrangle Books, 1970, p. 323.

⁴⁶ Comité coordinador de la Unidad Popular, *loc. cit.*, p. 4-5.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 6.

⁴⁸ Harmer, *op. cit.*, p. 33.

C'est à cette situation que la coalition veut remédier en renforçant l'indépendance économique et diplomatique du Chili.

La suite du texte sert à montrer la domination des classes possédantes sur le reste de la population et les difficultés qui handicapent les couches sociales populaires. La solution proposée par la coalition est de remplacer le système actuel par la mise en place du socialisme⁴⁹. Cela n'empêche pas l'*Unidad Popular* d'accorder une place importante à la démocratie au sein de son programme. La protection des libertés et garanties démocratiques durement acquises est présentée comme une priorité. Les auteurs prétendent notamment que si la coalition était portée au pouvoir, elle formerait le gouvernement le plus démocratique de l'histoire du pays, puisqu'il permettrait de transférer au peuple chilien le pouvoir normalement restreint entre les mains des classes dominantes⁵⁰. La définition qui est faite de la démocratie est importante ici. Les membres de la coalition menée par Allende croient qu'il est réellement possible de parler de démocratie lorsque la majorité de la population formant les classes sociales populaires, plutôt que la minorité de gens fortunés, détient le pouvoir. La participation directe du peuple dans divers organes du gouvernement et la mobilisation des masses sont en outre des éléments phares de leur plateforme électorale. Ils considèrent de plus que le gouvernement sera vraiment démocratique et représentatif, étant donné qu'il sera composé de tous les partis et mouvements révolutionnaires⁵¹. L'absence des partis « bourgeois », de centre ou de droite, ne semble pas poser problème au niveau de la représentativité pour l'UP. Le respect de la volonté de la majorité demeure néanmoins un aspect essentiel du système qu'elle désire implanter⁵². Elle déclare également son engagement au suffrage universel mixte⁵³.

C'est toutefois le remplacement de la structure économique du pays, dominée par les capitaux des monopoles étrangers et locaux ainsi que les *latifundia*, qui représente l'objectif principal de l'*Unidad Popular*⁵⁴. La mise en place d'une économie socialiste passe par la nationalisation des ressources naturelles ainsi que des secteurs contrôlés par des capitaux étrangers⁵⁵. L'industrie du cuivre, dominée par les intérêts américains, arrive première dans la liste de priorité des nationalisations. Le programme précise que les entreprises privées qui ne

⁴⁹ Comité coordinador de la Unidad Popular, *loc. cit.*, p. 12.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*, p. 14.

⁵² *Ibid.*, p. 16.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ *Ibid.*, p. 19.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 19-20.

constituent pas des monopoles formeront toujours la majorité, mais devront respecter les droits des travailleurs⁵⁶. L'accélération de la réforme agraire est aussi un projet important pour la coalition. Les terres des grands propriétaires expropriés seront converties en coopératives⁵⁷. Les politiques de développement économique se concentrent sur l'amélioration des conditions des travailleurs (augmentation du pouvoir d'achat, des salaires, du taux d'emploi) et sur la diminution de la dépendance aux capitaux et aux marchés étrangers.

L'aspect social du programme prévoit l'intervention marquée du gouvernement dans la santé, le logement et les conditions des travailleurs. Une réforme complète de l'éducation est également envisagée, tout cela dans le but de s'assurer que les classes populaires bénéficient des mêmes conditions que les couches sociales aisées. Le gouvernement prévoit aussi favoriser une plus grande participation populaire dans la culture ainsi qu'une réforme des médias de masse.

En ce qui a trait à la politique étrangère, la coalition désire principalement affirmer l'autonomie du Chili. Elle dénonce l'*Organization of American States* (OAS) comme étant un outil de l'impérialisme américain ainsi que l'aide étrangère versée pour des raisons politiques ou dont les conditions limitent la souveraineté. Le texte prévoit l'établissement de relations diplomatiques avec tous les pays, particulièrement les États socialistes. Il condamne « l'agression » américaine sur le Vietnam du Nord et qualifie d'héroïque le combat du peuple vietnamien. Il affirme aussi la solidarité du Chili avec Cuba. La promotion d'un sentiment anti-impérialiste est notamment au centre de la politique étrangère de l'*Unidad Popular*.

L'aspect idéologique représente une part importante de la relation américano-chilienne, que ce soit réel ou une question de perception. Les parlementaires utiliseront d'ailleurs souvent, bien que pas toujours correctement, des qualificatifs liés à l'idéologie pour décrire Allende et son gouvernement. Les termes « socialiste », « communiste » et « marxiste » seront fréquemment galvaudés. Comme nous l'avons expliqué plus tôt, l'*Unidad Popular* est une coalition formée de plusieurs partis de gauche. Deux partis dominent toutefois la coalition: le parti socialiste et le parti communiste. Allende, chef et cofondateur du parti socialiste, les qualifie lui-même comme étant les deux partis marxistes de l'*Unidad Popular*⁵⁸. Dans une entrevue du 29 mai 1973 dont des extraits ont été publiés dans le *Washington Post*, Allende

⁵⁶ *Ibid.*, p. 21.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 22.

⁵⁸ Régis Debray, *Entretiens avec Allende sur la situation au Chili*, Paris, éditions François Maspero, 1971, p. 88.

définit son gouvernement en ces termes: « I want to insist that Chile is not a socialist country. This is a capitalist country and my government is not a socialist government. Neither, as the press likes to say, is it a Marxist government. I am a Marxist. That's something else. But the government is made up of Marxists, laymen and Christians. This is a popular, democratic, national revolutionary government – anti-imperialist⁵⁹. » C'est donc davantage son caractère anti-impérialiste que l'aspect idéologique qui doit définir l'*Unidad Popular*.

La plateforme électorale de la coalition met tout de même l'accent sur la mise en place d'un système socialiste au Chili dans les différents domaines. Si le programme peut sembler hostile aux États-Unis, Allende affirmera tout au long de sa présidence vouloir maintenir de bonnes relations avec Washington. Pour lui, ses politiques ne représentent que l'affirmation de la souveraineté de son État⁶⁰. La situation ne sera toutefois pas analysée de la même manière à Washington. En cette période de guerre froide, une telle opposition idéologique avec les États-Unis est mal accueillie à la Maison-Blanche et au Capitole.

« Only 36 percent of the ballots cast »: une victoire contestée

Les membres du Congrès ne réagissent pas immédiatement à la victoire d'Allende. C'est le 23 septembre 1970, soit près de trois semaines après l'élection présidentielle, que John Schmitz introduit le sujet à la Chambre des représentants. Il sera le parlementaire le plus actif au sujet du Chili dans les mois suivant l'élection. Après avoir siégé durant cinq ans au Sénat de Californie, il est élu représentant du même État pour le parti républicain en 1970. Sa carrière au sein du Congrès est cependant de courte durée, puisqu'il n'est pas réélu en 1972. Ardent critique de Nixon⁶¹, particulièrement sur les rapprochements avec la Chine, on lui préfère un candidat plus modéré. Schmitz succède alors à George Wallace comme candidat de l'*American Party* à l'élection présidentielle de la même année. Bien que son passage à la Chambre des représentants ait été bref, il a su se faire remarquer par son franc-parler et son conservatisme marqué. Les professeurs Keith T. Poole et Howard Rosenthal utilisent la méthode des *Common*

⁵⁹ «Chile's Allende: a prophetic interview», *Washington Post*, 16 septembre 1973, p. C2.

⁶⁰ Salvador Allende, «First Annual Message to the National Congress», James D. Cockcroft, dir., *Salvador Allende Reader: Chile's Voice of Democracy*, Melbourne; New York, Ocean Press, 2000, p. 111.

⁶¹Lors de la visite de Nixon à Pékin, Schmitz a déclaré: «I have no objection to President Nixon going to China. I just object to his coming back.» David Haldane et Jean O. Pasco, «Fiery O.C. Ultraconservative Schmitz Dies», *Los Angeles Times*, 11 janvier 2001.

*Space Scores*⁶² pour classer de la gauche à la droite de l'échiquier politique tous les membres du Congrès entre 1937 et 2002. Les deux chercheurs y incluent également les présidents ayant servi pendant ces années. Sur une compilation totale de 3320 individus, Schmitz arrive au troisième rang des parlementaires les plus conservateurs durant toute la période étudiée⁶³. Lorsqu'ils expliquent la méthodologie employée dans leur ouvrage, Poole et Rosenthal le décrivent d'ailleurs comme un conservateur extrémiste quasi parfait selon leur système de classement, c'est-à-dire qu'il représente bien les opinions les plus à droite⁶⁴. Schmitz a aussi été pendant plusieurs années un membre prééminent de l'ultraconservatrice et anticomuniste *John Birch Society*, jusqu'à ce qu'il en soit expulsé en raison de son radicalisme⁶⁵.

En se basant sur une déclaration de l'*Inter-American Press Association* (IAPA), Schmitz soutient que la liberté de presse est en danger au Chili et que cette situation ne ferait que se détériorer si la victoire d'Allende venait à être confirmée. À ce propos, le rapport du *Church Committee* de 1975 indique que le danger pour la liberté de presse était le sujet le plus souvent abordé dans la propagande internationale contre Allende organisée par la CIA⁶⁶. Il a également été déterminé ultérieurement que l'IAPA, tout comme les différents médias d'opposition chiliens, recevait du financement de l'agence de renseignement américaine⁶⁷. Le discours du représentant de Californie est axé sur la peur dans le but de montrer qu'il serait dangereux de confirmer Allende à la présidence. Il commence en effet son allocution en projetant l'image d'un gouvernement répressif: « the mailed fist is already beginning to show through the velvet glove of the Communist coalition⁶⁸ ». Il réduit ici la coalition de l'*Unidad Popular*, formée de différents partis de gauche, à l'idéologie communiste uniquement. En tant que fervent anticomuniste, il n'effectue pas de distinction entre les différents mouvements politiques de

⁶² Les *Common Space Scores* sont utilisés par Poole et Rosenthal pour comparer le comportement des législateurs à travers le temps. Cette méthode de calcul permet de situer la position idéologique des parlementaires les uns par rapport aux autres sur une échelle allant de très libéral à ultraconservateur selon leur choix lors des *roll call votes*. Elle rend possible la comparaison de tous les parlementaires en traitant les deux chambres comme n'en étant qu'une seule. Voir Keith T. Poole et Howard Rosenthal, «Is John Kerry a Liberal?», *Vote View*, University of Georgia Department of Political Science, http://voteview.com/Is_John_Kerry_A_Liberal.htm, consulté le 18 juin 2014.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Keith T. Poole et Howard Rosenthal, *Congress: A Political-Economic History of Roll Call Voting*, New York, Oxford University Press, 1997, p. 279.

⁶⁵ Haldane et Pasco, *loc. cit.*

⁶⁶ U.S. Congress, Senate, «Covert Actions in Chile 1963-1973», *Staff Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities*, Washington D.C., U.S. Government Printing Office, 1975 p. 20.

⁶⁷ William Blum, *Killing Hope: U.S. Military and CIA Interventions since World War II*, Montréal, Black Rose, 1998, p. 266.

⁶⁸ *Congressional Record*, 91^e Congrès, 2^e session (23 septembre 1970), p. 33521.

gauche qu'il assimile automatiquement à la dualité idéologique de la guerre froide opposant les États communistes au « monde libre ».

Si l'intervention de Schmitz est centrée autour du caractère soi-disant communiste du gouvernement d'Allende, c'est sur le danger de mettre en péril la tradition démocratique chilienne qu'il fonde ses arguments. Comme ce sera le cas pour nombre de ses collègues par la suite, il explique que communisme et démocratie sont deux concepts totalement incompatibles. Il déclare d'ailleurs: « The logic of the Communist system demands absolute concentration of powers in the hands of the party. To allow meaningful opposition to remain is absolutely against the basic tenants of Marxism-Leninism⁶⁹. » Il ridiculise aussi ceux qui croient à la possibilité d'une autre élection démocratique à la fin du mandat de six ans d'Allende. On peut notamment constater sa position idéologique lorsqu'il félicite un journaliste pour son retour à une rhétorique anticomuniste percutante. Il est clair que le discours de Schmitz se veut alarmiste dans le but de montrer que la confirmation d'Allende à la présidence signifierait la fin de la démocratie au Chili.

Quand le représentant de Californie reprend la parole deux jours plus tard, il ne le fait que très brièvement. Sans le dire explicitement, il montre qu'il ne s'opposerait pas à une intervention de la CIA au Chili. Il mentionne uniquement qu'une lettre, parue dans le *New York Times* et jointe à son commentaire, recommande que l'agence de renseignement américaine évite de s'impliquer au Chili. Il fait par la suite ajouter dans le *Congressional Record*, à titre informatif pour les parlementaires qui ne le connaîtraient pas, une description des antécédents de l'auteur de la lettre préparée pour le *Senate Internal Security Committee*. Il est évident que ce document est utilisé par Schmitz pour discréditer l'auteur de la lettre, un peintre nommé Anton Refregier, puisqu'il met en lumière son association avec diverses organisations qualifiées communistes ou subversives. De plus, Schmitz souligne que l'artiste a effectué un voyage en URSS et en « Europe de l'Est communiste » quelques années auparavant⁷⁰. Sachant que Schmitz est un anticomuniste convaincu, il est clair que pour lui, les liens entre Refregier et ces groupes « subversifs » enlèvent toute crédibilité à son opinion. Il s'agit ici d'un sophisme *ad hominem*, puisque Schmitz ne discute pas des propos de l'auteur, mais utilise son passé pour les rendre non valables. Sa détermination à invalider l'opinion de l'artiste permet de conclure qu'il n'est à tout le moins pas réfractaire à l'idée d'une implication de la CIA au Chili.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ *Congressional Record*, 91^e Congrès, 2^e session (25 septembre 1970), p. 33778.

William Fulbright, sénateur démocrate notoire de l'Arkansas, y va d'une intervention plus nuancée. Fulbright est celui qui a occupé le plus longtemps le siège de président du *Foreign Relations Committee*, soit de 1959 jusqu'à sa défaite à l'élection de 1974. Il porte ainsi un intérêt marqué envers la politique étrangère et tient à informer le public à propos des enjeux internationaux. Il est notamment considéré comme le symbole de l'opposition à la guerre du Vietnam au Congrès. Généralement critique des affrontements de la guerre froide, il appuie la détente avec l'Union soviétique. Durant sa carrière au Sénat, le démocrate œuvre à rééquilibrer la balance du pouvoir entre l'Exécutif et l'appareil législatif dans le domaine des affaires étrangères⁷¹. Sur le plan domestique, il s'oppose aux « chasses aux sorcières » de Joe McCarthy. En 1954, il est d'ailleurs le seul sénateur à voter contre le financement de ces enquêtes sur l'influence communiste au sein du gouvernement américain⁷².

Le 28 septembre, le sénateur de l'Arkansas n'aborde pas la question de l'élection d'Allende d'une manière aussi pessimiste que Schmitz. Il fait joindre à ses remarques un article qu'il considère comme un commentaire pertinent sur la situation au Chili. Dans ce texte, l'ancien ambassadeur à Santiago de 1964 à 1967, Ralph Dungan, affirme que l'élection s'est déroulée adéquatement et que tout porte à croire que, malgré ses convictions politiques, Allende mettra les intérêts du peuple chilien au premier plan. Pour sa part, Fulbright explique que le choix final du président repose sur le Congrès chilien étant donné l'absence d'une majorité lors de l'élection. Il soutient que les puissances extérieures devraient se tenir à l'écart du processus décisionnel et laisser aux institutions chiliennes leur autonomie. Cette prise de position est cohérente avec la ligne de pensée que le démocrate défend habituellement au Sénat. Il est effectivement critique des interventions trop nombreuses des États-Unis sur la scène internationale⁷³. Au contraire de Schmitz, il s'appuie sur la tradition démocratique du Chili afin de montrer qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter pour l'avenir du pays: « Over many years, the people of Chile have demonstrated their capacity to make a free political system work. I am sure they are capable of doing so again⁷⁴. » Alors que pour le représentant de Californie, le critère idéologique est déterminant du caractère démocratique ou non du futur gouvernement, selon Fulbright, c'est plutôt le respect du choix des électeurs et du fonctionnement des institutions qui importe.

⁷¹ John D'Emilio, «Fulbright, J(ames) William», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 220-221.

⁷² R. W. Apple Jr. «J. William Fulbright, Senate Giant, Is Dead at 89», *New York Times*, 10 février 1995, p. A1.

⁷³ John D'Emilio, *op. cit.*, p. 220.

⁷⁴ Congressional Record, 91^e Congrès, 2^e session (23 septembre 1970), p. 33947.

Les critiques se font toutefois plus bruyants et la question de la liberté de presse soulevée par Schmitz est reprise par plusieurs de ses collègues, dans le but de montrer que l'accession au pouvoir d'Allende représente la fin de la démocratie. C'est le cas du sénateur démocrate de Géorgie aux positions conservatrices Herman Talmadge⁷⁵. Sur le plan de la défense, Talmadge croit que les États-Unis doivent maintenir une domination claire. Il maintient que Washington ne doit négocier avec Moscou qu'en position de force et appuie entre autres la proposition de Nixon d'un système de missile antibalistique (ABM). Il souhaite également que tout accord de limitation des armes stratégique garantisse la supériorité américaine sur l'URSS. De plus, il s'oppose à tout programme d'aide étrangère, considérant que Washington n'en a ni besoin, ni les moyens⁷⁶. Lorsqu'il prend la parole le 30 septembre, il souligne de manière répétée que le nouveau président chilien s'est lui-même déclaré marxiste. Talmadge soutient que la suppression de l'opposition est intrinsèquement liée à cette doctrine et donc qu'il n'est pas surprenant de voir la liberté de presse menacée: «Dr. Allende, with strong support by the established Communist Party in Chile, has made it perfectly clear that, in true Marxist fashion, he will not tolerate dissent and thus has threatened to take over the powerful Mercurio newspaper chain which staunchly fought his election⁷⁷. »

Afin de remettre en question la légitimité de l'accession au pouvoir d'Allende, le Géorgien mentionne également les résultats obtenus par l'*Unidad Popular* lors de l'élection: «Dr. Salvador Allende, an avowed Marxist, while receiving the largest number of votes, was able to attract only 36 percent of the ballots cast⁷⁸. » Il poursuit en expliquant que ces appuis ne représentent qu'un peu plus du tiers des gens qui se sont déplacés lors du scrutin. Cet argument sera fréquemment repris par les opposants d'Allende au Congrès pendant ses années au pouvoir. Il importe toutefois de souligner que cette situation n'a rien d'exceptionnel. Il est en effet fréquent dans les systèmes parlementaires qu'aucun parti n'obtienne une majorité absolue lors des élections. Ce fut d'ailleurs le cas au Chili en 1958, lorsque le conservateur Jorge Alessandri remporta l'élection avec environ 32,8 % du vote populaire, suivi de près par le candidat du *Frente de Acción Popular* (FRAP), Salvador Allende, qui avait obtenu 28,5 % des voix. Le résultat obtenu par Alessandri, plus faible encore que celui d'Allende en 1970, n'avait

⁷⁵ Earl Black et Merle Black, *The Rise of Southern Republicans*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 2002, p. 123.

⁷⁶ Thomas Leonard, «Talmadge, Herman E(ugene)», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 634.

⁷⁷ *Congressional Record*, 91^e Congrès, 2^e session (30 septembre 1970), p. 34366.

⁷⁸ *Ibid.*

pourtant pas soulevé de tollé. L'accession au pouvoir du candidat conservateur avait en fait été très bien accueillie aux États-Unis⁷⁹.

Le 5 octobre, le républicain du Colorado Peter H. Dominick critique l'ancien ambassadeur Ralph Dungan pour avoir minimisé la gravité de l'élection d'Allende. Dominick est un sénateur conservateur qui siège sur l'*Armed Services Committee* et est considéré comme un partisan de Nixon⁸⁰. Il fait ajouter au *Congressional Record* une lettre qu'il a écrite au *Washington Post* en réponse à l'article de Dungan. Alors que Fulbright avait parlé du même texte du diplomate américain de manière favorable quelques jours plus tôt, Dominick dit pour sa part vouloir rétablir les faits sur la situation au Chili: « It seemed to me that this article omitted a number of very pertinent facts, which should concern the citizens of the United States, not the least of which is that a Soviet-influenced base in the continental South America might be a very disrupting influence in all the Western Hemisphere⁸¹. » Dominick ne sera pas le seul parlementaire à automatiquement associer *l'Unidad Popular* à l'Union soviétique, puisque c'est un gouvernement de gauche. Pourtant, selon Tanya Harmer, une des particularités du parti socialiste d'Allende est son désaccord avec la position prosoviétique du parti communiste chilien. Déjà, lors de la campagne de 1964, Allende avait déclaré que le Chili ne s'allierait avec aucun des belligérants de la guerre froide. Si le président désigné voit une division du monde, c'est plutôt celle entre les pays riches et ceux du Tiers-Monde⁸². Sa vision est plus compatible avec celle du mouvement des non-alignés, que son pays rejoint d'ailleurs en 1971. Cela ne signifie pas pour autant que Santiago n'entretient aucun lien avec Moscou, mais la crainte de Dominick de voir la création d'une base soviétique dans le cône Sud est pour le moins exagérée. Le républicain affirme en outre qu'Allende doit sa victoire aux communistes et donc qu'il a une dette envers Moscou, qui ne saurait résister à l'accès à une côte de 2700 milles dans le Pacifique, mettant ainsi en danger le canal de Panama et la sécurité hémisphérique au grand complet.

Il voit *l'Unidad Popular* comme un front communiste et continue en écrivant dans sa lettre: « this isn't the first time a Communist Party has used a front to destroy a democratic

⁷⁹ Paul E. Sigmund, *The Overthrow of Allende and the Politics of Chile, 1964-1976*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1977, p. 39.

⁸⁰ Joseph B. Treaster, « Peter H. Dominick Is Dead at 65; 2-Term Senator from Colorado », *New York Times*, 20 mars 1981, p. B5.

⁸¹ *Congressional Record*, 91^e Congrès, 2^e session (5 octobre 1970), p. 34909.

⁸² Harmer, *op. cit.*, p. 33.

system⁸³. » L'incompatibilité entre démocratie et communisme est au cœur de son propos. Il affirme notamment que la question de la confirmation d'Allende à la présidence en est une de communisme contre démocratie. Contrairement à Fulbright qui estimait qu'il était primordial de laisser au peuple chilien et à ses institutions le choix final du président, Dominick recommande plutôt de pousser les démocrates-chrétiens à donner leur appui à Alessandri, arrivé en deuxième place lors de l'élection. Il termine son texte en mentionnant la proximité entre Fidel Castro et Allende, suggérant que ce dernier désire reproduire le modèle de la révolution cubaine au Chili. En fait, si Allende voit une admiration particulière à la démarche cubaine, il n'a pourtant pas l'intention de l'appliquer dans son pays. Pour lui, la tradition démocratique du Chili permet d'employer une voie constitutionnelle, la *Vía chilena*, et il s'oppose à la lutte armée tout au long de sa présidence. Dans son discours inaugural du 5 novembre 1970, il félicite en effet son peuple pour le choix historique d'apporter le changement par la voie institutionnelle⁸⁴. Même lors de son dernier discours au Congrès, en mai 1973, il réaffirme que la révolution chilienne ne doit pas être réalisée de manière violente⁸⁵.

Henry B. Gonzalez, représentant démocrate du Texas, y va quant à lui d'une critique de l'administration Nixon qui ne réagit pas suffisamment aux événements se produisant en Amérique latine. Premier Mexicain-Américain à être élu représentant du Texas, Gonzalez maintient des positions libérales sur la plupart des enjeux sociaux, particulièrement les droits civiques des Afro-Américains, mais conservatrices pour ce qui est des taxes et dépenses⁸⁶. En plus d'être souvent décrit comme un populiste, il est connu pour son caractère bouillant. En 1963, il aurait notamment frappé un de ses collègues républicains l'ayant traité de communiste⁸⁷. Gonzalez est pourtant critique de Cuba et du communisme international. En 1969, il s'engage d'ailleurs lui-même dans une campagne de dénonciation communiste envers le mouvement chicano⁸⁸, qu'il considère comme infiltration cubaine au Texas⁸⁹. En tant que

⁸³ *Congressional Record, loc. cit.*

⁸⁴ Salvador Allende, «Inaugural Address in the National Stadium», James D. Cockcroft, dir., *Salvador Allende Reader: Chile's Voice of Democracy*, Melbourne; New York, Ocean Press, 2000, p. 54-55.

⁸⁵ Salvador Allende, «For Democracy and Revolution, Against Civil War: Third Annual Message to the National Congress», James D. Cockcroft, dir., *Salvador Allende Reader: Chile's Voice of Democracy*, Melbourne; New York, Ocean Press, 2000, p. 224.

⁸⁶ David Montejano, *Quixote's Soldiers: A Local History of the Chicano Movement, 1966–1981*, Austin, University of Texas Press, 2010, p. 84.

⁸⁷ Martin Weil, « Henry Gonzalez, 37-Year Texas Representative, Dies; Democrat Served as Chairman of House Banking Committee, Was Revered as Champion of the Poor », *Washington Post*, 29 novembre 2000, p. B08.

⁸⁸ Le mouvement chicano lutte en faveur des droits civiques des Mexicains-Américains, mais son caractère radical est dénoncé par Gonzalez.

⁸⁹ Montejano, *op. cit.*, p. 90.

président du *Subcommittee on International Development Institutions and Finance*, il défend les intérêts financiers des citoyens américains à l'étranger⁹⁰.

Il est le premier à utiliser le cas du Chili afin d'attaquer la politique étrangère de Nixon en Amérique latine. Il profite du *Columbus Day* pour encourager le président à accorder plus d'attention à cette région du monde et à « découvrir l'Amérique ». Gonzalez souligne le fait qu'Allende est le premier président marxiste à accéder au pouvoir par des élections libres. Il s'inquiète par la même occasion de la présence de gouvernements de gauche en Bolivie et au Pérou⁹¹. Tous ces changements politiques dans le cône Sud ne peuvent pas selon lui être de bon augure pour les intérêts américains. Le représentant du Texas déplore que l'administration Nixon s'attarde à discréditer tous ses opposants comme étant des éléments subversifs, plutôt que de se concentrer sur les réels dangers qui guettent l'Amérique: « If there is a threat to America today, I do not think it comes from those that the President has his chief hatchetman to denounce as radic-liberals, but from the very real opponents of this country who have established themselves with a strategic base in Cuba⁹², with a stunning election victory in Chile, and with strong gains elsewhere in the southern half of this hemisphere⁹³. » Selon lui, les vraies menaces pour la Maison-Blanche devraient être l'Union soviétique et les gouvernements de gauche d'Amérique latine. Le Chili d'Allende représente donc pour Gonzalez un opposant aux États-Unis et un danger dans l'hémisphère.

Le représentant de Californie John Schmitz ne fait pas que critiquer Allende et l'*Unidad Popular*. Il montre aussi son intérêt à ce que les États-Unis posent certaines actions afin de prévenir la confirmation d'Allende à la présidence. Le 14 octobre, il fait ajouter au *Record* un article de la publication conservatrice *Human Events*⁹⁴ à propos du rôle des démocrates-

⁹⁰ Library of Congress, «Henry B. Gonzalez: United States Representative, Democrat of Texas», *Hispanic Americans in Congress, 1822-1995*, <http://www.loc.gov/rr/hispanic/congress/gonzalez.html>, consulté le 1^{er} février 2015.

⁹¹ Le Pérou et la Bolivie sont en fait gouvernés par des juntas militaires nationalistes qui font la promotion d'une plus grande indépendance envers les États-Unis. James Siekmeier, *The Bolivian Revolution and the United States, 1952 to the Present*. University Park, Pennsylvania State University, 2011, p. 122; 128-129.

⁹² Cette remarque est en lien avec la crise de Cienfuegos. À l'automne 1970, des avions U2 américains photographient la construction d'une base sous-marine dans la baie de Cienfuegos à Cuba, ainsi que l'arrivée d'une flottille. La situation est gérée principalement par des câbles diplomatiques et dans le secret, Nixon et Kissinger voulant à tout prix éviter la médiatisation d'une nouvelle crise internationale. Voir « The Autumn of Crises: Soviet Submarine Base at Cienfuegos », Henry Kissinger, *White House Years*, Boston; Toronto, Little, Brown and Company, 1979, p. 632-652 et Asaf Sniver, « The Nixon Administration and the Cienfuegos Crisis of 1970: Crisis management of a non-crisis? », *Review of International Studies*, 34, 1 (Janvier 2008), p. 69-88.

⁹³ *Congressional Record*, 91^e Congrès, 2^e session (12 octobre 1970), p. 36164.

⁹⁴ *Human Events* est le plus ancien périodique conservateur aux États-Unis. Fondé en 1944, il gagne en importance durant les années 1970 et est très populaire auprès des tenants de la droite. Connue comme la voix du conservatisme

chrétiens dans la victoire de la coalition. Schmitz parle des moyens suggérés par l'auteur de l'article, qui permettraient d'« éviter cette tragédie⁹⁵ » que serait la confirmation d'Allende au pouvoir. L'idée est de faire comprendre à la population chilienne que si Allende devenait président, les États-Unis mettraient fin à l'aide économique et aux relations diplomatiques avec Santiago. Ainsi, les électeurs pourraient faire pression sur les démocrates-chrétiens afin que ceux-ci n'appuient pas ceux que Schmitz appelle les communistes⁹⁶. Après avoir laissé entendre qu'il ne s'opposerait pas à une intervention de la CIA au Chili, il avoue maintenant approuver d'autres formes d'ingérence dans les affaires chiliennes. S'il rencontre l'opposition du Congrès dès son élection, le commencement officiel du mandat d'Allende ne fait qu'exacerber les craintes à son égard.

« One Communist regime in Cuba and another one in Chile »: un nouveau gouvernement qui dérange

C'est à nouveau John Schmitz qui effectue la première mention du gouvernement d'Allende après sa confirmation à la présidence par le Congrès chilien le 24 octobre. Ce sont les relations avec La Havane qui attirent l'attention du Californien. Il tente de discréderiter un éditorial du *New York Times* qui suggère que les États-Unis devraient abandonner leur politique d'isolement envers Cuba. En mettant l'accent sur le caractère prétendument communiste du gouvernement de Santiago, il ridiculise les propos du journaliste qui affirme que, tout comme le Chili l'a fait, les États-Unis devraient normaliser leurs relations avec Cuba: « The United States "cannot afford to cling stubbornly to a policy of isolating Cuba." Why is this? Because the new Communist-Socialist government of Chile in violation of the OAS embargo has restored relations with the Cuban dictator⁹⁷. » Pour Schmitz, il n'y a rien de surprenant à ce qu'un gouvernement « communiste » rétablisse des relations avec Cuba. L'association que plusieurs parlementaires font entre Cuba et le Chili, en raison de la proximité personnelle et idéologique qu'ils établissent entre leurs chefs d'État, influence négativement la manière déjà peu reluisante

américain depuis ses débuts, cette publication a eu un rôle important dans l'émergence du conservatisme comme mouvement politique. Voir Scott Rubish, «Human Events», Bruce Frohnen *et al.*, dir., *American Conservatism: An Encyclopedia*, Wilmington, ISI Books, 2006, p. 410-411.

⁹⁵ *Congressional Record*, 91^e Congrès, 2^e session (14 octobre 1970), p. 37106.

⁹⁶ Paul Bethel, «Run-Off Scheduled for October 24: Christian Democrats Blamed for Communist Win in Chile», *Human Events*, 30, 42 (17 octobre 1970), p. 16.

⁹⁷ *Congressional Record*, 91^e Congrès, 2^e session (16 novembre 1970), p. 37511.

dont ils se représentent Allende. Alors que la période de détente est entamée avec l'URSS⁹⁸, les relations entre Washington et Cuba sont encore très tendues au début des années 1970⁹⁹. Un rapprochement de Santiago avec La Havane ne peut donc que nuire à l'image d'Allende auprès des membres du Congrès.

Le représentant républicain du New Hampshire Louis C. Wyman utilise aussi son temps de parole dans le but d'aborder la question du Chili. Il qualifie Allende de marxiste-léniniste, qu'il définit ainsi: « In a nutshell, it is a Communist who adopts the Leninist theory of violence when and as necessary to achieve a Communist-dominated world¹⁰⁰. » Il continue en affirmant que les marxistes-léninistes vouent tous un engagement sans borne à la destruction des États-Unis, derniers obstacles à la domination du monde par le communisme totalitaire. Encore une fois, l'engagement d'Allende à la tradition démocratique et son opposition à l'emploi de la violence sont ignorés en raison de l'idéologie qu'on lui assigne. Il est difficile pour de nombreux membres du Congrès, en cette période de guerre froide, d'envisager la possibilité d'une voie constitutionnelle vers le socialisme. Ils perçoivent le monde comme étant divisé entre les États « communistes » et les pays « libres ». De plus, ils n'ont pas de précédent auquel se fier qui pourrait les convaincre qu'une transition pacifique vers le socialisme est possible. La contradiction à première vue fondamentale entre les courants découlant du marxisme et la démocratie est un obstacle de taille pour que le gouvernement chilien apparaisse légitime aux yeux des parlementaires américains.

Le 4 décembre, Claude Pepper, représentant démocrate de la Floride, traite de la croissance de l'influence de l'Union soviétique en Amérique latine. Avant d'être élu à la Chambre des représentants, Pepper avait été sénateur entre 1936 et 1951. Considéré comme libéral durant cette période, il était un opposant de la guerre froide¹⁰¹ et en faveur de rapprochements avec l'URSS. Toutefois, lorsqu'il se retrouve à la Chambre des représentants

⁹⁸ Bien que le cœur de la détente soit durant les années Nixon, certains historiens considèrent que cette période commence durant la présidence de Kennedy, après les crises de Berlin et des missiles. Toutefois, l'escalade de la guerre du Vietnam vient ébranler cette première diminution des tensions. C'est ensuite sous Nixon que la détente est vraiment devenue une politique officielle à Washington. Voir Raymond L. Garthoff, « Détente », Bruce W. Jentleson et Thomas G. Paterson, dir., *Encyclopedia of U.S. Foreign Relations*, Volume 2, New York, Oxford University Press, 1997, p. 10-11.

⁹⁹ Harmer, *op. cit.*, p. 4.

¹⁰⁰ *Congressional Record*, 91^e Congrès, 2^e session (18 novembre 1970), p. 38006.

¹⁰¹ Pepper était entre autres un critique de la doctrine Truman de 1947. Il a mené un groupe d'internationalistes au Sénat qui s'opposaient à fournir de l'aide militaire à des régimes antidémocratiques. Johnson, *op. cit.*, p. 15.

en 1962, il change de position¹⁰². Il représente alors un district dans la région de Miami où la population latino-américaine, surtout celle d'origine cubaine, a pris beaucoup d'ampleur. Pepper désire refléter l'opinion de ses électeurs en matière de politique étrangère; son discours devient alors plus anticomuniste. Il s'oppose entre autres à la reconnaissance de Fidel Castro¹⁰³. Dans son intervention du 4 décembre, il parle de Cuba et de l'Amérique latine en général, sans nommer le Chili en particulier, mais il fait joindre un article du *New York Times* qui affirme que l'influence de Cuba et de l'URSS sur le gouvernement de Santiago est importante. Le démocrate parle d'une agression de l'Union soviétique sur l'Amérique latine permettant au communisme de s'infiltrer dans certaines régions stratégiques. Il critique l'administration Nixon pour son inaction: « I am sure the President would not wish to be remembered as the American President in whose administration the Russians established a nuclear base in Cuba and thoroughly and dangerously infiltrated communism and Communist power – power aggressive to the United States – into Latin America¹⁰⁴. » On peut constater l'influence de son électorat cubain dans son commentaire. En effet, un nombre important de membres de cette communauté ont fui la révolution et sont ainsi très anticomunistes. Son analyse est superficielle, il associe automatiquement les mouvements nationalistes d'Amérique latine à Moscou, mais il montre un intérêt pour la région en plus d'y critiquer les avancées soviétiques. Comme nombre de ses collègues, sa compréhension de la situation dans l'hémisphère occidental est biaisée par ses représentations hégémoniques. Il ne semble pas réaliser que les changements qui ont cours dans cette région du monde ne découlent pas tant de la guerre froide que d'un certain antiaméricanisme. Plusieurs États ont en effet la volonté de s'émanciper de l'emprise américaine et de développer leur propre autonomie politique autant qu'économique¹⁰⁵.

Le 7 décembre, le représentant de l'Illinois Harold Collier, un républicain conservateur sur le plan fiscal et en faveur du conflit vietnamien¹⁰⁶, assure que le *Peace Corps* américain doit quitter le Chili. Après avoir affirmé que tous les partis membres de *l'Unidad Popular* ont

¹⁰² James A. Namron, « Pepper, Claude D(enson) », Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 490-491.

¹⁰³ Reginald Thomas, « Claude Pepper, Fiery Fighter for Elderly Rights, Dies at 88 », *New York Times*, 31 mai 1989, p. A1.

¹⁰⁴ *Congressional Record*, 91^e Congrès, 2^e session (7 décembre 1970), p. 40233.

¹⁰⁵ Langley, *op. cit.*, p. 232.

¹⁰⁶ Brendan McCarthy, « Harold R. Collier 1915-2006, Republican Served in Congress 18 years », *Chicago Tribune*, 6 février 2006; Percy Wood, « Collier Attacks “Domestic Traitors” », *Chicago Tribune*, 16 octobre 1966, Section 10, p. 3.

comme objectif le renversement du système capitaliste, il est le premier à mentionner la question des nationalisations prévues par le programme de la coalition. Il indique d'ailleurs que ces nationalisations impliquent deux milliards de dollars d'investissements américains. Collier nomme les différents ministères à la tête desquels siègent des communistes et demande que le *Peace Corps* soit réassigné à un pays « non communiste ». Il cite la décision d'Allende de rétablir des relations avec Cuba, la Corée du Nord, le Vietnam du Nord et la République démocratique d'Allemagne et demande « why should the Peace Corps keep even one of its members in a country that maintains friendly relations with the enemies of the United States, let alone 92 members¹⁰⁷? ». À son avis, le rôle du *Peace Corps* est de combattre les avancées communistes dans les États où ils sont présents et de montrer la supériorité du système de liberté d'entreprise, qui est essentiel à la liberté politique. Les nationalisations prévues par l'*Unidad Popular* sont selon lui synonymes d'une perte de liberté et donc d'un affaiblissement du système démocratique. Le représentant de l'Illinois émet des inquiétudes à propos de la sécurité du canal de Panama: « With one Communist regime in Cuba and another in Chile, the latter a nation with a coastline of 2620 miles, both the Atlantic and Pacific sides of the Panama Canal are in danger¹⁰⁸. » Le canal de Panama étant un lieu stratégique pour les États-Unis, certains parlementaires appréhendent la présence de gouvernements de gauche dans ses environs. La volonté énoncée par Allende de maintenir de bonnes relations avec les États-Unis¹⁰⁹ et de ne pas s'impliquer dans la guerre froide permet pourtant de croire que ces craintes sont infondées. Collier se désole finalement du fait que durant les années 1960, l'aide envoyée au Chili devait combattre le communisme, mais a échoué: « It is obvious that once again we have failed to effectively combat communism, for Chile has gone communist¹¹⁰. »

La transformation du Chili en un État dit communiste inquiète plusieurs membres du Congrès, dont le républicain Gordon Allott. Il s'intéresse notamment à la question du Chili jusqu'à la fin de son mandat. Élu sénateur du Colorado en 1954, il est assez conservateur sur le plan domestique, comme en politique étrangère. Il se positionne notamment dans le camp des « faucons » durant la guerre du Vietnam. En janvier 1969, il devient président du *Senate*

¹⁰⁷ *Congressional Record*, 91^e Congrès, 1^e session (7 décembre 1970), p. 40217.

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ Allende, « First Annual Message to the National Congress », *op. cit.*, p. 110-111.

¹¹⁰ *Ibid.*

Republican Conference Committee, ce qui fait de lui le troisième membre le plus important du parti au Sénat¹¹¹.

Le 27 janvier 1971, il affirme que le Chili est en train de devenir un État policier communiste. Il croit que le gouvernement américain se doit de prioriser des décisions politiques permettant d'isoler ce pays qu'il qualifie de « western hemisphere's newest Communist dictatorship¹¹² ». Il est encore possible de constater, comme c'est le cas chez la plupart des opposants d'Allende au Congrès, que Gordon Allott ignore les multiples groupes politiques de gauche composant la coalition et réduit le gouvernement du Chili au seul parti communiste. De plus, il utilise le terme « dictature communiste », bien que ce soit par la voie électorale que l'*Unidad Popular* ait accédé au pouvoir. Il démontre ainsi que la définition qu'il se fait de la démocratie ne dépend pas de la volonté du peuple, mais bien de l'idéologie défendue par le gouvernement au pouvoir. Pourtant, ce n'est pas uniquement la tenue d'élections libres qui témoigne de l'aspect démocratique du pays. L'étude d'Alexander B. Downes et Mary Lauren Liley montre que selon trois différents indices de mesure des institutions politiques (*Polity IV*, *Polyarchy Dataset* et *Freedom House*¹¹³), le Chili d'Allende obtient des résultats permettant de le définir comme étant une démocratie¹¹⁴. Allott est en outre le premier à faire référence à la doctrine Monroe, qui est selon lui devenue lettre morte en raison des politiques du début des années 1960. Il est d'avis que le passage d'un État de l'hémisphère occidental dans le « camp communiste » est une violation évidente de la doctrine de 1823.

Quelques semaines plus tard, John Schmitz fait lui aussi référence à la mise en place d'une dictature au Chili: « Being a Marxist-Leninist, Allende understands that seizures of the state apparatus, through elections or otherwise, is only the first step in the program designed to create a “scientific” Leninist dictatorship¹¹⁵. » Il est intéressant de se pencher sur le choix des mots utilisés. L'expression « *seizures* of the state apparatus » donne l'impression qu'Allende s'est emparé du pouvoir et non que le peuple le lui a accordé, malgré la tenue d'élections libres.

¹¹¹ Frederick L. McKittrick, «Allott, Gordon (Llewellyn)», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 20.

¹¹² *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (27 janvier 1971), p. 783.

¹¹³ L'indice *Polity IV* classe les institutions politiques des pays selon plusieurs aspects comme la participation politique et les contraintes institutionnelles sur le pouvoir exécutif. *Polyarchy* prend quant à lui en compte la compétitivité du système politique et le niveau de participation populaire. Quant à *Freedom House*, il mesure le respect des droits politiques et des droits civils.

¹¹⁴ Alexander B. Downes et Mary Lauren Lilley, «Overt Peace, Covert War?: Covert Intervention and the Democratic Peace», *Security Studies*, 19 (2010), p. 288-289.

¹¹⁵ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (17 février 1971), p. 2935.

Selon Schmitz, l'emploi de la voie institutionnelle ne rend pas la situation plus rassurante. Il compare le cas du Chili à la situation de 1968 en Tchécoslovaquie afin de montrer qu'une fois dans le « camp soviétique », il est impossible de le quitter. Le Californien fait aussi à nouveau référence à la disparition de la liberté de presse. Il compare la promesse d'Allende de ne jamais porter atteinte à la liberté d'expression à une déclaration similaire de Castro en 1959, afin de montrer qu'elle manque de crédibilité.

On constate donc que la manière dont les membres du Congrès définissent la démocratie influence grandement les représentations que ceux-ci se font du gouvernement de Salvador Allende entre septembre 1970 et février 1971. William Fulbright représente une exception durant cette période. De toutes les interventions étudiées, la sienne est la seule qui ne traite pas de l'élection de 1970 comme d'un problème pour les Américains. L'essentiel, selon lui, est que le fonctionnement des institutions chiliennes soit respecté et que le processus se déroule en l'absence d'une quelconque influence extérieure. Au contraire, les autres parlementaires, la plupart assez conservateurs, s'accordent tous à admettre que la tournure des événements n'est pas favorable aux États-Unis. Les représentations du gouvernement de l'*Unidad Popular* sont donc presque exclusivement négatives durant les mois suivant son élection. Même si elle est souvent mal comprise, l'idéologie défendue par Allende et ses liens prétendus avec l'Union soviétique le rendent automatiquement incompatible avec la démocratie. Plusieurs éléments, dont la tenue d'élections populaires ainsi que la vitalité des institutions démocratiques chiliennes, contredisent pourtant ces présomptions. On peut ainsi conclure que le quasi-consensus faisant d'Allende un opposant à la démocratie est davantage symptomatique d'une conception du monde ancrée dans le carcan idéologique de la guerre froide que le résultat d'une analyse poussée du fonctionnement de son gouvernement.

Dans les quelques mois suivant l'élection, il est également possible de constater l'émergence d'une tendance qui se perpétuera durant toute la présidence d'Allende. Alors que les membres libéraux du Congrès, dont Fulbright est le seul porte-parole durant cette période, encouragent généralement la conciliation envers Santiago, les conservateurs favorisent davantage la ligne dure. Les commentaires portant sur l'administration Nixon sont alors surtout émis afin de dénoncer l'absence de réaction face à l'élection sur le continent américain d'un gouvernement prônant une idéologie jugée agressive envers les États-Unis. La question des

nationalisations prévues par l'*Unidad Popular*, au cœur des préoccupations du Congrès à partir de la fin février 1971, rend cette division encore plus évidente.

Rapport.Gratuit.Com

Chapitre 2

« Hostile moves against American firms »: la réponse du Capitole aux nationalisations chiliennes, 1971-1973

Après quelques mois au pouvoir, les nationalisations sont au cœur des actions du gouvernement de l'*Unidad Popular* en 1971. Les deux principaux chantiers de travail sont la réforme agraire, mais surtout la nationalisation des mines de cuivre. Du côté de la réforme agraire, l'UP poursuit, dès son arrivée au pouvoir, la démarche entreprise par l'administration précédente dirigée par Eduardo Frei. La coalition menée par Allende n'ayant pas réussi à obtenir assez de sièges au Congrès pour modifier la législation mise en place en 1967, elle doit en respecter les clauses. Par conséquent, la réforme ne peut pas être aussi radicale que prévu par le programme électoral, puisque seules les terres de plus de 80 hectares standardisés sont sujettes à l'expropriation, à l'exception de celles qui sont laissées à l'abandon ou inexploitées. De plus, selon la loi votée par le gouvernement démocrate-chrétien, les agriculteurs ont le droit de garder en réserve une superficie de 80 hectares standardisés. L'expropriation concerne uniquement les terres et exclut par conséquent la machinerie, le bétail, etc. Ainsi, les propriétaires peuvent choisir de garder une portion de terrain leur permettant de rediriger le système d'irrigation¹¹⁶. La réforme est néanmoins drastiquement accélérée et, après seulement six mois au pouvoir, l'UP a exproprié presque autant de terres que les démocrates-chrétiens durant leur mandat de six ans¹¹⁷. Il faut également noter qu'après le lancement de la réforme en 1967, de nombreux propriétaires de *latifundia* ont procédé à la subdivision de leurs terres afin d'éviter de se voir confisquer leurs domaines. Pour cette raison, à la fin 1972, les propriétés privées représentent toujours près des deux tiers des terres cultivables. La réforme agraire a donc eu des résultats beaucoup plus limités que ce qu'avait estimé l'UP, qui croyait pouvoir toucher plus de la moitié des terres cultivables¹¹⁸. Elle n'arriva pas non plus à s'éviter les protestations de la part d'une grande partie du peuple chilien.

Ce sont cependant surtout les décisions concernant la nationalisation des mines de cuivre qui se retrouvent au centre des préoccupations américaines, à la Maison-Blanche comme au

¹¹⁶ De Vylder, *op.cit.*, p. 178-179.

¹¹⁷ Alberto Valdes et William Foster, « The Agrarian Reform Experiment in Chile: History, Impact and Implications », *International Food Policy Research Institute*, IFPRI Discussion Paper 01368 (août 2014), p. 7.

¹¹⁸ De Vylder, *op. cit.*, p. 181.

Capitole. Il importe de souligner qu'au début des années 1970, les revenus de Santiago obtenus par le commerce extérieur résultent en quasi-totalité de l'exploitation du cuivre. Bien qu'Eduardo Frei ait entamé le processus de reprise des mines par l'État, environ le quart de l'industrie est toujours contrôlé par des intérêts étrangers lors de l'arrivée d'Allende au pouvoir¹¹⁹. La nationalisation du cuivre est alors une priorité pour le gouvernement de l'UP, qui désire redonner à la nation les droits sur ses ressources naturelles. Contrairement à la réforme agraire, cette volonté est partagée par les différentes formations politiques ainsi que par la majeure partie de la population. De ce fait, l'amendement constitutionnel sur la nationalisation des mines et l'expropriation des compagnies étrangères proposé par Allende n'a aucune difficulté à être voté au Congrès. Il est en effet approuvé à l'unanimité le 11 juillet 1971¹²⁰.

L'ensemble de l'administration Nixon est réfractaire à l'idée des nationalisations, mais la manière d'y répondre ne fait pas l'unanimité. Si le département du Trésor veut des représailles sévères et publiques afin d'éviter une vague d'expropriations dans la région, les discussions à *Foggy Bottom* n'en viennent pas aux mêmes conclusions. Le département d'État, appuyé par Henry Kissinger, craint que la ligne dure ne ternisse l'image des États-Unis en Amérique latine et n'attire de la sympathie envers Santiago¹²¹. En fait, la déstabilisation de l'économie chilienne a été une des premières stratégies favorisées par Nixon qui, dès l'élection d'Allende, a donné cet ordre au directeur de la CIA, Richard Helms: « make the economy scream¹²² ». Cette politique, par contre, n'était pas pratiquée de manière ouverte. En avançant le concept des profits excessifs pour répondre aux questions sur la compensation, Allende change cependant la donne.

Dans le but d'établir ce principe, le président a comparé les gains obtenus par les minières étrangères grâce au cuivre chilien à leurs profits dans le reste du monde entre 1955 et 1970. Il en est arrivé à la conclusion que *Kennecott Copper Corporation*, par exemple, a gagné des profits annuels moyens de 52,8 % de sa valeur comptable avec le cuivre chilien, par rapport

¹¹⁹ Harmer, *op. cit.*, p. 35.

¹²⁰ Simon Collier et William F. Sater, *A History of Chile 1808-2002*, 2^e édition, Cambridge, Cambridge University Press, 2004 (1979), p. 334.

¹²¹ Harmer, *op. cit.*, p. 120.

¹²² Le *National Security Decision Memorandum* (NSDM) 93, adopté en novembre 1970, prévoit entre autres la cessation de toute nouvelle aide bilatérale et l'utilisation de l'influence américaine auprès des institutions financières internationales pour empêcher les prêts à Santiago. U.S. Congress, Senate, « Covert Actions in Chile 1963-1973 », *loc. cit.*, p. 33.

à moins de 10 % ailleurs¹²³. Allende soutient aussi que les entreprises étrangères n'ont investi que d'infimes montants par rapport aux profits qu'elles ont récoltés. De plus, il affirme que lorsque les compagnies privées ont entrepris des plans d'expansion, elles ont demandé des crédits externes que le Chili se doit maintenant de rembourser¹²⁴. Toutes ces raisons justifient selon lui le droit de Santiago de réduire les compensations dues. Le décret 92, promulgué le 28 septembre 1971, établit la valeur des bénéfices excessifs gagnés par les compagnies américaines. Le pouvoir de déterminer ce montant avait été accordé au président de la République par l'amendement constitutionnel adopté en juillet.

Il est ainsi décidé que les profits annuels seraient considérés excessifs lorsqu'ils dépassent de plus de 12 % la valeur comptable des mines durant la période 1955-1970. Avec une telle méthode de calcul, non seulement les compagnies américaines *Kennecott Copper Corporation* et *Anaconda Copper Mining Company* n'obtiendraient pas de compensation, mais elles se retrouveraient en fait avec une dette envers le gouvernement chilien¹²⁵. Seule *Cerro Corporation* aurait droit à une compensation, après une déduction de 2 000 000 \$ sur la valeur d'une mine évaluée à 18 000 000 \$¹²⁶. Une décision allant de manière aussi directe à l'encontre des intérêts économiques américains pouvait alors servir de prétexte à Washington pour justifier les pressions économiques exercées envers Santiago, sans s'attirer trop de critiques de la communauté internationale¹²⁷. Si l'Exécutif tente à tout prix de trouver une certaine légitimité à ses actions contre Allende afin d'éviter qu'elles soient vues comme des représailles à un différend idéologique, les membres du Congrès ne partagent pas tous cette préoccupation.

¹²³ Salvador Allende, « Address to the UN », James D. Cockcroft, dir., *Salvador Allende Reader: Chile's Voice of Democracy*, Melbourne; New York, Ocean Press, 2000, p. 203.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 204.

¹²⁵ Les montants de compensation doivent subir une déduction de 300 000 000 \$ pour la mine Chuquicamata et 64 000 000 \$ pour El Salvador, toutes deux propriétés d'*Anaconda*. La déduction pour la mine *El Teniente*, opérée par *Kennecott*, est établie à 410 000 000 \$. Gouvernement du Chili, ministère des Mines, « Chile: Decree Concerning Excess Profits of Copper Companies», *International Legal Materials*, 12, 4 (July 1973), p. 987-988.

¹²⁶ Sigmund, *op. cit.*, p. 154.

¹²⁷ Harmer, *op. cit.*, p. 121.

« There is another Iron Curtain descending in the Americas »: les anticomunistes et l'idéologie

Certains parlementaires ne craignent pas de jouer la carte idéologique dans le but de défendre leur opinion. C'est le cas de John Rarick, le membre du Congrès le plus actif et l'un des plus virulents au sujet du Chili durant toute la période étudiée. Avocat et juge de district, il est élu représentant démocrate de la Louisiane en 1966. Connu pour son opposition au mouvement des droits civiques, il s'est aussi illustré par son anticomunisme farouche. Lorsque des membres conservateurs du Congrès convient une conférence de presse en vue de montrer leur opposition par rapport au retrait de la République de Chine de l'ONU, il quitte la salle en trombe avec John Schmitz, bien qu'ils aient initialement signé la déclaration. Ils exigent que leurs deux noms soient retirés de la liste de signataires, puisqu'ils trouvent que la position en faveur d'un siège pour les deux Chine est trop faible¹²⁸. De plus, en se fiant à nouveau aux données compilées par Poole et Rosenthal à l'aide des *Common Space Scores*, on constate que Rarick arrive au second rang des démocrates aux positions les plus conservatrices durant la période 1937 à 2002, devancé seulement par le représentant géorgien Larry McDonald¹²⁹.

Rarick voit la sécurité nationale comme étant la priorité politique absolue. C'est pour cette raison qu'il décide d'informer ses collègues, le 26 février 1971, du « danger » que courent les États-Unis. En effet, le pays est selon lui encerclé par les communistes, avec le Canada au Nord et l'alliance prévue entre Cuba et le Chili au Sud. Son identification du Canada comme un pays communiste nous donne déjà une idée de l'absence de nuance de son discours. Il poursuit en affirmant que les États-Unis risquent de devenir un pays asservi au communisme et que leurs ennemis tentent actuellement de détruire la Constitution. À propos d'Allende, il souligne notamment qu'il est un marxiste, mais que ce terme n'est qu'une manière détournée de dire qu'il est un communiste, vouant une admiration sans bornes à Castro. Pour protéger la nation contre ces trois États « communistes », il conclut qu'il faut renforcer les forces armées¹³⁰. S'il ne demande pas une attaque directe envers l'un de ces pays, il montre clairement que la conciliation n'est pas une option valable pour lui. Il importe de souligner que, durant la guerre froide, les électeurs du Sud sont en général assez favorables aux stratégies agressives

¹²⁸ John W. Finney, « Buckley Is Called Too Soft on Red China », *New York Times*, 29 septembre 1971, p. 14.

¹²⁹ Poole et Rosenthal, « Is John Kerry a Liberal? », *loc. cit.*

¹³⁰ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (26 février 1971), p. 4201-4202.

d'endiguement du communisme¹³¹. Il n'est pas surprenant, par conséquent, que le représentant de la Louisiane préconise une défense accrue du pays en réponse à ce qu'il considère comme une menace.

Les membres du Congrès foncièrement anticomunistes ont tendance à réduire les différents événements se déroulant au Chili sous Allende à l'aspect idéologique. La question des nationalisations ne fait pas exception. Ces parlementaires s'intéressent donc aux raisons politiques qui sous-tendent les décisions du gouvernement chilien. C'est ce que fait John Schmitz en dénonçant la réforme agraire prévue par l'*Unidad Popular* le 4 mars 1971. Pour lui, en mettant en place une telle mesure, Allende tente de détruire les fondements économiques de la liberté dans son pays. Cette idée selon laquelle le gouvernement de l'UP met en péril les libertés politique, de presse ou d'entreprise du peuple chilien est récurrente dans le discours de Schmitz. Il énumère les États où une redistribution des cultures a réussi à éliminer complètement la propriété terrienne privée. Ainsi, il peut associer le Chili à l'URSS, à la « Chine rouge », au Vietnam du Nord et à Cuba, tous des pays communistes. Il conçoit la réforme agraire comme un moyen d'anéantir l'opposition, soutenant qu'elle sera surtout exécutée dans les régions qui ont porté des candidats conservateurs au pouvoir lors des dernières élections. Le républicain de Californie y voit donc davantage une mesure de contrôle politique qu'une décision économique. Il ne manque pas de rappeler qu'Allende n'a reçu que 36,2 % du vote en septembre 1970. Afin de montrer la direction communiste que le Chili est en train de prendre, il déclare aussi que l'établissement de cours populaires a été annoncé par le ministère de la Justice, sous l'emprise du parti communiste chilien.

Ce que Schmitz nomme « people's court » est en fait appelé *Tribunales Vecinales*, que l'on pourrait traduire par tribunaux de quartier ou de voisinage. L'emploi de l'expression « people's court », sans être fautif, rappelle les tribunaux populaires soviétiques, ce qui ne peut être qu'une coïncidence chez un fervent anticomuniste comme Schmitz. Il les décrit d'ailleurs comme ayant pour but de punir les « activités antisociales », c'est-à-dire non communistes. Le fonctionnement prévu des *Tribunales Vecinales* n'a pourtant aucun lien avec les cours d'Union soviétique où les sanctions incluaient les travaux forcés ou l'emprisonnement. Les institutions proposées au Chili visent en fait à permettre aux moins nantis, surtout les habitants des

¹³¹ Bryan W. Marshall, « Explaining Congressional – Executive Rivalry in International Affairs: The Changing Role of Parties, Committees, and the Issue Agenda », Donald R. Kelley, dir., *Divided Power: The Presidency, Congress and the Formation of American Foreign Policy*, Fayetteville, University of Arkansas Press, 2005, p. 118.

bidonvilles qui n'ont que peu accès au système judiciaire traditionnel, de porter en cour certains conflits. Le respect des décisions de la cour se fait généralement par un accord consensuel entre les deux parties¹³². Les cas portés devant ces tribunaux portent uniquement sur des disputes qui n'entrent pas dans la juridiction des cours traditionnelles. Ils prévoient des sanctions comme des excuses publiques et la réparation des dommages par le travail ou un paiement monétaire¹³³. Ces cours, bien que dirigées par des juges non professionnels, sont donc utilisées non pas dans l'objectif d'emprisonner des dissidents politiques, mais bien de régler des conflits de voisinage et d'élargir l'accès aux services judiciaires.

Il est aussi intéressant de noter que Schmitz utilise la création des tribunaux populaires pour qualifier le gouvernement de l'UP de « totalitarian ». Il laisse entendre que la mise en place des *Tribunales Vecinales* est un fait accompli et qu'Allende a pris cette décision sans consultation. Or, au mois de janvier, le gouvernement ne fait que proposer un projet de loi à ce sujet au Congrès. De plus, il importe de souligner que, bien que sous des modalités différentes, le parti démocrate-chrétien désirait aussi la création de cours de quartiers¹³⁴. Constatant cependant une forte opposition étant donné sa minorité au Congrès, l'UP choisit de reporter la proposition après les prochaines élections de 1973¹³⁵. L'alternative est de demander aux juges de consacrer un jour par semaine à fournir des services aux secteurs qui n'ont pas accès au système judiciaire traditionnel¹³⁶. Si de telles instances sont formées de manières ponctuelles à l'initiative des habitants des bidonvilles et de l'organisation de gauche radicale *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (MIR), les *Tribunales Vecinales* ne furent jamais institutionnalisés dans toute la nation comme Allende l'aurait souhaité¹³⁷. Ces explications montrent donc encore une fois une analyse superficielle de la situation par le représentant de Californie qui tente de dépeindre le gouvernement chilien comme profondément communiste et antidémocratique. Il axe de nouveau son discours sur la peur et tente de diaboliser Allende en le décrivant comme un dictateur communiste. Il termine d'ailleurs son intervention en appliquant au continent

¹³² Jack Spence, *Search for Justice: Neighborhood Courts in Allende's Chile*, Boulder, Westview Press, 1979, p. 2.

¹³³ *Ibid.*, p. 39-40.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 44.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 57.

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ Avant même que le projet de loi ne soit présenté au Congrès, plusieurs de ces tribunaux de voisinage étaient apparus spontanément dans différents bidonvilles. Des cours illégales ont donc continué d'être créées malgré l'abandon du projet de loi, surtout à l'initiative du MIR. *Ibid.*, p. 3.

américain l'idée du rideau de fer sur la division entre l'Ouest libre et l'Est contrôlée par l'Union soviétique: « There is another Iron Curtain descending in the Americas¹³⁸. »

Le 6 mai, Schmitz décide d'informer ses collègues sur les origines de ce qu'il appelle « the tragic case of Chile¹³⁹ » en faisant référence à un article sur les causes de l'élection d'Allende. Il accuse les réformes mises en place par les démocrates-chrétiens d'avoir favorisé la victoire « communiste ». Il prouve à nouveau sa fibre ultraconservatrice en profitant de l'occasion pour attaquer le libéralisme, qu'il qualifie de « socialism of the mentally unkempt¹⁴⁰ ». Il décrit le changement de gouvernement des démocrates-chrétiens à celui de l'*Unidad popular* en déclarant: « The half-and-half Socialist revolutionaries were displaced by the thoroughgoing totalitarian revolutionaries¹⁴¹. » Il montre une nouvelle fois une totale absence de nuance dans ses propos qui portent à croire que tout mouvement progressiste est socialiste.

Schmitz n'est néanmoins pas le seul membre du Congrès à utiliser le cas des nationalisations afin de parler de la situation politique au Chili. Le 12 octobre, le représentant républicain du Texas Robert Price, un conservateur¹⁴², soutient qu'en procédant aux expropriations, Allende blâme le capitalisme pour des échecs qui sont en fait le résultat de son expérimentation socialiste. Il affirme que la situation n'est pas favorable au gouvernement d'Allende et que, sous sa gouverne, le Chili se dirige vers la tyrannie: « Instead, this first-class Marxist-Leninist is leading his countrymen straight into a system of Communist tyranny and despotism¹⁴³. »

Ce sont surtout des membres du Congrès considérés comme anticomunistes qui mettent ainsi l'accent sur l'idéologie, même durant une période où les nationalisations se retrouvent à l'avant-scène. Ils continuent à analyser le monde en se fiant uniquement au cadre de la guerre froide, ce qui réduit la portée et surtout la nuance de leurs discours. Sans ignorer l'aspect

¹³⁸ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (4 mars 1971), p. 5160.

¹³⁹ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (10 mai 1971), p. 14008.

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² Peu d'informations sont disponibles à propos de Robert Price. Cependant, il peut être qualifié de conservateur si l'on se fie aux données compilées par Poole et Rosenthal avec les *Common Space Scores*. Sur une échelle idéologique dont l'extrême gauche est -1 et la droite est 1, il obtient un résultat de 0,346. Il est donc plus conservateur que la moyenne des républicains à la Chambre des représentants qui est de 0,300. De plus, durant la période 1937-2002, 2740 parlementaires sont considérés plus libéraux que lui, alors que seulement 579 sont estimés plus conservateurs. Voir Poole et Rosenthal, « Is John Kerry a Liberal? », *loc. cit.*

¹⁴³ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (12 octobre 1971), p. 35915.

idéologique, la plupart de leurs collègues concentrent plutôt l'essentiel de leurs propos sur la question des compensations en lien avec les expropriations.

« Wholesale violation of international law »: la légalité des expropriations

Même si la décision officielle au sujet de la nationalisation des mines de cuivre n'est prise qu'au mois de juillet 1971, la proposition est soumise au Congrès chilien en décembre de l'année précédente. Le sujet se retrouve sur le plancher du Sénat américain dès le début de 1971. C'était l'un des projets centraux du programme électoral de l'UP; il ne restait donc qu'à connaître sa manière de procéder. Le premier à aborder la question est le sénateur républicain de Pennsylvanie Hugh Doggett Scott, considéré comme un modéré au sein de son parti. Il défend tout de même ardemment les politiques de l'administration sur le conflit vietnamien, y compris les invasions du Cambodge et du Laos¹⁴⁴. Le 25 février 1971, il qualifie l'élection d'un gouvernement marxiste au Chili de « one of the most significant events in our hemisphere in recent years¹⁴⁵ ». Il affirme d'abord que le monde surveille l'évolution de la situation au Chili, en particulier au sujet du respect des libertés essentielles et des institutions démocratiques. Le cœur de son propos concerne cependant la question de la nationalisation de l'industrie du cuivre. Il fait référence à un discours, présenté par le sénateur républicain de New York Jacob Javits devant l'*American Management Association*, qu'il demande de joindre à son commentaire dans le *Congressional Record*. Comme pour la plupart de ses collègues qui interviendront sur le sujet par la suite, il est surtout préoccupé par la question des compensations que recevront les corporations américaines. Il souligne que les lois en place laissent une marge de manœuvre importante à Allende en ce qui a trait aux paiements à verser aux compagnies ayant investi dans le domaine du cuivre dans le cas d'éventuelles expropriations, ce qui n'est pas pour le rassurer.

Il est pertinent de se pencher plus attentivement sur le discours donné le 1^{er} février par Jacob Javits et joint à l'intervention de Scott. Les propos tenus par les parlementaires à l'extérieur du Congrès peuvent être intéressants, puisque ceux-ci sont moins restreints dans le temps, ce qui leur permet parfois de développer davantage le fond de leur pensée. Javits est un acteur majeur à *Capitol Hill* dans le cas des expropriations. Après avoir siégé comme

¹⁴⁴ John D'Emilio, « Scott, Hugh D(oggett) », Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 580.

¹⁴⁵ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (25 février 1971), p. 3960.

représentant de New York à la chambre basse de 1947 à 1954, il est élu sénateur républicain en 1956. Considéré comme un libéral au sein de son parti, il se décrit lui-même comme un républicain progressiste¹⁴⁶. Il appuie plusieurs mesures sociales et est un fervent partisan des lois en faveur des droits civiques des Afro-Américains durant les années 1960. S'il ne s'est jamais considéré comme faisant partie du camp des « faucons » de la guerre du Vietnam, il soutient d'abord les actions de l'administration Johnson. Javits retire toutefois son appui à partir de 1967, considérant que le président avait manqué sa chance de mettre fin au conflit¹⁴⁷. Membre du *Foreign Relations Committee*, il s'oppose à l'affaiblissement de l'influence du Congrès en politique étrangère et parraine même en 1970 un projet de loi pour limiter les pouvoirs de guerre du président¹⁴⁸. Il propose également l'amendement au *Foreign Assistance Act of 1969* créant l'*Overseas Private Investment Corporation* (OPIC), une agence gouvernementale d'assurance pour les investissements à l'étranger. Elle a pour but de faciliter les investissements privés américains dans des pays en développement considérés amicaux envers les États-Unis¹⁴⁹. L'OPIC est d'ailleurs une des motivations de l'intérêt marqué du sénateur de New York envers les nationalisations chiliennes.

Dans son discours, Javits précise que le peuple chilien a le droit de choisir son propre gouvernement sans interférence de la part des autres pays. Il se fera d'ailleurs un point d'honneur d'appuyer le respect de la souveraineté du Chili durant la période étudiée. Il poursuit en disant qu'il espère que cette « expérience » ne nuira pas aux libertés individuelles et que les sceptiques, qui croient que l'élection d'Allende sera la dernière élection libre pour le pays, auront tort. Le New-Yorkais fait une distinction entre la doctrine marxiste-socialiste du parti d'Allende et le communisme international, selon lui plus rigide. Il souligne même à ceux qui seraient prompts à juger la situation au Chili trop rapidement que les libertés essentielles y sont toujours présentes. Javits démontre donc une certaine ouverture envers les choix du peuple chilien, ce qui n'est pas le cas de nombre de ses collègues républicains.

La suite de son discours peut par contre être interprétée comme une mise en garde envers Santiago, dans le cas où l'amendement constitutionnel sur les nationalisations serait adopté au

¹⁴⁶ Jacob K. Javits, *Javits: The Autobiography of a Public Man*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1981, p. 213.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 394-398.

¹⁴⁸ John D'Emilio, «Javits, Jacob K(oppel)», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 327-328.

¹⁴⁹ Noel Maurer, *The Empire Trap: The Rise and Fall of U.S. Intervention to Protect American Property Overseas (1893-2013)*, Princeton, Princeton University Press, 2013, p. 408.

détriment des compagnies américaines¹⁵⁰: « I also must say that the proposed amendment to the Chilean constitution now pending, if passed in its present form, may serve to isolate Chile from the inter-American system and weaken decisively Chile's close links with the economic system of the Western Hemisphere¹⁵¹. » Après avoir expliqué les conséquences pour les compagnies américaines, il ajoute qu'en cas d'adoption, cette loi aura de graves répercussions sur les flux de capitaux et le développement économique du Chili.

Il s'attarde ensuite aux implications juridiques de l'amendement constitutionnel. Il explique que le gouvernement chilien a prévu étendre le paiement sur 30 ans, à un taux d'intérêt de 3 % par an, ce qu'il juge inacceptable: « These highly inadequate payment terms hardly constitute prompt, adequate and effective payment¹⁵². » La notion de « prompt, adequate and effective compensation » ou *Hull Formula*¹⁵³ sera souvent employée par les membres du Congrès par rapport à la nationalisation de l'industrie du cuivre. Ils utilisent la formule Hull dans le but de montrer que la manière par laquelle le Chili procède aux expropriations est répréhensible. Les parlementaires évoquent fréquemment une violation du droit international, comme si le principe d'une compensation prompte, adéquate et effective était universellement accepté. Or, ce n'est pas le cas. Si certains juristes considèrent la formule Hull comme la norme à respecter, d'autres, comme le professeur Oscar Schachter, sont plutôt sceptiques. Schachter assure en effet qu'elle ne peut être considérée comme une loi internationale applicable à tous les cas d'expropriations. Il montre que selon la pratique, cette formule n'est pas un standard accepté par les instances internationales et qu'elle n'appartient donc pas au droit international coutumier¹⁵⁴.

La compensation dans les cas d'expropriation est en fait une des questions de droit international les plus polarisantes durant la période qui nous intéresse. En effet, pendant les années 1960-70, si les États industrialisés souscrivent généralement à la formule Hull, les pays

¹⁵⁰ L'amendement constitutionnel à l'étude donne entre autres à Allende le droit de déterminer le montant des profits excédentaires ainsi que la période prévue pour le paiement des compensations.

¹⁵¹ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (25 février 1971), p. 3961.

¹⁵² *Ibid.*

¹⁵³ Durant les années 1930, le président mexicain Lazaro Cardenas accélère la réforme agraire ayant cours dans son pays, menant à l'expropriation de nombreuses propriétés américaines. En 1938, lors de discussions à ce sujet avec le ministre des Affaires étrangères mexicain, le secrétaire d'État américain Cordell Hull énonce l'idée selon laquelle la compensation à la suite d'expropriations se doit d'être « prompt, adequate and effective ». Cette notion, surnommée *Hull Formula*, deviendra par la suite le principe directeur employé par Washington lors de disputes en lien avec l'expropriation d'intérêts américains, particulièrement avec des États latino-américains.

¹⁵⁴ Oscar Schachter, « Compensation for Expropriation », *American Journal of International Law*, 78, 1 (janvier 1984), p. 123.

en voie de développement, particulièrement ceux d'Amérique latine, s'en remettent plutôt à la doctrine Calvo¹⁵⁵. Cette doctrine, élaborée par le juriste argentin Carlos Calvo, affirme que la juridiction lors de disputes internationales d'investissement revient au pays dans lequel l'investissement a été effectué¹⁵⁶. Durant toute la période étudiée, le sénateur Jacob Javits est le seul membre du Congrès à faire référence à la doctrine Calvo lors de son discours du 1^{er} février: « The question arises of whether a Government has the right under international law or under the Calvo doctrine to pass legislation which would retroactively penalize American companies only for the remittance of profits made according to previously existing law¹⁵⁷. » Sa formulation met en opposition la doctrine Calvo et le droit international; il ne juge donc pas qu'elle fait force de loi. Il indique cependant plus tard que le contournement des tribunaux prévu par l'amendement constitutionnel proposé au Chili est en violation de la doctrine Calvo, qu'il décrit comme une norme acceptée par la majorité des États latino-américains. On peut ainsi constater une certaine ouverture chez le sénateur de New York qui, sans pour autant la considérer aussi valable que la formule Hull, prend en considération la conception latino-américaine en matière d'expropriations. Bref, puisque les pays industrialisés et ceux en voie de développement n'arrivent pas à un consensus durant la période étudiée, chacun se range derrière la position qui sert ses intérêts. Par conséquent, les membres du Congrès qui utilisent l'argument de « prompt, effective and adequate compensation » comme étant un standard accepté tentent de protéger les intérêts économiques américains, de la même manière que le gouvernement chilien tente de faire prévaloir les intérêts de son pays.

Le sénateur républicain de l'Arizona Paul J. Fannin fait lui aussi référence au droit international pour condamner les actions chiliennes. Après avoir été gouverneur de son État entre 1959 et 1965, Fannin poursuit sa carrière politique au Sénat des États-Unis. Décrit comme un « pilier du conservatisme en Arizona », il est un proche associé du sénateur Barry Goldwater¹⁵⁸. Le 26 février, il explique que le gouvernement chilien a décidé d'exproprier les firmes américaines dans le domaine du cuivre sans proposer de juste compensation alors que Santiago a bénéficié d'importantes mesures d'aide économique provenant des États-Unis. Dès le départ, Fannin parle de « disturbing developments » en Amérique latine en faisant référence

¹⁵⁵ Nico Schrijver, *Sovereignty over Natural Resources: Balancing Rights and Duties*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 178.

¹⁵⁶ Surya P. Subedi, *International Investment Law: Reconciling Policy and Principle*, Oxford; Portland, Hart Publishing, 2008, p. 14.

¹⁵⁷ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (25 février 1971), p. 3961.

¹⁵⁸ Wolfgang Saxon, « Paul J. Fannin, 94, Who Served In Top Elected Offices in Arizona », *New York Times*, 17 janvier 2002, p. B8.

à la nationalisation du cuivre. Il déplore par la suite, tout comme l'avait fait Javits dans son discours du 1^{er} février, le fait que le gouvernement refuse de payer une compensation juste, prompte et effective. Fannin critique également le fait que le nouveau gouvernement répudie les contrats que son prédécesseur avait signés avec les compagnies américaines. Il résume la situation ainsi: « The mines will be seized illegally; the proposed payment for the plant and facilities is not prompt, the interest rates are ridiculously low; and since Chile has 30-percent inflation per year, there really is no compensation at all¹⁵⁹. » Pour toutes ces raisons, il déclare que les expropriations représentent une violation du droit international.

L'autre aspect à propos duquel Fannin montre sa désapprobation du Chili d'Allende est celui de l'assistance financière demandée. Il souligne l'iniquité entre les requêtes d'aide étrangère du Chili et la manière dont celui-ci traite les intérêts américains. En parlant de l'incohérence des demandes du gouvernement chilien, Fannin dit: « It is difficult to see how any government, even one headed by a Marxist, could believe that the wholesale violation of international law along with the systematic repudiation of its own government's contracts, could be rewarded with continued loan, grants and trade preferences by law-abiding countries¹⁶⁰. » On constate qu'en plus de critiquer les actions d'Allende, le sénateur oppose le caractère respectueux des lois des États-Unis à celui de contrevenant du Chili. Cette idée selon laquelle Santiago ne respecte pas le droit international en termes d'expropriation est d'ailleurs fréquemment employée au Congrès pour justifier de possibles sanctions économiques. Selon de nombreux parlementaires, puisque le Chili ne respecte pas les normes acceptées par la communauté internationale, il ne devrait pas bénéficier de son aide. En appliquant des conditions à l'aide financière, ces membres du Congrès privilégient l'aspect politique plutôt que le côté humanitaire.

Fannin ne manque pas non plus de souligner à plusieurs reprises les penchants idéologiques du président chilien en utilisant des expressions comme « Surely, the impoverishment of Chile and its people can hardly be the goal of *even a Marxist president*¹⁶¹ ». Il montre ainsi que ses attentes sont moins grandes pour un chef d'État marxiste, mais que malgré cela, celui-ci ne peut aller jusqu'à souhaiter la ruine économique de son pays. Il termine son discours en sous-entendant la cessation de l'aide financière si le Chili ne modifie pas ses

¹⁵⁹ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (26 février 1971), p. 4121.

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ *Ibid.*

intentions: « Or she [Chile] can continue her plans to expropriate US-owned property in violation of international law, thus isolating herself from the entire Inter-American financial system and bring on economic ruin¹⁶². » En affirmant que le Chili s'isolerait du système financier interaméricain, il suggère que les États-Unis, qui subventionnent de manière importante plusieurs institutions d'aide financière, cessent d'appuyer les prêts à Santiago.

Le sénateur Gordon Allott conteste lui aussi la légalité de l'absence de compensation pour les firmes américaines. Le 26 avril 1971, il y va d'un court commentaire sur la situation des expropriations. Il affirme qu'en refusant d'offrir une indemnisation, le Chili vole les propriétés appartenant à des États étrangers. À son avis, une telle action irrespectueuse des lois internationales sera nuisible pour les intérêts chiliens à long terme¹⁶³. Ainsi, pour la plupart des membres du Congrès, ce n'est pas tant le droit à la nationalisation, bien qu'elle ne soit pas encouragée, qui est questionné. C'est plutôt l'absence de compensation qui pose problème. En effet, s'ils n'exigent pas un montant précis, ils s'attendent au moins à une compensation adéquate, prompte et effective. Il est clair que la détermination du montant des profits excessifs par le président chilien n'entre pas dans cette définition. Ce désaccord pousse certains parlementaires à s'interroger sur la validité de l'assistance au Chili.

« All aid to Chile must stop now »: la contestation de l'aide militaire et technique

C'est Dante Fascell qui amène le sujet de l'aide militaire à l'avant-scène. Il porte un intérêt marqué à la situation au Chili et aux diverses questions concernant l'Amérique latine durant la période étudiée. Il est élu représentant démocrate de la Floride en 1954 et préside le *Subcommittee on Inter-American Affairs*. Fascell est généralement considéré comme un libéral, il s'oppose néanmoins farouchement à Fidel Castro durant toute sa carrière¹⁶⁴. Le grand nombre d'immigrants d'origine cubaine résidant à l'intérieur de son district n'est pas étranger à ses prises de positions anticastristes, fortement appuyées par ses électeurs¹⁶⁵. Seulement entre 1959 et 1962, environ 248 070 Cubains immigrent aux États-Unis dont la majorité s'établit en Floride, tout

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (26 avril 1971), p. 11885.

¹⁶⁴ Richard Pearson, « Florida Congressman Dante Fascell Dies », *Washington Post*, 30 novembre 1998, p. B06.

¹⁶⁵ Eric Pace, « Rep. Dante B. Fascell, 81; Headed Foreign Affairs Panel », *New York Times*, 30 novembre 1998, p. B10.

particulièrement à *Dade County* où est situé le district de Fascell¹⁶⁶. Le 26 mai, il s'inquiète de la décision de Nixon d'augmenter le plafond des ventes d'armes américaines au sud du Rio Grande, sans avoir préalablement consulté le Congrès. Il affirme que ce plafond ne devait être relevé qu'en cas d'urgence et non dans le but d'empêcher que ces pays s'approvisionnent ailleurs, comme cela semble être le cas. Pourtant, il réprimande aussi Allende d'avoir qualifié de négative la décision de Washington d'augmenter les ventes d'armes. Étant donné que le Chili désire acheter des jets américains, Fascell considère que son président est mal placé pour critiquer les décisions de l'administration Nixon¹⁶⁷.

Le lendemain, le représentant républicain de l'Illinois Harold Collier ramène notamment la question du *Peace Corps* à l'ordre du jour. Puisque le gouvernement bolivien a demandé le retrait du *Peace Corps* de son territoire¹⁶⁸, Collier en profite pour réitérer sa volonté que les volontaires quittent également le Chili. Selon lui, la prise de contrôle de la mine *El Teniente*, dont les parts sont majoritairement américaines, est une justification supplémentaire pour redéployer le *Peace Corps* ailleurs. Il croit que les contribuables américains n'ont pas la moindre envie de venir en aide à un régime « marxiste ». Il affirme aussi que depuis la Deuxième Guerre mondiale, le Chili a reçu 1 376 500 000 \$ de la part des États-Unis en aide étrangère. De plus, puisque cet argent a été emprunté par Washington, le montant réel est encore plus élevé en raison des intérêts à débourser. Il termine en déclarant: « Ironically, this makes a total of \$ 2,863,350,000 that we have spent to buy friends in Bolivia and keep Chile from going Communist¹⁶⁹. » Il croit donc qu'un gouvernement ne respectant pas les intérêts des États-Unis ne devrait pas bénéficier de leur aide financière, ni de leur appui technique.

La question de l'aide militaire est également au cœur du discours de John Rarick, lorsqu'il prend la parole le 6 juillet 1971. Son commentaire a pour but de critiquer les crédits

¹⁶⁶Maria Cristina Garcia, *Havana USA: Cuban Exiles and Cuban Americans in South Florida, 1959-1994*, Berkeley, University of California Press, 1996, p. 13.

¹⁶⁷*Congressional Record*, 92 Congrès, 1^e session (26 mai 1971), p. 17005-17006.

¹⁶⁸ Plusieurs raisons expliquent l'expulsion du *Peace Corps*. Au début des années 1970, l'antiaméricanisme en Bolivie est alimenté entre autres par les échecs de l'*Alliance for Progress* et les soupçons pesant sur la CIA par rapport à la mort d'Ernesto « Che » Guevara. De plus, la campagne de distribution de moyens de contraception par le *Peace Corps* suscite la grogne populaire, puisqu'elle est interprétée comme une imposition des idées américaines dans les valeurs et la culture bolivienne. Puis, la situation est aggravée par la large diffusion d'un film qui décrit le *Peace Corps* comme un outil impérialiste cherchant à détruire la culture amérindienne par la stérilisation des femmes autochtones. Finalement, le gouvernement Torres annonce en mai 1971 que le *Peace Corps* n'est plus le bienvenu en Bolivie. Il soutient que le pays doit subir des changements structurels profonds et que le départ des volontaires américains est nécessaire à l'atteinte des objectifs de libération nationale et de participation populaire. Siekmeier, *op. cit.*, p. 140-147.

¹⁶⁹*Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (27 mai 1971), p. 17261-17262.

offerts par Washington au Chili pour l'achat d'équipement militaire. Il qualifie Allende de « self-proclaimed Communist » et ne manque pas de souligner les liens politiques étroits qu'il entretient avec Castro. Le démocrate de Louisiane s'indigne du danger que l'administration Nixon fait ainsi courir au peuple chilien: « Does our State Department feel the military equipment is necessary to help Allende defend himself against his own people – to make sure that the Chilean people are overpowered and unable to regain control of their country¹⁷⁰? » Il est intéressant de constater que Rarick, l'un des plus fervents anticomunistes et farouches opposants au gouvernement d'Allende au sein du Congrès, critique l'assistance militaire au Chili. Or, nous savons maintenant que le Pentagone a fourni cette forme d'aide entre autres dans le but d'augmenter son influence sur les militaires chiliens¹⁷¹. Ces fonds autorisés par le département de la Défense ne servaient donc pas à aider Allende à se défendre, comme ce que Rarick insinue, mais plutôt à renforcer une possible opposition contre lui. En fait, si l'on se fie aux chiffres de la commission du Sénat ayant étudié les opérations secrètes au Chili, l'aide militaire est le seul type d'assistance financière qui n'a pas été drastiquement coupée durant la présidence d'Allende. L'aide économique totale (excluant l'aide militaire) en millions de dollars des États-Unis vers le Chili a constamment diminué durant la période étudiée, passant de 80,8 en 1969 à 3,8 en 1973¹⁷². Les montants consacrés au Chili par l'*Agency for International Development* (AID), l'*Export-Import Bank* ainsi que le programme *Food for Peace* ont tous été réduits de façon importante¹⁷³. Rarick en arrive donc aux mauvaises conclusions lorsqu'il termine son intervention en affirmant que les contribuables américains se trouvent encore une fois à subventionner un régime communiste.

Il revient sur le sujet deux jours plus tard lors d'un débat sur l'adoption de l'*Export Expansion Finance Act*. Il s'inquiète encore une fois du prêt prévu par la banque *Export-Import* pour l'achat d'équipement militaire. Le représentant de Californie Thomas M. Rees, un démocrate libéral¹⁷⁴, tente de le rassurer en affirmant que le président du Chili est marxiste, mais pas les forces armées. Rarick choisit néanmoins d'ignorer ce commentaire et lorsque Rees lui explique que la situation n'est pas noire ou blanche, mais devrait plutôt être vue en nuances de gris, il répond qu'on doit plutôt la voir en rouge, la couleur représentant le communisme. Il

¹⁷⁰ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (6 juillet 1971), p. 23637.

¹⁷¹ Harmer, *op. cit.*, p. 90.

¹⁷² U.S. Congress, Senate, « Covert Actions in Chile 1963-1973 », *loc. cit.*, p. 34.

¹⁷³ Pour plus de détails, voir « Covert Actions in Chile 1963-73 », p. 34.

¹⁷⁴ Abbott Combes, « Rep. Rees Wins Curious Campaign », *Washington Post*, 29 avril 1972, p. B4. Nous en savons peu sur les positions de Rees en matière d'affaires étrangères, puisqu'il s'est surtout concentré sur la politique intérieure durant sa carrière au Congrès.

croit que les États-Unis sont en train d'armer Allende pour attaquer ses voisins. Rees pense pour sa part que c'est le type d'attitude défendu par Rarick qui risque de pousser le Chili vers le communisme: « If the gentleman wants them to become Communist and politically aimed with the Soviet Union, his policies might be the best thing¹⁷⁵. » Rarick en revient toujours à l'idéologie et analyse donc toutes les actions du gouvernement d'Allende comme servant à réaliser ses objectifs de « domination communiste ».

Le 13 juillet, le représentant républicain de l'Alabama William Jackson Edwards, un conservateur radical¹⁷⁶, s'indigne lui aussi des crédits militaires offerts au Chili. Il considère cette action difficile à justifier étant donné le problème des expropriations. De plus, il ajoute que certains pays d'Amérique du Sud, dont l'Argentine, ont affirmé que le Chili voulait leur déclarer la guerre. Il se demande si la Maison-Blanche et le département d'État ont oublié que le but des communistes est d'atteindre la domination mondiale. Il fait référence à Fidel Castro et la crise des missiles de Cuba pour appuyer ses dires. Selon lui, Allende adhère aussi à cet objectif ultime des communistes. Il va même jusqu'à qualifier le Chili d'ennemi des États-Unis: « While it is hard to justify excessive spending any time, this question pales into insignificance when it comes to the question of helping our enemy. This is totally unacceptable and all aid to Chile must stop now¹⁷⁷. »

Rarick reprend la parole le 4 août pour critiquer la politique étrangère de l'administration Nixon, qu'il qualifie d'incohérente. Le représentant de Louisiane croit en effet que le gouvernement américain traite trop bien ses « ennemis » alors qu'il insulte ses amis: « Nowhere is this [inconsistency] more evident than in the comparison between the warmth and friendliness being shown to our avowed enemies in Communist China, their supporters in Marxist Chile, our trade in sophisticated machinery, computers and now a truck factory in Russia and the insults being hurled to our friends¹⁷⁸ ». Il accuse d'ailleurs le président de ne pas réagir pendant que le Chili nationalise les intérêts américains dans le domaine du cuivre tout en refusant les indemnisations attendues.

Deux jours plus tard, il en remet en critiquant encore une fois la politique de l'administration Nixon, particulièrement l'approbation de crédits de l'*Export-Import Bank* pour

¹⁷⁵ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (8 juillet 1971), p. 23941.

¹⁷⁶ Black et Black, *op. cit.*, p. 147.

¹⁷⁷ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (13 juillet 1971), p. 24768.

¹⁷⁸ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (4 août 1971), p. 29672.

des achats militaires chiliens. Il décrit cette décision comme un acte d’apaisement, ce qu’il déplore. Il s’indigne de l’indulgence du gouvernement envers les « communistes »: « The administration does not seem to understand communism – whatever the Communists want, they give them, whether we are technically at war with them or whether they nationalize American industries within their borders and then threaten to refuse to indemnify the American owners for their losses¹⁷⁹. »

On dénote que le sujet de l'aide militaire est soulevé par plusieurs membres de la Chambre des représentants. Cela peut sembler étonnant, puisque le Sénat démontre généralement plus d'intérêt pour la politique étrangère. Or, étant donné que les questions de budget doivent émaner de la chambre basse, l'aide extérieure est un domaine qui permet aux représentants de jouer un plus grand rôle dans la politique étrangère américaine¹⁸⁰. Si les expropriations amènent les représentants à critiquer l'aide militaire au Chili, les conséquences qu'elles font subir aux contribuables sont également décriées.

« An empty Treasury to boot »: le Congrès à la défense des contribuables

Il importe de souligner que lorsque les membres du Congrès invoquent l'argument des pertes économiques, ce n'est pas uniquement dans le but de défendre les intérêts privés américains. L'impact des nationalisations sur le peuple américain se retrouve fréquemment au cœur des propos des élus. Les membres du Congrès, particulièrement les représentants, sont très sensibles à la volonté de leurs électeurs, parfois même aux dépens de leur parti. Il est certain que les contribuables risquent de se sentir davantage concernés par ce qui touche l'argent de leurs impôts que par les difficultés encourues par les grandes corporations. L'économie se retrouve d'ailleurs constamment au cœur des priorités des Américains durant la période étudiée, si l'on se fie aux sondages Gallup¹⁸¹.

¹⁷⁹ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (6 août 1971), p. 30608.

¹⁸⁰ Johnson, *op. cit.*, p. xviii.

¹⁸¹ Les sondages Gallup durant toute la période montrent que l'économie est au centre des priorités des Américains, atteignant un sommet en 1971. Le 23 septembre, à la question « What do you think is the MOST important problem facing this country today? », 45 % des répondants ont choisi les problèmes économiques, devant le Vietnam qui arrive au second rang avec 25 %. La même question obtient des résultats semblables dans les mois suivants. Il importe de souligner qu'en 1971, la balance commerciale est déficitaire pour la première fois depuis des décennies. Gallup, George Horace, *The Gallup Poll: Public Opinion, 1935-1971*, Vol. 3: 1959-1971, New York, Random House, p. 2324.

Le 9 mars 1971, le républicain Gordon Allott veut justement montrer les conséquences économiques que subiront les citoyens américains dans le cas d'expropriations sans compensation adéquate. Il commence son intervention en soulignant que le temps des décisions est arrivé en ce qui concerne les relations entre Washington et Santiago et que c'est le gouvernement du Chili qui déterminera leur avenir. Il affiche immédiatement son désaccord avec les nationalisations prévues qu'il qualifie d'« hostile moves against American firms¹⁸². » Le sénateur du Colorado croit que les citoyens devraient s'intéresser à cette situation puisqu'en plus d'affecter l'industrie américaine, ils subiront eux-mêmes des pertes économiques. Il fait d'ailleurs mention de l'OPIC, qui risque de devoir rembourser aux compagnies expropriées des montants beaucoup plus importants que ce que ses réserves le lui permettent. Les contribuables américains pourraient donc en subir les contrecoups. Selon lui, le gouvernement d'Allende sait qu'il contrevient à la loi en agissant ainsi et il le fait au détriment des contribuables: « The U.S. taxpayers will lose along with the companies through such a violation of international due process¹⁸³. »

Le représentant de New York Mario Biaggi s'inquiète lui aussi pour le portefeuille de ses électeurs. D'abord policier, puis élu au Congrès en 1968, Biaggi est considéré comme un démocrate conservateur¹⁸⁴. À son avis, Washington doit s'opposer fermement au refus de la part du gouvernement d'Allende de compenser les compagnies américaines. Il s'indigne de la mollesse des actions entreprises par l'Exécutif. Biaggi assure que les lois américaines permettent de couper l'aide économique et l'assistance militaire aux États ne compensant pas les firmes lors d'expropriations, mais que jusqu'à maintenant le département d'État n'a pas agi sur ces questions. Ses propos sont cependant inexacts, puisque les pressions économiques ont commencé dès l'élection d'Allende. Il dit espérer des représailles rapides de la part des États-Unis. Il fait référence à Castro, rappelant à ceux qui veulent ignorer les actions du Chili que Cuba aussi a déjà été un allié avant de changer son attitude envers Washington. Le gouvernement d'Allende pourrait également profiter des États-Unis qui se retrouveraient alors avec la facture: « So too, the Allende regime in Chile may be playing the United States for a patsy. What is to fear from a government that will pay any price for another nation's friendship? Socialist countries have a basic ideology in contradiction to American democracy.

¹⁸² *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (9 mars 1971), p. 5566.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 5567.

¹⁸⁴ « Bingham Pulls Out; 8th Term for Biaggi Now Almost Certain », *New York Times*, 17 juillet 1982, p. 22.

With that in mind, any price may buy only an empty box of bargains and leave us with an empty Treasury to boot¹⁸⁵. » Il est donc temps d'agir, pour Biaggi.

Le même jour, son collègue en chambre, le démocrate conservateur¹⁸⁶ du Tennessee Ray Blanton, parle de la décision du département du Trésor de considérer la demande de trois compagnies de cuivre américaines d'obtenir des exemptions fiscales pour la confiscation de leurs intérêts au Chili. Blanton déplore l'attitude du gouvernement chilien: « We are all appalled by the brazen attitude of the Chilean Government in confiscating by edict – they call it "nationalization" – of [sic] copper mining operations of Kennecott Copper Co., the Anaconda Co., and the Cerro Corp¹⁸⁷. » Toutefois, il n'approuve pas la démarche du département du Trésor de statuer sur la question par des audiences secrètes auxquelles seuls des membres des départements d'État et du Commerce, des représentants des compagnies ainsi que de l'*Internal Revenue Service* (IRS) prendront part. Le représentant du Tennessee affirme que la population américaine pourrait perdre jusqu'à 175 millions de dollars sans savoir sur quels éléments s'est basé l'IRS pour rendre sa décision. Selon lui, certains pourraient être portés à croire que le gouvernement chilien ne compense pas les compagnies américaines puisque leur propre gouvernement couvrira leurs pertes par des priviléges fiscaux. Il soutient que des audiences publiques sont nécessaires pour que les contribuables américains soient au courant du processus décisionnel. Blanton souligne de plus que les compagnies de cuivre bénéficient déjà de nombreuses échappatoires fiscales, aux dépens des contribuables. Il fait ainsi écho aux inquiétudes de nombre de ses collègues. En effet, si plusieurs membres du Congrès s'opposent aux confiscations prévues par le gouvernement du Chili, ils ne sont pas pour autant favorables à ce que les compagnies américaines soient remboursées par le peuple américain. Les parlementaires ont à cœur les intérêts de leurs électeurs et veulent donc que le gouvernement du Chili, et non l'argent de leurs taxes, compense les corporations expropriées.

C'est aussi avec l'intention de protéger les citoyens américains que le sénateur indépendant de Virginie Harry Byrd Jr. utilise le cas des expropriations au Chili pour critiquer l'OPIC. Membre d'une famille célèbre de la politique virginienne, il succède à son père au poste de sénateur démocrate de son État en 1965. Il est par la suite élu comme indépendant en 1970. Byrd est considéré comme l'un des plus fervents conservateurs au sein du Sénat. Sur le

¹⁸⁵ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (13 octobre 1971), p. 35997.

¹⁸⁶ Black et Black, *op. cit.*, p. 94. Blanton a eu un taux de présence assez faible en chambre entre 1967 et 1974; peu d'informations sont donc disponibles sur sa carrière au Congrès.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 36105.

plan international, il se positionne en faveur de la politique américaine au Vietnam et fait partie du puissant *Armed Services Committee*¹⁸⁸. Le 15 octobre, il appuie le secrétaire d'État William P. Rogers lorsque celui-ci décrit les actions du gouvernement chilien comme une grave inobservation des standards acceptés de droit international. Pour Byrd, cet incident témoigne du grand risque qu'a pris le Congrès en approuvant la création de l'OPIC en 1969, puisque l'organisation fournit aux compagnies américaines établies dans des pays en développement une protection contre l'expropriation. Il affirme que l'agence détient des réserves de 170 millions de dollars, mais que seulement au Chili, les firmes victimes d'expropriations pourraient réclamer jusqu'à 275 millions. Il rappelle au passage un commentaire du sénateur de New York Jacob Javits qui avait parrainé la loi créant l'OPIC. Javits avait alors assuré que la corporation rapporterait de l'argent plutôt que de drainer les coffres américains. Il s'inquiète aussi que les actions entreprises par Santiago soient répétées ailleurs dans le monde. Byrd fait de surcroit référence à l'importante aide américaine dont le Chili a bénéficié depuis la Deuxième Guerre mondiale, qui n'a pas empêché son gouvernement de saisir les propriétés américaines sans indemnisation. Il déplore que l'absence de compensation doive être palliée par des efforts supplémentaires des contribuables américains: « In the case of the events in Chile, it appears that U.S. taxpayers will be called on to put up more tax funds as a result of the hostile actions of a foreign government¹⁸⁹. »

John Rarick croit quant à lui que le gouvernement et les grandes corporations favorisent la possibilité de la chute des États-Unis aux mains du communisme. C'est du moins ce qu'il affirme le 18 octobre 1971. Il maintient que les compagnies privées peuvent bien se permettre d'investir dans des États communistes du Tiers-Monde; après tout, elles n'ont rien à perdre étant donné qu'elles seront remboursées par l'OPIC. C'est donc le peuple américain qui, sans bénéficier des profits, doit assumer les pertes. Rarick maintient qu'une telle situation ne peut que favoriser le communisme: « Until this Government frees itself from the control of the vested interests - from the stranglehold of the huge corporations - the threat of a Communist takeover in America is very real indeed¹⁹⁰. »

Le 21 octobre le sénateur Jacob Javits répond aux critiques de son collègue de Virginie. Le républicain de New York défend l'agence qu'il a aidé à créer, en citant les montants qu'elle

¹⁸⁸Frank H. Milburn, « Byrd, Harry F(llood), Jr. », Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 105-106.

¹⁸⁹*Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (15 octobre 1971), p. 36379.

¹⁹⁰*Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (18 octobre 1971), p. 36589.

a rapporté jusqu'à maintenant et qu'elle prévoit rapporter l'année suivante. Il continue en laissant entendre que si le Chili ne compense pas les compagnies américaines, il perdra son crédit auprès des institutions internationales: « I would hope very much that President Allende, notwithstanding the Marxist orientation of his government, will understand that no government can live without world credit. The Soviet Union, for example, has as good credit as anyone around when it comes to paying its bill, for the reason that they value their credit, just as I hope Chile will¹⁹¹. » Javits reconnaît qu'il y a un certain danger avec l'OPIC, mais il prend l'exemple du marché de l'assurance britannique *Lloyds of London*, qu'il qualifie de « most successful insurance entity in history », qui n'aurait pas pu durer s'il n'avait pas pris certains risques. Il veut aussi que ses collègues prennent le temps de comparer les risques de pertes au Chili avec ce que les États-Unis ont pu y gagner: « For decades we have drawn enormous reserves of copper. We probably could not have carried on World War II without Chilean copper¹⁹². » On constate encore une fois une certaine ouverture d'esprit de la part du républicain de New York, qui est prêt à admettre les avantages dont les États-Unis ont bénéficié grâce aux ressources naturelles chiliennes. Étant en grande partie responsable de l'OPIC, agence qui se trouve attaquée de toute part en cette période d'expropriations, il est certain qu'il tente de minimiser les problèmes qu'elle risque de créer. Il n'en demeure pas moins qu'il est assez étonnant d'entendre un opposant aux expropriations de l'industrie du cuivre utiliser les mêmes arguments qu'Allende à son avantage. En effet, le président chilien justifie lui aussi son idée des « bénéfices excessifs » en montrant à quel point les États-Unis ont profité des mines de cuivre jusqu'à maintenant. Javits termine tout de même son intervention en indiquant à Allende d'accorder une importance particulière à la manière dont il traite moralement les États-Unis, qui n'oublieront et ne pardonneront pas les pertes encourues.

Même s'il remercie le sénateur de New York pour ses explications, Byrd n'en est pas pour autant convaincu, puisqu'il revient à la charge le 1^{er} novembre. Il déplore à nouveau le fait que les contribuables américains soient responsables d'éponger les pertes des compagnies établies à l'étranger en raison des garanties fournies par l'OPIC. Il répète aussi que l'expropriation des mines américaines de cuivre et d'autres propriétés par le Chili risque de drainer toutes les réserves de l'agence. Puisque Byrd et ses collègues ont constaté les

¹⁹¹ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (21 octobre 1971), p. 37272.

¹⁹² *Ibid.*, p. 37273.

conséquences économiques des expropriations pour les États-Unis, certains membres du Congrès décident de prendre les choses en main.

« It is the duty of Congress to state its own policy »: l'amendement Gonzalez

Afin de défendre les intérêts américains, des parlementaires choisissent de poser des actions concrètes en chambre. La législation dans le domaine de l'aide étrangère est un moyen privilégié par le Congrès afin de participer à l'élaboration des politiques américaines sur la scène internationale et d'influencer les gouvernements étrangers¹⁹³. C'est cette prérogative que veut exploiter le républicain Peter Dominick le 8 novembre 1971, lorsqu'il introduit un projet de loi pour renforcer l'amendement Hickenlooper¹⁹⁴. Cet amendement au *Foreign Assistance Act* de 1961 impliquait que le président devait suspendre l'assistance financière fournie aux États expropriant des propriétés américaines sans prendre de mesures appropriées de compensation dans un délai jugé raisonnable¹⁹⁵. Le sénateur du Colorado considère cependant que l'expression « appropriate steps » est trop large et a pour conséquence une application restreinte de l'amendement. La volonté de Dominick de renforcer les clauses de la loi est motivée par les nationalisations chiliennes. Il souligne l'importante aide financière apportée au Chili par les États-Unis et déplore qu'aucune action concrète n'ait été entreprise pour mettre fin à cette assistance. Il qualifie d'ailleurs d'hostiles les actions du Chili envers les firmes américaines. Son amendement prévoit que:

An expropriating country would have to enter an agreement within 6 months committing itself to pay full compensation for the property taken, and would have to carry out the agreement within a reasonable time. The agreement would outline specifically the procedure, as well as the timetable, to be followed in carrying it out. If an agreement were readied and the President found that satisfactory progress were not being made to carry it out, he would be required to suspend assistance until such progress were made¹⁹⁶.

Il précise que sa proposition est cohérente avec la politique américaine en matière d'expropriation. Dominick souligne au passage que l'adoption de l'amendement serait

¹⁹³ Johnson, *op. cit.*, p. xix.

¹⁹⁴ Du nom de Bourke B. Hickenlooper, sénateur républicain de l'Iowa ayant proposé l'amendement. Adoptée en 1962, cette motion est un premier revers pour l'*Alliance for Progress* de Kennedy et préfigure la *Foreign Aid Revolt* de l'année suivante. En effet, l'aide étrangère est de plus en plus contestée depuis la fin des années 1950. En 1963, un certain consensus se forme entre conservateurs et libéraux du Congrès en opposition à ces programmes d'assistance. Johnson, *op. cit.*, p. 93-96.

¹⁹⁵ Voir section 620 du *Foreign Assistance Act* de 1961.

¹⁹⁶ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (8 novembre 1971), p. 39638.

bénéfique pour tous les Américains, étant donné que chacun d'eux sera touché si l'OPIC doit rembourser les firmes privées. Il termine en mentionnant que sa proposition devrait être dissuasive pour le Chili et les pays qui pourraient songer à l'imiter. L'amendement n'est toutefois pas adopté, probablement en raison de sa nature trop contraignante. Le sénateur du Colorado désirait notamment restreindre le pouvoir discrétionnaire du président de ne pas appliquer l'amendement.

L'échec de l'amendement de Dominick ne met pas fin pour autant aux revendications de représailles économiques envers Santiago. Selon John Rarick, l'interdiction de fournir de l'aide étrangère au Chili ne doit pas seulement être appliquée par les États-Unis, mais également par tous leurs alliés. Le 1^{er} décembre 1971, il ne manque pas de dénoncer la décision de la Suède d'accorder de l'assistance au Chili malgré les expropriations de corporations américaines¹⁹⁷.

Néanmoins, c'est le commencement de l'année 1972 qui marque la concrétisation des positions de la Maison-Blanche et du Capitole par rapport aux expropriations. Le 19 janvier, le représentant démocrate du Texas Henry B. Gonzalez prend la parole à la suite de l'énoncé par Nixon de sa politique en réponse aux expropriations. Le même jour, le président avait en effet annoncé sa politique sur l'assistance économique et la sécurité des investissements dans les pays en développement. Dans cet énoncé, indéniablement motivé par la situation chilienne, Nixon questionne la pertinence des expropriations d'intérêts privés et souligne l'importance de fournir une compensation prompte, adéquate et effective. Le manquement d'un État à entreprendre des démarches d'indemnisation des compagnies expropriées remettrait en question l'aide économique américaine et le soutien de Washington dans le cas de prêts demandés aux banques multilatérales de développement¹⁹⁸. Dans son intervention, Gonzalez décrit l'investissement privé comme un moteur essentiel de développement. À son avis, la manière selon laquelle Santiago procède aux expropriations aura sans doute la regrettable conséquence de décourager les investisseurs étrangers. De plus, il croit que les États-Unis ont pour mission de protéger leurs investisseurs. Il dit accueillir favorablement la politique présentée par le chef de l'Exécutif, bien qu'elle comporte quelques lacunes. Son amendement, dont le contenu doit être débattu prochainement en chambre, vient selon lui parer à ces faiblesses. Le représentant du Texas soutient de surcroît que le Congrès se doit d'énoncer sa propre politique afin de venir

¹⁹⁷ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (1^{er} décembre 1971), p. 43929.

¹⁹⁸ Richard Nixon, «Policy Statement, Economic Assistance and Investment Security in Developing Nations», John Woolley et Gerhard Peters, *The American Presidency Project*, University of California, Santa Barbara, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=3385>, consulté le 15 novembre 2014.

en appui aux propos du président: « I believe that it is the duty of Congress to state its own policy, to join with the President and help bring about the goal that he seeks to further, as we all do – the continued orderly development of the countries of the world, for the benefit of all mankind¹⁹⁹. »

Le représentant John Rarick poursuit sa croisade contre l'aide financière à Santiago en s'indignant cette fois-ci de la possibilité d'un prêt de la Banque mondiale (BM) de 5 millions de dollars au Chili pour l'exportation de fruits vers les États-Unis. Il parle d'une étrange relation entre le gouvernement d'Allende et Washington. Il affirme notamment que ce prêt vient en aide au « Chili marxiste » et nuit aux producteurs de fruits américains. Il déplore aussi un prêt de 39,5 millions de dollars prévu par le FMI dans le but de pallier les pertes résultant de la baisse du prix du cuivre chilien causée par la nationalisation des intérêts américains. À son avis, de tels prêts ne font aucun sens en raison de l'économie en faillite du Chili, ce que les dirigeants de la BM et du FMI devraient savoir: « Clearly, those people charged with directing these international funds supported by U.S. dollars are either ignorant of the facts, in which case it is doubtful that they deserve their position, or they blatantly ignore evident facts in an attempt to create world crises, in which case they are actively aiding and abetting the world Communist control mechanism²⁰⁰. » Rarick va donc jusqu'à exiger des institutions internationales qu'elles refusent des prêts au Chili en raison des expropriations subies par les corporations américaines. Il laisse ainsi entendre que puisque les États-Unis financent en grande partie ces institutions, leurs décisions devraient s'aligner sur les intérêts américains.

C'est le Congrès qui est responsable de l'attribution des fonds aux banques multilatérales de développement. Étant donné que les contribuables sont en général moins favorables aux dépenses à l'étranger, la branche législative est traditionnellement réticente à accorder des montants élevés à ces institutions²⁰¹. Cette résistance aux dépenses en matière d'aide extérieure est encore exacerbée par le refus de Santiago de compenser les firmes américaines pour leurs pertes. C'est dans ce sens que va l'amendement proposé par Henry Gonzalez en tant que président du *Subcommittee on International Development Institutions and Finance* et débattu à la Chambre des représentants le 1^{er} février. La proposition de Gonzalez se distingue de l'amendement Hickenlooper en s'appliquant aux institutions financières et banques

¹⁹⁹ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 2^e session (19 janvier 1972), p. 339.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 475.

²⁰¹ Sarah Babb, *Behind the Development Banks: Washington Politics, World Poverty and the Wealth of Nations*, Chicago, University of Chicago Press, 2009, p. 15.

multilatérales de développement, principalement la Banque mondiale et l'*Inter-American Development Bank* (IADB)²⁰², plutôt qu'à l'aide bilatérale. Il stipule que le secrétaire au Trésor²⁰³ doit demander aux représentants américains auprès des institutions concernées de voter contre tous prêts ou utilisation de fonds au bénéfice de pays ayant posé les actions suivantes:

- (1) nationalized or expropriated or seized ownership or control of property owned by any United States citizen or by any corporation, partnership, or association not less than 50 per centum of which is beneficially owned by United States citizens; or
- (2) taken steps to repudiate or nullify existing contracts or agreements with any United States citizen or any corporation, partnership, or association not less than 50 per centum of which is beneficially owned by United States citizen; or
- (3) imposed or enforced discriminatory taxes or other exactions, or restrictive maintenance or operational conditions, or has taken other actions, which have the effect of nationality [sic], expropriating, or otherwise seizing ownership or control of property so owned; unless the Secretary of the Treasury determines that (A) an arrangement for prompt, adequate, and effective compensation has been made, (B) the parties have submitted the dispute to arbitration under the rules of the Convention for the Settlement of Investment Disputes, or (C) good faith negotiations are in progress aimed at providing prompt, adequate and effective compensation under the applicable principles of international law²⁰⁴.

Ces restrictions concernent donc directement le Chili et sont d'ailleurs motivées par les expropriations des mines de cuivre. La motion du représentant du Texas s'applique à l'*Inter-American Bank Act* (IABA) ainsi qu'à l'*International Development Association Act* (IDAA). Elle obtient le soutien de la majorité de la chambre basse, mais puisque les *roll call votes* portent uniquement sur les textes complets de l'IABA et de l'IDAA, les positions individuelles des représentants à son sujet ne sont pas connues. Un vote pour ces projets de loi ne signifie pas un appui aux restrictions de l'aide étrangère en réponse aux expropriations. Le représentant

²⁰² En raison de l'important financement fourni à l'*Inter-American Development Bank*, Washington bénéficie d'un droit de veto sur les votes du fonds pour les opérations spéciales, donc sur les prêts bonifiés. Ainsi, en vertu de l'amendement Gonzalez, le Chili ne pourrait bénéficier de prêt à taux réduits de la part de cette institution. Le droit de veto ne s'applique cependant pas sur tous les prêts individuels de l'IADB ou de la Banque mondiale. Par conséquent, un vote contre un prêt au Chili de la part des représentants américains auprès de ces institutions ne signifie pas automatiquement un refus. Toutefois, les États-Unis demeurent le pays avec la plus grande part de votes au sein des banques multilatérales de développement. De plus, Washington y jouit d'une importante influence, ce qui lui permet d'exercer un ascendant sur les décisions des autres membres votants. *Ibid.*, p. 40.

²⁰³ À la demande du Sénat, la version définitive de l'amendement a évacué toutes les références au secrétaire au Trésor et a plutôt accordé au président la responsabilité de donner les instructions aux représentants américains dans les banques multilatérales de développement.

²⁰⁴ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 2^e session (1 février 1972), p. 2025.

démocrate de New York Herman Badillo mentionne par exemple être contre l'amendement Gonzalez, qui risque d'entrainer une détérioration des relations avec l'Amérique latine. Il vote néanmoins en faveur de l'IABA et de l'IDAA afin d'allouer davantage de fonds aux banques de développement. Au contraire, en tant que détracteur des dépenses fédérales en matière d'aide étrangère, John Rarick s'oppose aux deux projets de loi, même s'ils impliquent des représailles économiques envers le Chili.

Après une conférence entre les deux chambres demandée par le Sénat dans le but de modifier le langage de l'amendement, les changements sont acceptés et le projet de loi est approuvé. Jacob Javits montre pour sa part son désaccord avec la proposition. Son caractère trop rigide est un problème pour le New-Yorkais qui craint qu'il ne rende les relations avec les pays en développement encore plus tendues²⁰⁵. Javits illustre bien ici la tendance des parlementaires libéraux à prôner une attitude conciliante envers Santiago, même lorsqu'ils s'opposent aux actions de son gouvernement. L'amendement entre malgré tout en vigueur le 10 mars 1972. Avec son adoption, l'appareil législatif se joint à l'Exécutif dans sa campagne de pressions économiques déjà enclenchée depuis l'élection d'Allende. Ainsi, les prêts de *l'Inter-American Development Bank* passent de 46 millions en 1970 à 2 millions en 1972 et la Banque mondiale n'accorde aucun nouveau prêt au Chili entre 1970 et 1973. Seul le FMI, qui n'est pas concerné par l'amendement Gonzalez, poursuit des prêts d'environ 90 millions de dollars en 1971 et 1972²⁰⁶.

Le représentant d'Iowa H. R. Gross abonde dans le sens de l'amendement lorsqu'il prend la parole le 24 mars. Un républicain conservateur, Gross est surnommé le « chien de garde du Trésor américain » en raison de son engagement indéfectible à restreindre les dépenses fédérales. Ses positions dans le domaine de la politique étrangère, dont son opposition aux rapprochements avec l'URSS, reflètent son fort sentiment anticomuniste²⁰⁷. Il accuse le gouvernement d'Allende d'avoir volé les compagnies américaines: « The Communist government of Chile lost little time after it came into power in embarking on a course of massive grand larceny, literally stealing the assets of American interests in that country, notably copper companies²⁰⁸. » Il ajoute qu'Allende, qu'il surnomme le dictateur marxiste du Chili,

²⁰⁵ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 2^e session (1^{er} mars 1972), p. 6279.

²⁰⁶ U.S. Congress, Senate, « Covert Actions in Chile 1963-1973 », *loc. cit.*, p. 33.

²⁰⁷ Winston W. Williams, « H. R. Gross is dead, Iowa Congressman », *New York Times*, 24 septembre 1987, p. D23.

²⁰⁸ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 2^e session (24 mars 1972), p. 10152.

comme tout bon communiste, ne comprend que la ligne dure. La solution pour les gouvernements et les banquiers qui doivent faire affaire avec son pays en faillite est donc selon lui « to get tough with him²⁰⁹ ». Il n'est pas étonnant de voir certains parlementaires anticomunistes se porter à la défense des compagnies américaines. En effet, selon Michael Paul Rogin, l'idéologie de la guerre froide fait des corporations privées les alliées de l'« homme libre ». Elles forment le système de libre entreprise qui le protège du communisme²¹⁰. En défendant l'investissement privé, les parlementaires défendent aussi les valeurs américaines, en opposition aux valeurs communistes ou antiaméricaines. Il ne faut pas croire pour autant que ce sont tous les membres du Congrès qui sont en faveur de représailles économiques contre Allende.

Une position dissidente: la demande d'un renouvellement de la diplomatie en Amérique latine

Si une grande partie des membres du Congrès souhaitent punir par des pressions économiques les actions du Chili en matière d'expropriation, le discours des parlementaires ne forme pas un bloc monolithique comme durant les premiers mois de la présidence d'Allende. Malgré la tourmente des nationalisations, des voix dissidentes commencent à se faire entendre à *Capitol Hill* afin de décrier la politique étrangère américaine en Amérique latine. En utilisant le cas du Chili comme principal cheval de bataille, ce groupe de représentants et de sénateurs démocrates demande des réformes de la conduite de la diplomatie dans l'hémisphère occidental.

Les premières critiques de la politique étrangère de l'administration Nixon envers le Chili sont émises après un incident diplomatique qui attire l'attention de certains membres du Congrès au début de l'année 1971. Le 25 février, le président chilien invite le porte-avion américain *Enterprise* à accoster pendant deux jours au port de Valparaiso dans le cadre d'une visite amicale. Allende avait affirmé que les marins américains pourraient ainsi constater la vitalité de la démocratie au Chili²¹¹. Le département de la Défense publie toutefois un

²⁰⁹ *Ibid.*

²¹⁰ Rogin, *op. cit.*, p. 240.

²¹¹ « Carrier's Visit to Chile Is Off », *Washington Post*, 28 février 1971, p. A5.

communiqué 36 heures plus tard pour rejeter l'invitation en citant un conflit d'horaire comme justification²¹².

C'est le démocrate de Californie Robert Leggett qui soulève le sujet le 4 mars. Leggett est un représentant de tendance libérale siégeant sur l'*Armed Services Committee*, un détracteur de la guerre du Vietnam, ainsi que l'un des meneurs de l'opposition au système ABM²¹³. Son intervention se veut une critique acerbe du refus du Pentagone, qu'il qualifie d'« act of highest stupidity²¹⁴ ». Il accuse l'administration Nixon de vouloir créer un autre Cuba. Leggett explique qu'un contexte d'antiaméricanisme se fait sentir à travers l'Amérique latine et que le refus de l'invitation d'Allende, que le Californien voyait comme une démonstration d'amitié, ne peut qu'empirer la situation. Selon lui, la proposition d'Allende a dû lui valoir les critiques des plus radicaux de son parti, mais il croit que le président chilien a pris ce risque dans le but d'entretenir de bonnes relations avec les États-Unis. Leggett condamne le fait que l'*Enterprise* ait visité le Brésil, dont il qualifie le gouvernement de dictature militaire qui utilise la torture, mais ait évité de visiter le Chili qu'il considère comme une démocratie: « In contrast, Chile is a country of long democratic tradition and great political freedom, and the present government was elected by impeccable democratic process²¹⁵. » Il termine son intervention en affirmant que si le Chili devient un autre Cuba, le président Nixon sera à blâmer. Leggett est l'un des premiers à soulever l'incohérence dans la politique étrangère en Amérique latine durant cette période. En effet, dans ce contexte empreint d'antiaméricanisme, les dirigeants en poste à Washington ont tendance à placer l'anticommunisme avant la démocratie dans leur liste de priorités par rapport à cette région du monde. Ainsi, les États-Unis ont soutenu de nombreux régimes militaires afin de s'assurer des appuis dans leur volonté de maintenir leur position hégémonique en Amérique latine. Les membres du Congrès qui jugent le gouvernement de l'*Unidad Popular* comme étant antidémocratique ne semblent pourtant pas s'inquiéter outre mesure des régimes autoritaires présents dans certains États voisins du Chili.

Le 31 mars, Herman Badillo témoigne lui aussi son insatisfaction par rapport à la conduite des affaires étrangères dans l'hémisphère occidental. Le démocrate de New York est élu l'année précédente et devient le premier Portoricain à occuper un siège à la Chambre des

²¹² Benjamin Melles, « U.S. Declines Chile's Invitation for Visit by Warship », *New York Times*, 28 février 1971, p. 3.

²¹³ Johnson, *op. cit.*, p. 158; 250.

²¹⁴ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (4 mars 1971), p. 5156.

²¹⁵ *Ibid.*

représentants. Un partisan de John F. Kennedy, il endosse plusieurs projets à caractère libéral, dont la lutte à la pauvreté et la défense des minorités²¹⁶. Sur le plan international, il s'oppose à l'aide financière aux États qui violent les droits humains²¹⁷. Badillo considère que de nombreux incidents diplomatiques se sont produits en Amérique latine dans les derniers mois, et ce, particulièrement au Chili. Il prend l'exemple de l'*Enterprise*, qu'il qualifie d'« highly embarrassing situation²¹⁸ », pour montrer que l'administration Nixon présente une certaine faiblesse dans la manière dont elle mène sa politique étrangère dans la région. Sans pour autant approuver la position idéologique du gouvernement Allende, il émet une opinion plus nuancée à son sujet que plusieurs de ses collègues: « Our basic disagreement over the philosophy underlying the current regime in Chile should be no excuse for not maintaining cordial and meaningful relations with this sister republic²¹⁹. » Il termine en demandant l'inclusion dans le *Record* d'un article de l'ancien ambassadeur Ralph Dungan qui critique l'annulation de la visite de l'*Enterprise*.

Le sénateur démocrate de l'Indiana Rupert Vance Hartke aborde lui aussi la question des relations entre les États-Unis et leurs voisins du Sud. D'abord en faveur de la guerre du Vietnam, il devient l'une des principales « colombes » à partir de 1965, à la suite d'un séjour effectué dans la région. Le sénateur libéral s'oppose ainsi aux politiques de l'administration Nixon en lien avec le conflit asiatique²²⁰. Le 1^{er} juin 1971, il fait référence à un discours qu'il a prononcé en mars devant l'*Indiana Council of Churches*. Son désarroi par rapport à la direction empruntée par l'administration Nixon est clair lorsqu'il déclare: « In the 3 months since then, my hopes for a more innovative and imaginative policy towards our Latin American neighbors on the part of the Nixon administration have not – to put it mildly – been realized²²¹. » Dans son discours, il déplore le fait que l'Amérique latine se retrouve au bas de la liste des priorités du gouvernement américain en raison de l'importance donnée à la guerre du Vietnam. Il croit que la question de la propriété terrienne est au cœur des problèmes latino-américains et que les États-Unis se doivent donc d'appuyer la mise en place de réformes agraires équitables. Il plaide

²¹⁶ Robert D. McFadden, « Herman Badillo, New York Congressman and a Fixture of City Politics, Dies at 85 », *New York Times*, 4 décembre 2014, B18.

²¹⁷ Larman C. Wilson, « Human Rights in U.S. Foreign Policy: The Rhetoric and the Practice », Ernest J. Wilson, dir., *Diversity and U.S. Foreign Policy: A Reader*, New York, Routledge, 2004, p. 312.

²¹⁸ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (31 mars 1971), p. 8917.

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ Jason Berger, « Hartke, R(upert) Vance », Eleanor W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 282-283.

²²¹ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (1^{er} juin 1971), p. 17357.

aussi en faveur d'une plus grande équité entre le prix des ressources naturelles exportées par l'Amérique latine et les produits manufacturés qu'elle importe.

Hartke critique les liens entre le gouvernement et les corporations américaines qui sont selon lui traitées comme des extensions du département d'État. C'est un thème qui revient constamment chez les tenants d'une nouvelle politique en Amérique latine. Loin d'approuver l'absence de compensation, ces parlementaires soutiennent néanmoins que les relations entre États ne peuvent être définies par les demandes des multinationales. Le sénateur de l'Indiana croit que la vague d'expropriations ne pourra que s'accélérer et nuire au développement économique de la région si aucun changement n'est apporté à la politique américaine. Il cite d'ailleurs quelques exemples de nationalisations, dont celle de l'industrie du cuivre au Chili et déplore qu'au lieu de tenter de les comprendre, elles soient automatiquement qualifiées de communistes: « Change will come, now or later, with or without us. We do no service to the economic development of Latin America or the national interest of the United States when we simply dismiss these changes as being Communist-inspired. We should encourage and promote change which strengthens the autonomy, the economic health, and self-sufficiency of the region²²². » Il termine en soulignant que si les Américains croient vraiment au concept d'autodétermination des peuples, ils devraient appuyer les actions nationalistes qui ont pour but un meilleur partenariat et une plus grande qualité de vie pour les nations de l'hémisphère.

Comme quelques-uns de ses collègues républicains, Herman Badillo critique l'*Export-Import Bank* le 8 septembre, mais pour la raison inverse. En effet, c'est le refus d'un prêt à Santiago pour l'achat d'avions commerciaux qui représente un problème selon le démocrate. L'administration avait assuré vouloir conserver des relations normales avec le Chili, mais cette fâcheuse décision vient à son avis fragiliser cette position: « I am most distressed by this decision and believe it is not only unwarranted and ill conceived but that it also casts very serious doubts over the previously announced desire of this administration to maintain normal relations with Chile²²³. » Il a même écrit au président pour lui témoigner son désaccord ainsi que ses craintes que ce refus n'affecte négativement les relations avec le Chili. Il poursuit d'ailleurs une semaine plus tard et déplore maintenant que cette rebuffade ait mené Santiago à considérer l'achat de ses jets à Moscou. Il croit que la décision de l'administration Nixon a sérieusement nui à l'image et à la crédibilité des États-Unis dans l'hémisphère occidental. Pour

²²² *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (1^{er} juin 1971), p. 17358.

²²³ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (8 septembre 1971), p. 31091.

lui, c'est un mauvais calcul qui ne fait qu'aider ceux qui désirent voir rompues les relations entre les États-Unis et le Chili. Il souligne par la même occasion que le gouvernement d'Allende a montré sa bonne volonté dans certains cas de compensation récents²²⁴.

Le 21 septembre, le sénateur démocrate de l'Idaho Frank Church utilise une série d'articles de Douglas Wilson, un journaliste en mission au Chili, pour effectuer un bilan de la situation là-bas. Élu au Sénat en 1956, Church est connu pour ses positions libérales et comme l'un des plus farouches opposants à la guerre du Vietnam²²⁵. Durant ses 24 années en poste, il a démontré un intérêt marqué pour la politique étrangère. Il s'est en outre illustré par ses vues critiques en matière d'aide étrangère²²⁶. En 1975, il sera nommé président de la commission qui enquêtera entre autres sur les abus de la CIA au Chili. Le rapport, souvent considéré comme sa plus grande contribution, dévoilera d'ailleurs une partie des liens entre les États-Unis et la chute du gouvernement de l'UP²²⁷. Lorsqu'il mentionne Allende pour la première fois, il indique par la même occasion que son gouvernement a été élu démocratiquement. Il souligne le maintien des libertés de parole et de presse ainsi que la vigueur de la tradition démocratique au Chili. Il explique toutefois que l'économie nationale traverse une période difficile et qu'une des plus grandes inquiétudes dans les relations avec les États-Unis concerne la nationalisation du cuivre. S'il dit que le Congrès appuiera sans doute le président dans sa quête d'une compensation adéquate pour les compagnies américaines, il termine son intervention en rapportant les propos du journaliste du *Providence Journal-Bulletin* sur l'importance pour Washington de reconnaître qu'à long terme, il y a des intérêts plus importants que ceux du cuivre²²⁸.

Le sénateur démocrate du Massachusetts Edward M. Kennedy est l'un des principaux détracteurs de la politique américaine au sud du Rio Grande. Après avoir travaillé pour la campagne présidentielle de son frère en 1960, il est élu sénateur du Massachusetts en 1962 et demeurera en poste près de 47 ans. Connu lui aussi pour ses positions libérales, il œuvre au sein de la chambre haute à mettre fin à la guerre froide avec l'Union soviétique. En tant que porte-parole démocrate en matière de politique étrangère, il tente de faire lever l'embargo sur les

²²⁴ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (15 septembre 1971), p. 32040.

²²⁵ Jason Berger, «Church, Frank (Forrester)», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 126.

²²⁶ Il est l'un des porte-paroles libéraux de la révolte de 1963 et continue par la suite de questionner l'efficacité de l'assistance étrangère. Il critique également l'érosion des prérogatives du Congrès dans ce domaine en raison des tentatives d'intervention de l'Exécutif. Voir Johnson, *op. cit.*, p. 136-137.

²²⁷ Marjorie Hunter, « Frank Church of Idaho, Who Served in the Senate for 24 Years, Dies at 59 », *New York Times*, 8 avril 1984, p. 44.

²²⁸ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (21 septembre 1971), p. 32626.

échanges avec Cuba et de normaliser les relations avec la République populaire de Chine, en plus de s'opposer à la guerre du Vietnam²²⁹.

C'est donc sans surprise qu'il se positionne en faveur d'un renouveau des relations avec l'Amérique latine, moins axées sur l'aspect idéologique. Le 6 octobre, il fonde son propos sur la conférence de l'*Inter-American Economic and Social Council* tenue à Panama. La conférence a mis en lumière le fait que les États latino-américains considèrent, légitimement selon lui, être au bas de la liste de priorités de Washington. Kennedy rapporte que ces nations ont déclaré se sentir punies par la mise en œuvre, sans consultation, du Nouveau plan économique²³⁰ de Nixon pour des problèmes de balance de paiement dont ils n'étaient pourtant que très peu responsables. Selon le sénateur démocrate, cet incident est le reflet de la politique étrangère irréfléchie menée en Amérique latine. Il critique particulièrement le refus de l'administration de permettre à l'*Export-Import Bank* de financer la vente d'avions Boeing au Chili, décision considérée par les États latinos comme un affront à leur indépendance. Il dénigre l'attitude américaine envers cette région du monde: « Our attitude toward Latin America has been more than benign neglect. It has been accompanied by heavy handed attempts to indicate our displeasure at the coming to power of a new government in Chile and a low keyed but still evident policy of weighing the commercial interests of private U.S. companies far higher than other aspects of our national interests²³¹. » Cette première intervention illustre bien la position de Kennedy. Il accorde une attention particulière à l'hémisphère occidental et souhaiterait que l'administration Nixon en fasse de même. Il croit en outre que le maintien de bonnes relations avec l'Amérique latine est essentiel et devrait être une plus grande priorité que les intérêts privés.

Le 2 novembre, Frank Church prend à nouveau la parole, cette fois pour faire connaître au Sénat un discours tenu par Edward Kennedy devant le Conseil sur les relations étrangères de Chicago. Faisant référence au cas du Chili, il cite un changement important que Kennedy propose d'apporter: « We should halt the tendency to identify U.S. Government interests with the interests of U.S. private investment²³². » Cette idée est à la base de la critique de la manière

²²⁹ Andrew Eiler, «Kennedy, Edward M(oore)», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 343.

²³⁰ Le *New Economic Plan* annoncé par Nixon le 15 août 1971 prévoyait entre autres la suspension de la convertibilité du dollar en or ainsi que l'imposition d'une surcharge de 10 % sur les importations, nuisant grandement aux économies exportatrices d'Amérique latine.

²³¹ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (6 octobre 1971), p. 35200.

²³² *Congressional Record*, 92^e Congrès, 1^e session (2 novembre 1971), p. 38761.

dont la politique étrangère est menée en Amérique latine. Ces membres du Congrès, bien que généralement en désaccord avec l'absence de compensation prévue par Santiago, croient que les intérêts privés devraient être relégués au second rang, derrière le maintien de relations saines avec l'Amérique latine.

Ce point de vue se retrouve au cœur du discours de Kennedy que Church fait joindre au *Record*. Il montre immédiatement la priorité que représente l'Amérique latine en déclarant: « I have come to speak about our relations with a part of the world which is closer in culture, closer in history, closer in geography and more important to our long-term national interest than Vietnam. I have come to talk about Latin America²³³. » Dans une période où la guerre du Vietnam est au centre de toutes les préoccupations de politique étrangère, une telle déclaration est éloquente. Il poursuit en soulignant que des situations comme celle en lien avec le cuivre au Chili démontrent que Washington a échoué à créer une politique sensible aux changements se déroulant en Amérique latine. Il déplore la négligence dont l'administration Nixon fait preuve envers cette région du monde. À propos de l'élection d'Allende, il croit que l'Exécutif américain aurait dû reconnaître le droit du peuple chilien d'expérimenter le socialisme puisque l'élection avait été démocratique, plutôt que de demeurer ancré dans le carcan de la guerre froide: « But the Administration response was brusque and frigid, colored by its attachment to the ideology of the cold war²³⁴. » Il énumère ensuite tous les faux pas diplomatiques de Washington: le choix de ne pas envoyer de note de félicitations à Allende après son élection, le refus de faire accoster le porte-avion *Enterprise* à Valparaiso, le blocage d'un prêt de la banque *Export-Import* pour l'achat de jets et les tentatives d'aligner les organisations financières multilatérales sur les politiques américaines. Ce dernier affront est particulièrement inadmissible selon Kennedy, puisque ces organisations sont multilatérales justement dans le but de dépolitiser l'aide au développement. C'est donc un changement en profondeur de la politique envers l'Amérique latine qui est prôné par le sénateur du Massachusetts.

Le 16 décembre, le Floridien Dante Fascell intervient à son tour. Dans cet extrait, il est critique envers la manière dont le Chili traite les intérêts américains. Il juge troublant le fait que les compagnies n'aient pas encore été compensées. Il avance aussi que les actions du gouvernement d'Allende ne présagent rien de bon et même qu'il serait facile de conclure que le Chili ne veut pas de bonnes relations avec les États-Unis. De plus, il dit que le Chili « fails to

²³³ *Ibid.*

²³⁴ *Ibid.*, p. 38762.

comprehend the true reasons why the United States should and must be concerned over our investment there and elsewhere in the world²³⁵. » Il croit donc que les inquiétudes des États-Unis par rapport à leur relation avec le Chili sont fondées. Fascell met l'accent sur les conséquences que peut avoir la non-compensation des compagnies de cuivre sur les travailleurs américains, puis soutient que le bien des grandes industries doit être secondaire et qu'il faut surtout protéger la population. Comme plusieurs de ses collègues, il traite en outre du danger des répercussions du cas chilien dans le reste de l'hémisphère.

C'est dans l'attitude qu'il propose d'adopter par rapport au Chili qu'il se rapproche davantage de la position de certains de ses collègues démocrates. Ainsi, même chez les membres du Congrès qui s'opposent aux expropriations, il est possible de constater une division entre les tenants de la ligne dure à employer envers Santiago, soit par des mesures économiques ou diplomatiques, et ceux qui privilégiennent une attitude plus conciliante afin d'éviter que les relations ne se détériorent davantage. Il est clair que Fascell, qui défend pourtant la ligne dure envers Castro, se range dans le second camp. Tout d'abord, on peut constater qu'il ne désire pas couper toute relation avec le Chili, puisqu'il se réjouit de l'échec d'un amendement voulant que le *Peace Corps* se retire du pays. Il affirme par la suite qu'il n'est pas à l'avantage de Washington de chercher la vengeance contre le Chili et suggère plutôt d'adopter une attitude positive: « I believe that we stand to gain much more than temporary relief of our frustration by continuing a correct and firm yet positive policy toward Chile²³⁶. » Il critique d'ailleurs la manière de procéder de l'administration Nixon, qui ne comprend justement pas cet élément positif. Fascell fait la promotion d'une attitude chaleureuse, plutôt que froide, référant ici à la stratégie du président Nixon de maintenir une position « correct but cool » envers le Chili. Le représentant de la Floride croit que les États-Unis devraient faire les premiers pas vers Santiago pour développer une meilleure relation: « I believe that the United States should do more than just react to the Allende government's attitude. We ought to be willing to go at least a little more than half way²³⁷. » Il insiste sur le passé du Chili en tant que démocratie et allié américain ainsi que sur la difficulté d'entretenir de bonnes relations entre nations afin de soutenir son argument sur la nécessité de faire preuve de patience et d'ouverture. Il effectue ensuite un bilan de la situation au Chili afin de montrer qu'elle n'est pas désespérée. Fascell souligne que le gouvernement d'Allende a été élu par le peuple, que la

²³⁵ *Congressional Record*, 92 Congrès, 1^e session (16 décembre 1971), p. 47503.

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ *Ibid.*

démocratie y est encore fonctionnelle, que les Chiliens ont appuyé la nationalisation et que la question des compensations n'est pas encore réglée. Tant que ces faits demeurent inchangés, il maintient que « it would be counterproductive for the United States to embark on a heavy handed policy toward Chile²³⁸. » Il est possible de déduire que l'aspect démocratique du gouvernement d'Allende occupe une importance considérable pour Fascell, puisqu'il s'oppose au contraire à toute forme d'ouverture à l'endroit de Cuba. Plusieurs parlementaires conservateurs considèrent le gouvernement de Santiago comme équivalent à celui de La Havane, mais cela ne semble pas être le cas du démocrate de Floride. Il termine son intervention en déclarant que les deux pays devraient penser en fonction de leurs travailleurs et que leurs problèmes peuvent encore être résolus.

Le 24 janvier 1972, Edward Kennedy poursuit lui aussi sa critique de la conduite de l'Exécutif. Il dénonce l'énoncé politique de Nixon du 19 janvier, selon lequel Washington prévoit adopter une attitude plus dure envers les États expropriant des intérêts américains en leur refusant l'aide étrangère « unless they were taking "reasonable steps" to provide just compensation²³⁹ ». Kennedy qualifie cette politique de « shortsighted », puisque les pays en développement accusent déjà les États-Unis de fonder leurs politiques sur les intérêts privés. Pour lui, la politique étrangère américaine devrait être élaborée indépendamment de la volonté des grandes corporations. Si cette décision a été prise en raison des récents événements au Chili, les autres États d'Amérique latine en seront tout autant irrités étant donné qu'aucun d'entre eux n'apprécie que Washington décide ce qui est dans leur intérêt sans les consulter.

Kennedy déplore encore davantage ce qu'il qualifie de « disturbing change in U.S. policy toward multilateral institutions²⁴⁰ ». C'est que l'annonce du président prévoit que les États-Unis s'opposent également aux prêts de développement demandés par les États fautifs auprès des agences internationales. Cette idée semble pour lui incohérente avec la position préalablement défendue par Nixon: « I find this policy decision particularly disturbing. It implies that multilateral agencies such as the World Bank and the Inter-American Development Bank are tools to wield however we wish. It directly conflicts with the President's previously expressed view that we should be seeking a partnership with other nations in multilateral development

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ Robert B. Semple Jr., « Nixon Announces Tough U.S. Stand on Expropriation », *New York Times*, 20 janvier 1972, p. 1.

²⁴⁰ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 2^e session (24 janvier 1972), p. 873.

efforts²⁴¹. » Sans connaître les positions individuelles des sénateurs par rapport à l'amendement Gonzalez, on peut facilement déduire que Kennedy s'y est opposé. Il est intéressant de noter qu'il fait ajouter un commentaire d'experts de l'Université Rutgers à propos de la situation du Chili. Cet article conclut que l'attitude du gouvernement américain envers Santiago est hostile et va même jusqu'à encourager l'acceptation du concept de bénéfices excessifs avancé par Allende. Ce n'est cependant que le début de la remise en question de la politique étrangère de l'administration Nixon envers le Chili. Des révélations à propos de tentatives d'ingérence de la part d'une multinationale s'opposant aux nationalisations suscitent davantage de questionnements au Congrès par rapport aux actions de l'Exécutif.

Lorsque les multinationales s'en mêlent: l'affaire de l'ITT

Le 21 mars 1972, le journaliste Jack Anderson publie le premier d'une série d'articles sous la colonne *Washington Merry-Go-Round* à propos des actions de l'*International Telephone and Telegraph* (ITT) au Chili. La multinationale étant l'actionnaire majoritaire de *Chilteco*, la compagnie de téléphone chilienne, les nationalisations prévues par l'*Unidad Popular* n'étaient pas vues d'un bon œil par ses dirigeants. Les articles d'Anderson, basés sur des documents confidentiels de l'ITT qu'il a obtenus d'une source anonyme, montrent que la corporation a tenté d'empêcher la confirmation d'Allende à la présidence. Ils mettent en lumière les communications fréquentes entre les dirigeants de l'ITT et la CIA, y compris concernant la volonté d'encourager un coup d'État grâce à des pressions économiques exercées sur le pays²⁴². Ils mentionnent également une offre faite à la Maison-Blanche de fournir du financement jusque dans les sept chiffres pour empêcher la prise de pouvoir d'Allende²⁴³. Les documents d'Anderson suggèrent donc une proximité inquiétante de l'administration avec les dirigeants de la compagnie qui ont facilement pu entrer en communication avec la Maison-Blanche et le département d'État pour soumettre leurs propositions²⁴⁴.

²⁴¹ *Ibid.*

²⁴² Jack Anderson, « Memos Bare ITT Try for Chile Coup », *Washington Post*, 21 mars 1972, p. B13.

²⁴³ Jack Anderson, « ITT Pledged Millions to Stop Allende », *Washington Post*, 22 mars 1972, p. C23.

²⁴⁴ Au moment de la parution des articles sur les actions de l'ITT au Chili, des soupçons de collusion avec la multinationale pèsent déjà sur l'administration Nixon. En effet, quelques semaines auparavant, Jack Anderson avait publié un mémo de la lobbyiste d'ITT Dita Beard. En s'appuyant sur ce document, le journaliste avait accusé le département de la Justice d'avoir réglé une poursuite antitrust contre l'ITT en échange d'une contribution de 400 000\$ au Comité national républicain. Ces allégations remettent même en question la confirmation de Richard Kleindienst comme procureur général des États-Unis. Malgré tout, il entre officiellement en poste après avoir nié devant le Sénat toute interférence de la part de la Maison-Blanche dans cette affaire. Kleindienst devra toutefois démissionner en 1973 dans la foulée du scandale du Watergate et sera condamné pour parjure l'année suivante.

Les allégations d'Anderson sur les tentatives de l'ITT d'influencer le processus électoral chilien sont soulevées pour la première fois au Congrès par John Rarick, le 10 avril. Il y fait référence non pas dans le but de dénoncer l'ITT, mais plutôt de critiquer les articles et discréderiser leur auteur. Il qualifie notamment Jack Anderson de « gossip columnist²⁴⁵ ». Il se demande même si le journaliste a été payé par l'*Unidad Popular* pour sa tentative de compromettre le gouvernement des États-Unis, la CIA et l'ITT. Il faut dire que si les tentatives d'interférence de la multinationale dans les affaires chiliennes ont choqué l'opinion publique aux États-Unis²⁴⁶, la réaction populaire est de bien plus grande ampleur au Chili. *Secret Documents of the ITT*, un livre contenant les mémorandums de la corporation et publié par le gouvernement de l'UP, devient un ouvrage à succès instantanément. De plus, une telle ingérence de la part d'une multinationale dans les affaires internes d'un État souverain permet à Allende de galvaniser les foules avec ses discours d'opposition à l'impérialisme américain²⁴⁷. Selon Rarick, les allégations d'Anderson risquent de mener à la prise de contrôle par Santiago de tous les investissements de l'ITT. Dans ce cas, à travers l'OPIC, les contribuables américains devraient en payer les coûts, ce qui inquiète grandement le démocrate de Louisiane.

La méfiance dont Rarick fait preuve à l'égard des allégations de Jack Anderson n'est cependant pas partagée par tous les membres du Congrès. Le sénateur démocrate de l'Oklahoma Fred Harris ne se questionne pas sur la véracité des informations rapportées par le journaliste d'enquête, mais plutôt sur l'aspect criminel des actions auxquelles elles font référence. Harris est un grand critique de l'administration Nixon. Ses positions assez libérales, malgré son élection dans État plutôt conservateur, se confrontent fréquemment aux idées défendues par le président. Il a notamment dirigé le Comité national démocrate entre 1969 et 1970²⁴⁸.

Le lendemain de l'intervention de Rarick, Harris fait publier dans le *Congressional Record* une lettre qu'il a écrite au procureur général intérimaire afin de savoir si les actions de l'ITT au Chili violent le Code criminel américain. Harris explique dans sa lettre que le ton des

²⁴⁵ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 2^e session (10 avril 1972), p. 12009.

²⁴⁶ La population américaine sera notamment en faveur d'une enquête du Congrès sur le rôle des multinationales aux États-Unis. LeRoy Ashby et Rod Gramer, *Fighting the Odds: The Life of Senator Frank Church*, Washington, Washington State University Press, 1994, p. 417.

²⁴⁷ Mark Feldstein, *Poisoning the Press: Richard Nixon, Jack Anderson and the Rise of Washington's Scandal Culture*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2010, p. 272.

²⁴⁸ Jason Berger, «Harris, Fred R(oy)», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 279.

mémorandum de la compagnie suggère une volonté d'influencer des événements politiques au Chili, alors que le gouvernement des États-Unis avait clairement spécifié désirer demeurer neutre par rapport à la politique interne de ce pays. La corporation aurait alors agi en opposition à une politique diplomatique américaine clairement établie. Le sénateur de l'Oklahoma cite également un document déclarant que l'ITT avait tenté, sans succès, de convaincre d'autres compagnies américaines de lui venir en aide afin de créer le chaos économique. Harris continue, en affirmant qu'une enquête plus poussée pourrait montrer ce que l'ITT prévoyait faire dans l'intention d'abîmer ses propriétés au Chili, considérées comme des propriétés publiques. Le démocrate demande donc de connaître les étapes prévues par le département de la Justice en vue de déterminer si la multinationale a défié la loi ou non.

Les révélations sur l'ITT sont utilisées par certains démocrates afin de critiquer l'administration Nixon en cette année électorale. On remarquera d'ailleurs qu'aucun républicain ne commente l'affaire²⁴⁹. Plus tard dans la même journée, Harris souligne en effet que plusieurs des candidats démocrates à la présidence ont soulevé la question du pouvoir des grandes corporations dans la vie politique américaine. Lui-même dans la course jusqu'en novembre de l'année précédente, il affirme avoir fait de ce sujet un de ses principaux chevaux de bataille. Mentionnant qu'il n'est pas facile pour les électeurs américains d'être au courant du pouvoir des corporations dans la politique américaine, il demande que les documents que Jack Anderson a découverts soient publiés dans le *Record*. Il explique que ces mémorandums montrent que l'ITT a offert de l'argent au gouvernement américain pour que celui-ci adopte la position défendue par la compagnie au Chili. Ils traitent en outre d'ingérence dans les affaires internes d'un État souverain. Harris s'inquiète de l'accès privilégié dont l'ITT bénéficie auprès des plus hauts centres de pouvoirs aux États-Unis et à l'étranger.

Le 18 avril, John Rarick se penche à nouveau sur la question de l'ITT et de l'OPIC. La compagnie américaine réclame 89,6 millions de dollars à l'agence gouvernementale en raison de la confiscation de ses investissements par l'État chilien. Le Louisianais est consterné par tous les fonds que les contribuables américains sont forcés de payer pour l'aide étrangère, le FMI, la Banque Export-Import, la Banque mondiale en plus de devoir garantir des paiements

²⁴⁹ Les articles d'Anderson créent d'importantes tensions entre les membres des deux partis au Congrès. Si les républicains passent sous silence les allégations concernant les actions de l'ITT au Chili, ils nient les liens entre leur parti et la corporation. Ils accusent les démocrates de faire de la politique partisane et d'utiliser des allégations infondées pour discréditer l'administration Nixon en période électorale. Les liens entre l'ITT et l'administration Nixon seront toutefois dévoilés durant le scandale du Watergate.

servant à essuyer les pertes subies par les compagnies américaines à l'étranger. À propos du cas chilien, il déclare que les contribuables américains ont financé l'établissement d'une compagnie de téléphone pour le gouvernement « communiste » du Chili. Il en conclut: « *In actuality, taxpayers are being forced to subsidize communism*²⁵⁰. » De plus, les événements récents viennent à son avis renforcer la théorie des liens entre Jack Anderson et le gouvernement d'Allende, puisque ce dernier a nationalisé les propriétés de l'ITT après les révélations du *Washington Merry-Go-Round*. Selon lui, la solution est d'abolir l'OPIC; les investisseurs à l'étranger devraient être responsables de leurs pertes, comme ils le sont de leurs profits.

Après les réactions initiales, la controverse de l'ITT n'est plus soulevée au Congrès, car les parlementaires sont dans l'attente des audiences du *Subcommittee on Multinational Corporations*. Formée à la demande du *Foreign Relations Committee* afin de vérifier les allégations d'Anderson, cette commission du Sénat est dirigée par Frank Church. La position du sénateur de l'Idaho à la tête de la sous-commission sur l'Amérique latine ainsi que son intérêt marqué par rapport au rôle des entreprises américaines dans cette région du monde ne sont pas étrangers à cette nomination²⁵¹. Trois sénateurs démocrates, Stuart Symington du Missouri, Hubert Humphrey du Minnesota et Edmund Muskie du Maine, ainsi que trois républicains, Jacob Javits de New York, Clifford Case du New Jersey et Charles Percy de l'Illinois, y siègent également. Javits et Humphrey quittent toutefois la commission après seulement quelques mois²⁵². Les audiences sont reportées au mois de février 1973, afin d'éviter d'interférer avec la campagne électorale de 1972²⁵³. C'est que l'objectif de la commission n'est pas seulement de vérifier la culpabilité de l'ITT, mais surtout d'étudier le rôle des multinationales et leur influence sur la politique étrangère américaine²⁵⁴.

C'est le représentant démocrate de l'Ohio Charles Vanik qui ramène la question à l'ordre du jour le 22 mars 1973. Son intervention fait référence à un commentaire de Jack Neal, directeur des relations internationales de l'ITT, affirmant que la compagnie avait offert de contribuer jusqu'à hauteur d'un million de dollars afin d'appuyer n'importe quel plan du gouvernement américain en vue de former une coalition d'opposition à Allende. Selon Vanik,

²⁵⁰ *Congressional Record*, 92^e Congrès, 2^e session (18 avril 1972), p. 13166.

²⁵¹ Ashby et Gramer, *op. cit.*, p. 418.

²⁵² Ils craignent que la commission devienne un cirque médiatique. Ashby et Gramer, *op. cit.*, p. 425.

²⁵³ Kristian Gustafson, *op. cit.*, p. 195.

²⁵⁴ Tagi Sagafi-nejad et John H. Dunnin, *The UN and Transnational Corporations: From Code of Conduct to Global Compact*, Bloomington; Indianapolis, Indiana University Press, 2008, p. 46.

cette déclaration suppose qu'il peut être courant pour les corporations privées de proposer des fonds à la CIA afin de financer des opérations qui favorisent leurs intérêts. Une telle ingérence des entreprises privées dans les décisions du gouvernement est à son avis inacceptable: « If an agency can receive private contributions for specific activities of a public agency or department, the commingling of private resources with the Federal funds of a Government agency contaminates the public purpose of the agency²⁵⁵. » Il propose de légiférer afin d'empêcher toute agence et tout département de recevoir des cadeaux pouvant influencer leurs actions et exige un examen des liens entre les intérêts privés et l'agence de renseignement.

Le 27 mars, le démocrate Robert Kastenmeier se joint aux critiques des actions de l'ITT. Le représentant du Wisconsin est lui aussi consterné par les démarches de la compagnie pour empêcher l'élection démocratique d'un président au Chili. Il n'est toutefois pas surpris, puisque, selon ses dires, les corporations américaines ont manipulé la politique étrangère à leur avantage depuis des générations. Les actions de la multinationale ne sont donc qu'un autre cas d'ingérence parmi tant d'autres: « The ITT incident is but another chapter in this long history of the abuse of corporate power²⁵⁶. »

Quelques jours plus tard, l'OPIC annonce son refus de satisfaire la réclamation d'assurance d'un montant de 92,5 millions de dollars de la part de l'ITT pour l'expropriation de ses propriétés chiliennes. Frank Church attribue cette décision aux audiences tenues par le *Subcommittee on Multinational Corporations*, qu'il préside, puisqu'elles ont selon lui montré que l'ITT a tenté d'interférer dans les élections chiliennes. Il se dit d'ailleurs complètement en accord avec cette décision qui sauvera 100 millions de dollars aux contribuables.

Le sénateur démocrate du Wyoming Gale McGee intervient également à propos de l'ITT. McGee est considéré comme un libéral en ce qui a trait à la scène domestique. En tant qu'internationaliste, il est plus difficile de définir sa position idéologique dans le domaine des affaires étrangères. Il adopte des positions qui peuvent sembler conservatrices et d'autres plus libérales. Ainsi, le démocrate appuie la guerre du Vietnam, considérant que les États-Unis ont une responsabilité en tant que puissance du « monde libre ». Pourtant, contrairement à ses collègues de droite, il est en faveur de généreux programmes d'aide étrangère. En 1975, il préconisera même un rapprochement avec Cuba, afin de renforcer la posture de Washington dans l'hémisphère

²⁵⁵ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (22 mars 1973), p. 9007.

²⁵⁶ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (27 mars 1973), p. 9919.

occidental. La position des États-Unis sur la scène internationale occupe donc plus d'importance pour lui qu'une quelconque appartenance idéologique. Il est en outre président du *Subcommittee on Western Hemisphere Affairs* du *Foreign Relations Committee*²⁵⁷. Le 16 avril, il montre sa désapprobation des actions de l'ITT: « it is apparent [...] that ITT has rendered this Nation a great disservice in its attempts to prevent Chilean President Allende from coming to power²⁵⁸. » Il croit cependant que de se concentrer sur cet incident risque de détourner l'attention de la manière dont la politique étrangère devrait être menée en Amérique latine. Selon lui, l'ITT n'est pas un cas typique; l'ensemble des corporations américaines n'agit pas de cette manière. Il vaudrait donc mieux, à son avis, se concentrer sur une réévaluation des relations avec le monde en développement.

Le 21 juin 1973, le *Subcommittee on Multinational Corporations* dépose son rapport sur l'*International Telephone and Telegraph Company* au Chili entre 1970 et 1971. Après avoir énuméré les différentes actions entreprises par l'ITT contre Allende, la commission soumet ses conclusions. Les dangers d'une intervention dans le processus électoral chilien sont soulevés. Si les membres de la commission affirment comprendre les inquiétudes de la compagnie à propos de ses investissements et encourager la communication de ces préoccupations au gouvernement américain, ils réprouvent néanmoins les tentatives d'influencer la CIA à interférer dans les élections. La commission déplore la décision du président chilien de refuser de compenser les corporations dont les propriétés ont été expropriées, mais n'approuve pas pour autant les démarches entreprises par l'ITT. Elle condamne d'ailleurs ce qu'elle juge comme un changement dans la politique américaine envers le Chili. En effet, les membres de la commission rappellent que le gouvernement avait déclaré considérer les élections chiliennes comme une question domestique dans laquelle Washington ne devait pas s'ingérer. Or, selon les auteurs du rapport, la simple considération de la proposition de l'ITT d'intervenir dans le processus électoral et de créer le chaos économique au Chili représente une dérogation à la politique de non-interférence. Ils croient aussi que les audiences ont remis en question les paroles de Nixon selon lesquelles il était prêt à travailler avec une diversité de gouvernements en Amérique latine et que c'étaient leurs actions, et non leurs structures internes ou leurs systèmes sociaux, qui détermineraient la nature des relations avec les États-Unis. La commission recommande finalement une révision en profondeur par le Congrès du processus

²⁵⁷ «McGee, Gale W(illiam)», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 404.

²⁵⁸ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (16 avril 1973), p. 12458.

décisionnel dans l'autorisation et la conduite des opérations clandestines de la CIA²⁵⁹. Faute de preuves, les auteurs du rapport se sont gardés de porter des accusations directes envers l'administration Nixon. Frank Church n'est pas contre pas aussi prudent avec les médias. Le président de la commission n'hésite pas à déclarer au *Chicago Tribune* que l'Exécutif était sans doute derrière les actions de la CIA²⁶⁰. Pour une enquête plus poussée sur les opérations de l'agence de renseignement au Chili, il faudra néanmoins attendre un événement plus tragique.

Si quelques démocrates de tendance libérale tiennent un discours moins critique d'Allende entre février 1971 et l'été 1973, on peut difficilement conclure que c'est l'attitude qui prédomine au Capitole. Il est clair que les conséquences économiques que risquent d'entraîner les expropriations des compagnies de cuivre se retrouvent au cœur des préoccupations du Congrès. Les sénateurs, tout comme les représentants, prônent le respect des intérêts américains, mais surtout la protection de l'argent des taxes de leurs électeurs. Les représentations du gouvernement d'Allende au sein de l'appareil législatif demeurent donc surtout négatives durant cette période.

Le débat autour des nationalisations fait ressortir la division à *Capitol Hill* quant à l'attitude à privilégier envers le Chili. Le passage de l'amendement Gonzalez montre qu'une majorité de parlementaires sont en faveur de représailles économiques pour répondre au refus de compenser les minières américaines. Malgré tout, des membres du Congrès, dont certains très critiques des expropriations, s'opposent à l'adoption de la ligne dure par rapport au gouvernement de l'UP. On dénote à nouveau la tendance générale qu'ont les parlementaires conservateurs d'encourager la fermeté au contraire des libéraux qui privilégièrent la conciliation. Ainsi, alors qu'un représentant de droite comme John Rarick reproche à l'Exécutif le maintien de l'aide au Chili malgré les expropriations, Edward Kennedy condamne quant à lui le manque d'ouverture manifesté par l'administration Nixon à l'égard de ce pays. Les révélations sur les tentatives d'ingérence de l'ITT dans les affaires chiliennes soulèvent de nouvelles questions par rapport à l'attitude de Washington vis-à-vis de Santiago. C'est toutefois après le coup d'État du 11 septembre 1973 que la conduite de l'administration Nixon envers le Chili est vraiment remise en cause.

²⁵⁹ U.S. Congress, Senate, «The International Telephone and Telegraph Company and Chile 1970-1971 », *Report of the Subcommittee on Multinational Corporations*, Washington D.C., U.S. Government Printing Office, 1973, p. 19-20.

²⁶⁰Ashby et Gramer, *op. cit.*, p. 430.

Chapitre 3

« We have interfered in every way possible »: le débat autour du coup d'État, 1973-1976

Le coup d'État mettant fin à la présidence d'Allende est l'un des événements de l'histoire du Chili qui polarise le plus les opinions. L'abondante littérature sur le sujet en témoigne clairement. La recherche de responsables et les détails du rôle de l'administration Nixon sont au cœur de nombre de ces ouvrages. Le présent chapitre ne traitera donc pas de cette épineuse question déjà amplement développée. L'analyse du coup d'État va au-delà des objectifs de ce mémoire, mais il paraît essentiel d'en rappeler certains aspects afin de comprendre les interventions des parlementaires américains sur le sujet.

Il faut d'abord savoir que, dès la seconde moitié de l'année 1972, le gouvernement d'Allende fait face à une opposition grandissante. Même au sein de la coalition de l'*Unidad Popular*, la cohésion déjà fragile se fait plus difficile. Les visions des deux principaux partis, le parti socialiste considéré plus radical et le parti communiste davantage modéré, deviennent de plus en plus irréconciliables. En raison des difficultés économiques éprouvées par le Chili, le parti communiste est notamment en faveur de concessions aux États-Unis afin d'obtenir un allègement des pressions économiques, ce que les socialistes refusent catégoriquement²⁶¹. L'inflation, le niveau très bas des réserves de change et les pénuries alimentaires rendent la situation encore plus tendue. Au mois d'octobre, une grève des camionneurs de trois semaines, déclenchée après une déclaration du gouvernement prévoyant la nationalisation des transports, assène un coup supplémentaire à l'économie chilienne²⁶². Pour mettre fin à la grève qui paralyse le pays, Allende doit introduire des représentants des forces armées dans son cabinet. Ceux-ci devaient faire partie du gouvernement uniquement jusqu'aux prochaines élections au Congrès, mais cette décision est tout de même considérée comme un changement fondamental dans la politique chilienne et le début de la politisation de l'armée²⁶³.

Les élections parlementaires de mars 1973 doivent donc se dérouler dans ce contexte tendu. Malgré les prédictions, l'UP réussit à obtenir 43,9 % des voix et à gagner deux sièges au

²⁶¹ Harmer, *op. cit.*, p. 181.

²⁶² Gustafson, *op. cit.*, p. 148.

²⁶³ Sigmund, *op. cit.* p. 187.

Sénat ainsi que six à la Chambre des députés. Il faut dire que depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement de l'UP a amélioré les conditions de vie de la partie la plus pauvre, et la plus nombreuse, de la population²⁶⁴. Par ailleurs, la lutte de classes surpassé désormais l'économie dans la liste de priorités des moins nantis²⁶⁵. Malgré une diminution du vote populaire par rapport aux élections municipales de 1971, le résultat demeure meilleur que ce qui était de pressenti dans le contexte économique et politique difficile. Cependant, la surprise électorale ne signifie pas pour autant la fin des embûches pour l'UP. Après tout, plus de la moitié de la population a voté pour la coalition d'opposition, ce qui montre encore une fois la grande polarisation de la société chilienne.

Au fil des mois de 1973, la possibilité de la prise des armes contre le gouvernement se concrétise peu à peu. La situation économique continue de se détériorer: l'inflation galopante est accompagnée d'une diminution de la production industrielle ainsi que de la production agricole et le marché noir prospère²⁶⁶. Une crise est également engendrée par la réforme de l'éducation proposée par l'UP. La création de l'*Escuela Nacional Unificada* (ENU) devait permettre, selon le gouvernement, de remplacer le système d'éducation traditionnel considéré « autoritaire » par un système qui insufflerait les habiletés, concepts, opinions, attitudes et valeurs favorisant le travail collectif²⁶⁷. Cette réforme représente pour l'opposition ainsi que pour l'armée une tentative d'endoctrinement marxiste de la jeunesse. Si le gouvernement recule en raison de la forte opposition populaire, cette proposition aura contribué à exacerber la polarisation politique. De plus, pour la première fois, l'Église et l'armée ont participé à la contestation publique d'une politique gouvernementale²⁶⁸.

Allende sait que la possibilité d'un coup d'État se fait grandissante, mais il refuse d'abandonner la voie démocratique et d'employer la violence²⁶⁹. Il mentionne d'ailleurs le 6 juin qu'une révolte de la droite peut être prévue dans les trois prochains mois²⁷⁰. Une première intervention militaire est tentée le 29 juin, mais échoue grâce aux actions du général Prats, le commandant en chef de l'armée qui est très attaché au respect de la Constitution²⁷¹.

²⁶⁴ Harmer, *op. cit.*, p. 205.

²⁶⁵ Haslam, *op. cit.*, p. 161.

²⁶⁶ Harmer, *op. cit.*, p. 210

²⁶⁷ Haslam, *op. cit.*, p. 165.

²⁶⁸ Sigmund, *op. cit.*, p. 204.

²⁶⁹ Harmer, *op. cit.*, p. 218.

²⁷⁰ Haslam, *op. cit.*, p. 174.

²⁷¹ Collier et Sater, *op. cit.*, p. 354.

Après les événements, Allende fait élaborer un plan de défense de *La Moneda*, le palais présidentiel, en cas d'attaque. Cependant, puisqu'il a confiance en la loyauté d'au moins une partie de l'armée, les forces de résistance prévues sont largement insuffisantes²⁷². Par la suite, la crise ne fait qu'empirer avec une reprise de la grève des camionneurs et des conflits avec le Congrès dominé par l'opposition. Prats finit par démissionner, faisant face à une contestation grandissante en raison de sa fidélité à l'endroit du gouvernement. Deux autres généraux renoncent également à leurs fonctions, ce qui rend la situation encore plus difficile pour Allende, car il ne peut plus compter sur ceux qui avaient repoussé la révolte du 29 juin²⁷³. Quand Augusto Pinochet prend le poste de commandant en chef, les pressions de la part des forces armées pour un renversement du président se font plus fortes. Le 9 septembre, Pinochet, le commandant en chef de l'armée de l'air et celui de la marine s'entendent finalement pour unir leurs forces dans un coup d'État qui aura lieu deux jours plus tard. Vers 14 heures le 11 septembre, après un bombardement du palais présidentiel, les forces armées prennent *La Moneda* où ils découvrent²⁷⁴ le corps inerte d'Allende²⁷⁵. La junte militaire prend alors le contrôle du pays.

Cet événement a pour conséquence de rendre plus positives les représentations d'Allende au Congrès, mais provoque surtout une vague de contestation de la politique menée par Washington envers le Chili. Depuis déjà plusieurs mois, un groupe de démocrates libéraux remettait en question l'attitude de l'administration Nixon envers l'Amérique latine, mais de nombreux parlementaires viennent grossir leurs rangs dans les jours suivant le renversement d'Allende.

²⁷² Harmer, *op. cit.*, p. 271.

²⁷³ Sigmund, *op. cit.*, p. 231-232.

²⁷⁴ Si certains persistent à croire qu'Allende a été assassiné, la théorie du suicide du président est aujourd'hui largement acceptée. Une nouvelle autopsie a été réalisée en 2011 dans le cadre d'une enquête mandatée par la Cour suprême du Chili. Le groupe de scientifiques en est arrivé à la conclusion unanime qu'Allende s'est donné la mort le 11 septembre 1973. Alexei Barrionuevo and Pascale Bonnefoy, « Allende's Death Was a Suicide, an Autopsy Concludes », *New York Times*, 20 juillet 2011, p. A4.

²⁷⁵ Harmer, *op. cit.*, p. 243.

« Whether he was a Marxist or not makes little difference »: la légitimité avant l'idéologie pour les libéraux

C'est l'une des figures dominantes de la contestation de la politique étrangère de l'Exécutif qui est la première à réagir aux actions de l'armée chilienne le 11 septembre. Ted Kennedy dit regarder avec tristesse la violence mettre fin à la tradition de liberté politique, de démocratie et de pouvoir civil qui était au cœur de l'histoire du Chili. Il souligne qu'on doit s'inquiéter de la prise des armes contre un gouvernement élu, peu importe ce qu'inspirent ses politiques: « Regardless whether or not one approved of the policies undertaken by President Allende, he was elected by the people of Chile and one views the action taken today and the violence now underway with great concern²⁷⁶. » Il croit fondamentalement qu'il est toujours préférable de voir un changement de gouvernement se produire par la voie électorale que par les armes. Cette première intervention est assez caractéristique de la manière dont de nombreux démocrates au Congrès traitent d'Allende après le coup d'État. Les parlementaires ne font pas nécessairement l'éloge de l'ancien président, mais choisissent de mettre l'accent sur le fait qu'il ait été élu démocratiquement et que son gouvernement était donc légitime.

Les détails arrivent progressivement dans les heures suivant le coup d'État et certains législateurs se donnent pour mission d'informer leurs collègues à propos de l'évolution de la situation. Le Floridien Dante Fascell décrit à la Chambre des représentants les plus récents développements rapportés par le département d'État. Les dernières nouvelles indiquent que le palais présidentiel est sous attaque et que le gouvernement a été renversé.

Si les réactions initiales au Capitole servent surtout à faire état de la situation à Santiago, les bilans de la politique étrangère américaine envers le Chili ne tardent pas à se manifester. Dès le lendemain du coup d'État, le représentant démocrate du Massachusetts Michael Harrington présente une critique cinglante des actions de l'Exécutif au cours des trois dernières années. Harrington jouera un rôle important dans les révélations sur les opérations de la CIA contre Allende. Élu en 1968, il concentre une grande part de ses interventions en chambre sur l'Amérique latine, région du monde sur laquelle il s'est penché durant ses études. Il s'oppose constamment à la politique étrangère de l'administration Nixon et est considéré comme l'une des rares « colombe » au sein de l'*Armed Services Committee*. En tant que

²⁷⁶ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (11 septembre 1973), p. 29152.

membre du *Subcommittee on Inter-American Affairs*, il s'intéressera au rôle des États-Unis dans les événements du 11 septembre²⁷⁷.

Après avoir dit quelques mots sur l'évolution de la situation au Chili, Harrington explique qu'il est important d'admettre qu'une part de la responsabilité revient à la politique étrangère négative menée par les États-Unis envers le gouvernement d'Allende dès son arrivée au pouvoir:

We have interfered in every way possible with the internal affairs of Chile, in an attempt to undermine, discredit, and ultimately topple the democratically elected government of that nation. We have maintained a hard line, rejecting out of hand the socialist government regardless of its legitimacy in the eyes of its own people, and we have acted solely to protect American business interests, without regard to the effects of such a policy on our relations with Latin American and the rest of the Third World²⁷⁸.

En plus de souligner la légitimité du gouvernement chilien, il dénigre l'ingérence dont Washington a fait preuve, sujet abordé par peu de parlementaires avant le coup d'État. S'il concède que les États-Unis ne sont pas entièrement responsables du renversement militaire, il croit que leurs actions ont fait subir d'énormes pressions à la société chilienne et contribué à la perturber, ce qui a indirectement mené au coup d'État. Il est le premier à souligner que l'aide économique américaine à Santiago a été refusée alors que l'assistance militaire était maintenue, ce qui a renforcé l'armée par rapport au gouvernement. Le Congrès a d'ailleurs donné son assentiment aux restrictions de l'aide humanitaire avec le passage de l'amendement Gonzalez l'année précédente. Avant le coup d'État, les protestations par rapport au maintien de l'assistance militaire étaient surtout émises par des parlementaires conservateurs qui craignaient qu'Allende utilise l'armée afin de s'assurer le contrôle du pays. L'Exécutif américain finançait les forces armées pour renforcer une opposition à l'UP, mais cet objectif caché ne semble pas avoir été décelé par l'appareil législatif avant d'être révélé par les événements du 11 septembre. Harrington demande que des commissions enquêtent sur ce qu'il qualifie d'abus. Il déplore aussi les affronts diplomatiques et les menaces proférées au Chili. Le représentant du Massachusetts se désole qu'avant même l'élection d'Allende, sans attendre de voir les actions qu'il entreprendrait, l'administration Nixon déclarait que son accession au pouvoir signifierait la mise en place d'un régime communiste et donc des problèmes pour Washington. Or, selon le

²⁷⁷ Paula Goulden, « Harrington, Michael J(oseph) », Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 276-277.

²⁷⁸ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (12 septembre 1973), p. 29390.

démocrate, ce sont plutôt les politiques prônées par l'Exécutif, ancrées dans le carcan idéologique de la guerre froide, qui ont entraîné ces problèmes: « With this outmoded cold war response, the U.S. Government proceeded to systematically cut off Chile from the resources of more developed nations and to attempt to isolate it from its Latin American neighbors. This has indeed created "massive problems for the United States" - but ones which are a result of our shortsighted and destructive policy²⁷⁹. »

Il énumère ensuite toutes les actions répréhensibles de l'administration Nixon en commençant par les incidents diplomatiques: l'absence de mot de félicitations suivant l'élection d'Allende, le refus de faire accoster l'*Enterprise* à Valparaiso ainsi qu'un commentaire du directeur des Communications déclarant qu'il sentait que le gouvernement d'Allende ne ferait pas long feu. Ce sont toutefois surtout les actions économiques que Harrington déplore. Les coupures dans l'aide étrangère et la collusion entre la CIA et l'ITT, entre autres, sont citées. Harrington souligne que ce sont les expropriations qui représentaient le principal sujet de conflit entre les deux pays. Il soutient que les nationalisations étaient pourtant dans le droit du Chili et que les corporations américaines avaient retiré beaucoup d'argent des faibles montants qu'elles avaient investis dans ce pays. Il critique même l'OPIC de ne pas avoir dédommagé les compagnies, s'assurant ainsi selon lui qu'aucun nouvel investissement étranger ne soit fait au Chili. Il croit qu'il aurait été à l'avantage des objectifs américains de politique étrangère de laisser tomber la ligne dure afin de sauver les relations avec l'un des rares gouvernements élus démocratiquement de la région. Il termine en souhaitant qu'une politique aussi limitée ne soit pas répétée envers d'autres nations: « I hope the Chile policy, one of intervention in internal affairs for the purpose of destroying a government which does not meet with our approval does not prove a harbinger of future policies toward nations which experiment with democratic socialism. If it does, the consequences to the prestige of the United States will be damaging, and we will find ourselves, rather than our opponents, isolated in this hemisphere²⁸⁰. » Il se distingue ici de certains de ses collègues conservateurs qui ne peuvent concevoir un type de socialisme qui soit démocratique. Harrington effectue une analyse réfléchie des relations entre Washington et Santiago. Il est étonnant de noter que, bien qu'il ait une opinion claire et détaillée sur le sujet, il ne s'est pourtant jamais exprimé sur la politique étrangère américaine envers le Chili durant les trois années au pouvoir d'Allende. Il ne semble pas être opposé à

²⁷⁹ *Ibid.*

²⁸⁰ *Ibid.*, p. 29391.

l'absence de compensation des compagnies de cuivre, alors que l'année précédente, cette décision était décriée par une accablante majorité au Congrès.

Dante Fascell choisit lui aussi de s'exprimer au lendemain du coup d'État. Il annonce le décès d'Allende, qui ne fait selon lui qu'aggraver la situation. Même s'il s'était opposé aux expropriations des intérêts américains au Chili, Fascell a toujours favorisé une attitude d'ouverture envers Santiago. Il mentionne l'inquiétude suscitée par les méthodes employées par Allende en vue de « socialiser » son pays. Malgré cette critique, il décrit tout de même l'homme politique comme quelqu'un méritant le respect: « Nevertheless, Salvador Allende was a formidable figure who commanded the respect of his fellow citizens, including many who opposed him²⁸¹. » Il se dit attristé par les événements, ayant espéré que le Chili arrive à régler ses problèmes de manière pacifique.

Une des répercussions immédiates du coup d'État au Congrès est l'abondance des demandes de formation de commissions d'enquête. Il n'est pas anodin de noter que les événements se déroulent en plein cœur du scandale du Watergate, alors que les membres de l'appareil législatif sont de plus en plus suspicieux des actions de l'Exécutif. Le représentant démocrate du Massachusetts Joe Moakley demande dès le lendemain des événements qu'une commission soit créée afin d'enquêter sur la participation possible des États-Unis dans le renversement et la mort d'Allende. Connu pour ses positions libérales²⁸², Moakley s'intéresse généralement assez peu aux affaires étrangères et préfère se concentrer sur la politique intérieure²⁸³. Les soupçons qui pèsent sur les États-Unis l'amènent néanmoins à aborder les récents événements au Chili. Il souligne n'avoir jamais été enthousiaste par rapport aux politiques de l'ancien président, mais il croit qu'il s'agit ici d'une question morale. À son avis, les événements ont entraîné non seulement la mort d'un chef d'État, mais également celle de la démocratie la plus stable d'Amérique latine. Les offres de l'ITT à la CIA, dont l'objectif était de financer un coup d'État, lui font craindre que des intérêts privés américains aient pu fournir des fonds ayant servi à ces actions. Encore une fois, il semble que la légitimité du

²⁸¹ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (12 septembre 1973), p. 29403.

²⁸² David Stout, « Joe Moakley, Congressman from South Boston, Dies at 74 », *New York Times*, 29 mai 2001, p. C13.

²⁸³ En faisant référence à la période précédant 1989, alors qu'il s'est intéressé aux meurtres de prêtres jésuites au Salvador, il a d'ailleurs déclaré: « my idea of foreign affairs used to be driving from South Boston to East Boston for an Italian Sub. » Mark Robert Schneider, *Joe Moakley's Journey: From South Boston to El Salvador*, Boston, Northeastern University Press, 2013, p. 2.

gouvernement d'Allende surpassé la question idéologique dans les priorités de plusieurs membres du Congrès après l'intervention militaire.

Les parlementaires n'émettent pas tous une opinion aussi tranchée sur le caractère acceptable ou non des événements du 11 septembre. Le démocrate Gale McGee croit qu'il serait précipité de faire des liens entre le coup d'État et les révélations sur l'ITT. De telles conclusions ignoreraient à son avis la tradition constitutionnelle chilienne qui rend le pays très résistant aux interférences dans ses affaires internes. Ayant étudié l'évolution de la polarisation politique au Chili en tant que président du *Subcommittee on Western Hemisphere Affairs*, il affirme que le renversement d'Allende était inévitable: « Therefore, it is my belief that in the absence of any drastic change in domestic policy on the part of the Allende government, the coup of 2 days ago was unalterably charted from the beginning of this year²⁸⁴. » Le sénateur du Wyoming mentionne tout de même que personne ne peut se réjouir du renversement du gouvernement d'Allende. Selon lui, les problèmes qu'il éprouvait n'étaient pas causés par l'idéologie marxiste du président qui n'a jamais pris le dessus sur son attachement à la Constitution chilienne. Il souligne qu'Allende a résisté aux pressions des éléments radicaux d'utiliser la force en vue de consolider son pouvoir. Si McGee qualifie la mort d'Allende de tragédie, il croit que la suite d'événements qui y a mené était également une tragédie. Il ne pense pas non plus que les militaires aient ressenti de satisfaction à exécuter ce coup d'État et même qu'ils l'ont fait avec réticence. Il suggère donc de se garder de juger ce que ces événements réservent à l'avenir du Chili.

Le 17 septembre, Edward Kennedy exprime une fois de plus ses regrets par rapport au renversement par les armes d'un gouvernement démocratique. Après avoir offert ses condoléances aux proches d'Allende, il défend à nouveau l'idée selon laquelle l'idéologie du président a moins d'importance que son respect des institutions démocratiques: « At this moment, whether he was a Marxist or not makes little difference. He believed passionately in his own philosophy and he worked within the democratic system to try to effect programs to carry out that philosophy²⁸⁵. » Bien que Kennedy mentionne que la question d'une possible participation de l'administration Nixon ait été soulevée, il souligne que le président a nié être au courant et ne voit pas de raison d'en douter. Néanmoins, dans le but de mettre fin à tous doutes, il croit qu'un témoignage devant le *Foreign Relations Committee* par Henry Kissinger,

²⁸⁴ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (13 septembre 1973), p. 29574.

²⁸⁵ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (17 septembre 1973), p. 29862.

alors à quelques jours de sa confirmation comme secrétaire d'État, serait de mise. Kennedy rappelle les inquiétudes qu'il avait formulées près de deux ans auparavant par rapport à la politique américaine envers le Chili. Il affirme également que les actions de l'ITT ont sans doute contribué aux difficultés économiques vécues par le gouvernement d'Allende. Finalement, il termine en partageant son souhait pour un réexamen complet de la politique américaine à l'endroit de Santiago.

Pour sa part, le représentant démocrate de New York Edward Koch²⁸⁶ se préoccupe des craintes des citoyens américains. Il est élu en 1968 avec une plateforme mettant l'accent sur son opposition à la guerre du Vietnam. Koch tient des positions libérales dans le domaine de la politique étrangère et est notamment un ardent détracteur des dépenses militaires²⁸⁷. Il mentionne en chambre les inquiétudes que de nombreux électeurs lui ont partagées sur la responsabilité américaine dans les événements du 11 septembre. Même s'il leur a répondu qu'il n'y avait pas de preuves à cet effet, il souligne qu'il n'y en a pas non plus qui démontrent le contraire. Il pense que le peuple américain ne croira pas de simples déclarations de la Maison-Blanche ou de la CIA et que des audiences publiques tenues par une commission du Congrès sont nécessaires. Cette méfiance à l'endroit des propos de l'administration Nixon est une conséquence directe du scandale du Watergate. Koch voit le coup d'État comme dommageable non seulement pour le Chili, mais pour le processus démocratique en général. Il réfute l'idée selon laquelle un marxiste ne peut être à la tête d'un gouvernement démocratique. Les tenants d'idéologies variées composant le gouvernement d'Allende ainsi que son respect de la Constitution le prouvent. Koch montre que l'ancien président était un vrai démocrate: « When he was thwarted in some of his policies, Allende attempted to change certain constitutional provisions through accepted legal routes. When the courts or Congress defeated such attempted changes, he accepted their will, as beffited a lifelong democrat²⁸⁸ ». Il ignore cependant les critiques émises par l'opposition au Congrès chilien lors des derniers mois de la présidence d'Allende lui reprochant de tenter de contourner la Constitution et les ordres de la cour²⁸⁹.

²⁸⁶ Après sa carrière à la Chambre des représentants, il effectuera notamment trois mandats en tant que maire de New York entre 1978 et 1989.

²⁸⁷ Gregory Bush, «Koch, Edward I(rving)», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 364.

²⁸⁸ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (17 septembre 1973), p. 29962.

²⁸⁹ Collier et Sater, *op. cit.*, p. 349.

Koch n'est peut-être pas aux faits des plus récents conflits internes au Chili, mais son but n'est pas de juger des réussites et échecs de l'UP. Pour lui, l'important est que ce gouvernement avait été élu dans la légalité et qu'il a été renversé de manière violente. Une telle action doit être condamnée sans équivoque. Il va jusqu'à qualifier l'intervention de la junte de destruction du système démocratique. S'il concède que ceux qui croyaient qu'un marxiste ne pourrait maintenir la démocratie ont eu raison, ce n'est pas le résultat des actions d'Allende, mais de celles de la droite et des militaires. Pour lui, ce qui fait la grande valeur de l'ancien président, c'est qu'il ait réussi à apporter des réformes de manière non violente et en respectant le processus démocratique. Il craint maintenant que le coup d'État ait pour conséquence de nuire à la confiance en la démocratie et de favoriser les révoltes violentes. Koch est aussi mécontent du long délai que l'administration Nixon a laissé s'écouler avant d'exprimer ses condoléances pour la mort d'Allende. Il reproche également à l'Exécutif de ne toujours pas avoir condamné le coup d'État. Le New-Yorkais termine en avertissant qu'il se pourrait bien que l'influence modérée d'Allende soit bientôt regrettée par ses adversaires. On remarque que l'aspect démocratique du gouvernement de l'*Unidad Popular*, nonobstant son idéologie, est constamment mentionné à la suite de son renversement. Il est clair que les représentations d'Allende au Congrès s'adoucissent après sa mort et l'expression « influence modérée » employée par Koch en est un bon exemple. Si auparavant, il était plus souvent décrit comme un radical, l'ancien président semble maintenant être un démocrate respecté aux yeux de plusieurs parlementaires américains.

L'ancien vice-président et sénateur du parti *Democratic-Farmer-Labor* (DFL)²⁹⁰ du Minnesota Hubert Humphrey choisit lui aussi de commenter les événements au Chili, qu'il considère comme la fin de la tradition démocratique du pays. Après une pause suivant son mandat comme vice-président, Humphrey est à nouveau élu au Sénat en 1970. Durant toute sa carrière à la chambre haute, il se fait le champion du libéralisme et défenseur des pauvres²⁹¹. Il appuie d'abord la guerre du Vietnam en tant que vice-président de Lyndon Johnson, mais il condamne la politique de Nixon à partir de 1971 et demande le retrait des troupes avant la fin de l'année. Il siège sur le *Foreign Relations Committee* et déplore en outre la lenteur des

²⁹⁰ Le *Democratic-Farmer-Labor* est un parti politique du Minnesota. Il est issu de l'union du parti démocrate et du *Farmer-Labor Party* en 1944. Humphrey est d'ailleurs l'un des instigateurs de cette fusion. Le DFL est affilié au parti démocrate américain. Democratic Farmer Labor Party of Minnesota, « Overview and DFL History », *Minnesota DFL*, <https://www.dfl.org/about-our-party/overview-dfl-history/>, consulté le 5 avril 2015.

²⁹¹ Roy Reed, « Unflagging Despite Setbacks, He Championed Liberalism », *New York Times*, 14 janvier 1978, p. 1.

négociations de l'administration avec l'URSS pour le contrôle des armes nucléaires²⁹². Le 18 septembre 1973, le sénateur du Minnesota qualifie de tragique le renversement par l'armée d'un homme politique qui condamnait la violence. S'il avoue avoir été souvent en désaccord avec les politiques d'Allende, il croit qu'il est important de se rappeler que celui-ci a choisi la voie plus difficile de la démocratie plutôt que celle de la violence qui était favorisée par nombre de ses partisans. Humphrey mentionne que peu des politiques d'Allende méritaient le soutien des États-Unis, mais que néanmoins, il aurait fallu en faire plus afin de l'appuyer dans son effort de maintien de la démocratie. Il en profite pour exprimer une critique de l'attitude de l'administration Nixon envers le Chili:

I would hope that this experience has taught us to be more sensitive to the legitimate desire of Latin Americans to have some control over their own economies. I would hope that it has taught us the weakness of a policy which entails giving massive military assistance to a country while hampering its government's effort to develop economically. Finally, I would hope that it has taught us that the "spirit of detente" must be extended to the lesser powers in our own hemisphere as well as to the greater powers in others²⁹³.

Humphrey est le premier à faire mention de la contradiction dont a fait preuve l'administration Nixon en encourageant la détente avec l'Union soviétique et la Chine, mais en refusant la même ouverture à leurs voisins du Sud, en l'occurrence Cuba et le Chili. Il se désole de la perte de l'un des cinq derniers gouvernements civils restant en Amérique latine. Il souligne notamment que peu de marxistes sont aussi dévoués aux principes démocratiques qu'Allende et que Washington aurait dû voir son gouvernement comme une précieuse alternative au marxisme autoritaire. Il croit donc qu'il est important que les États-Unis expriment leurs profonds regrets face au renversement d'un gouvernement élu démocratiquement. Comme Koch, Humphrey, pourtant critique des politiques d'Allende, semble le considérer comme une barrière aux politiciens plus radicaux.

Le sénateur du Montana et chef de la majorité démocrate Mike Mansfield joint sa voix à celle de ses collègues réclamant une commission d'enquête. Durant sa carrière au Sénat, Mansfield tient généralement des positions libérales. À la suite d'un séjour en Asie en 1966, il devient un farouche opposant à la guerre du Vietnam et tente même de convaincre Johnson que la victoire militaire y est impossible. Ses critiques s'amplifient durant la présidence de Nixon et

²⁹² Thomas O'Brien, « Humphrey, Hubert H(oratio) », Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 315-316.

²⁹³ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (18 septembre 1973), p. 30097.

il devient l'un des principaux détracteurs de la politique de l'administration par rapport au conflit. Il prend aussi part à une mission en Chine en 1972 et appuie les rapprochements avec Pékin²⁹⁴. Le 21 septembre, il demande que le rôle des États-Unis dans les événements ayant mené à la prise de pouvoir par la junte militaire chilienne soit examiné. Il dit s'inquiéter des allégations sur la participation de la CIA et de multinationales au coup d'État ainsi que des soupçons concernant des contributions financières du gouvernement pour encourager des grèves au Chili. Mansfield mentionne que ces allégations sont probablement fausses, mais il ajoute que la crédibilité des États-Unis est en jeu et que si les faits ne sont pas rétablis, les relations avec l'Amérique latine risquent d'être difficiles. Il semble que les membres du Congrès réclamant une commission d'enquête demeurent tout de même prudents et évitent d'accuser l'administration Nixon d'une participation dans le coup d'État, tant que les faits n'auront pas été vérifiés.

Le lendemain, le sénateur démocrate du Dakota du Sud James Abourezk²⁹⁵ se désole lui aussi que de tels événements se soient produits dans le pays qui avait la démocratie la plus avancée et stable de l'Amérique du Sud. Connu pour son franc-parler et ses positions libérales²⁹⁶, il s'intéresse dès son arrivée au Sénat à la cessation de l'aide américaine destinée à l'entraînement des corps policiers étrangers²⁹⁷. Abourezk condamne l'attitude de Washington envers le gouvernement d'Allende. Il déplore l'entraînement de militaires chiliens par le gouvernement américain, l'aide militaire à Santiago que Washington a doublée tout en coupant l'assistance financière, les tentatives de l'ITT d'empêcher l'élection d'Allende ainsi que les pressions économiques exercées par les États-Unis. Puisque Washington ne peut, selon ses dires, se dissocier du coup d'État, il offre un plaidoyer en faveur des demandes d'asile de la part d'habitants du Chili. Abourezk se joint à plusieurs de ses collègues en affirmant que peu importe les opinions sur les politiques d'Allende, son renversement par la force est inacceptable: « Whether or not we agreed with Allende's policies is now irrelevant. He was chosen by constitutional means and overthrown by unconstitutional force and violence²⁹⁸. »

²⁹⁴ Jason Berger, « Mansfield, Mike (Michael) (Joseph) », Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 422.

²⁹⁵ James Abourezk est le premier Arabe-Américain à siéger à la chambre haute.

²⁹⁶ Marjorie Hunter, « An Outspoken Senate Outsider: James George Abourezk », *New York Times*, 29 septembre 1977, p. 98.

²⁹⁷ Jack Nelson, « Abourezk Fights to End Aid to Foreign Police », *Washington Post*, 22 septembre 1974, p. F1.

²⁹⁸ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (22 septembre 1973), p. 30952.

Il semble que le sujet du Chili soit sur toutes les lèvres au Congrès dans les jours et semaines suivant le 11 septembre. C'est cependant surtout la défense des droits humains qui occupe l'esprit des parlementaires en raison de la prise de pouvoir de la junte militaire. Nous ne nous attarderons pas sur les démarches entreprises par les membres du Congrès pour s'assurer du respect des droits de l'homme sous Pinochet. Il importe toutefois de noter que cette question est au cœur des préoccupations à *Capitol Hill* après le coup d'État. Les soupçons qui pèsent sur les États-Unis à propos d'une possible participation au renversement d'Allende ainsi que l'attitude négative adoptée par Washington envers son gouvernement motivent sans doute les parlementaires à défendre les intérêts du peuple chilien. De plus, les critiques de la junte amènent fréquemment les élus à traiter du gouvernement de l'*Unidad Popular* dans un but de comparaison.

Le 26 septembre, le sénateur démocrate de l'Illinois Adlai Stevenson III²⁹⁹, un opposant à la guerre du Vietnam³⁰⁰, prend justement la parole afin de décrier les actions des forces armées et d'encourager le gouvernement américain à défendre les droits et libertés du peuple chilien. Il se désole aussi du renversement d'un gouvernement constitutionnel par une junte militaire qu'il considère comme illégitime. Il va même jusqu'à dire que le gouvernement de l'*Unidad Popular* avait entrepris ce qu'il qualifie d'« extraordinary social experiment³⁰¹ ». Stevenson souligne que des citoyens américains ont tenté de nuire au gouvernement d'Allende et critique le fait que les politiques aient eu tendance à reléguer l'intérêt national au second rang, derrière la protection des intérêts commerciaux au Chili. Il déplore lui aussi le maintien de l'aide militaire alors que d'autres types d'assistance étaient refusés à Santiago. Sans être nécessairement impliqués dans le coup d'État, les États-Unis ne peuvent s'en dissocier puisqu'ils ont contribué à déstabiliser le gouvernement de l'*Unidad Popular*: « Our protestations of non-involvement in the coup are suspect and exaggerated. I trust the United States was not directly involved in the coup. But it was involved in undermining Allende³⁰². » Il croit donc que le *Senate Foreign Relations Committee* devrait rendre public le témoignage de Charles Meyer, le secrétaire d'État adjoint aux Affaires interaméricaines, afin de clarifier le rôle de Washington dans les événements.

²⁹⁹ Il est le fils d'Adlai Stevenson II, ancien gouverneur de l'Illinois et ambassadeur à l'ONU défait aux élections présidentielles de 1952 et 1956.

³⁰⁰ William Barry Furlong, « The Adlai III Brand of politics », *New York Times*, 22 février 1970, p. 90

³⁰¹ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (26 septembre 1973), p. 31689.

³⁰² *Ibid.*

Le lendemain, le sénateur William Fulbright utilise son temps de parole pour effectuer une revue de la situation au Chili depuis 1964, afin de comprendre les événements récents qu'il décrit comme une tragédie. S'il déplore une partie des politiques de l'administration Nixon, son intervention vise surtout à soulever des questionnements. Fulbright relate les développements des dernières années sur la scène politique: l'élection d'Allende, les actions de l'ITT pour l'empêcher de prendre le pouvoir, les difficultés économiques, dont certaines causées par les politiques de l'UP, la diminution drastique de l'assistance économique américaine ainsi que les pressions de l'armée sur le gouvernement de Santiago. Fulbright croit que les extrémistes, de gauche comme de droite, ont rendu la tâche impossible aux modérés, dont Allende faisait partie. Le sénateur de l'Arkansas souligne que les États-Unis doivent retenir certaines leçons du coup d'État. La première fait référence à l'affaire de l'ITT: «First, if you are caught in enough lies, nobody is going to believe you even when you are telling the truth³⁰³. » Il veut dire ici que puisqu'il a été démontré que la compagnie américaine avait comploté contre Allende, personne ne veut croire que les États-Unis ne sont pas directement impliqués dans le coup d'État. Comme plusieurs de ses collègues, Fulbright remarque que Washington a refusé d'accorder de l'aide économique à Santiago, alors que des crédits étaient fournis pour l'achat d'équipement militaire. S'il considère que l'assistance militaire n'était pas très importante, elle a néanmoins aidé à renverser un gouvernement élu démocratiquement que les États-Unis n'appréciaient pas, ce qui n'aide certainement pas leur crédibilité. Il termine en abordant la question de la réaction du public au coup d'État. Le *Foreign Relations Committee*, qu'il préside, a reçu des milliers de télégrammes, lettres et appels qui sont unanimes; tous désapprouvent le coup d'État et suspectent une participation américaine. La situation au Chili semble revêtir une importance particulière pour le peuple américain³⁰⁴; Fulbright croit donc qu'il faut prendre ces préoccupations en considération. Il est clair que la réaction de l'opinion publique au renversement d'Allende et les soupçons pesant sur l'administration Nixon encouragent encore davantage les parlementaires à intervenir sur le sujet et à tenter de faire la lumière sur les événements.

³⁰³ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (27 septembre 1973), p. 31776.

³⁰⁴ La consultation des sondages de la firme Gallup n'a pas permis d'obtenir de données précises sur la réaction de l'opinion publique américaine aux événements du 11 septembre. Les nombreux commentaires reçus par le *Foreign Relations Committee* laissent croire, néanmoins, que la population s'intéresse à la situation. De plus, Margaret Power explique qu'un important mouvement de solidarité envers le peuple chilien s'est mis en branle aux États-Unis, à la suite du renversement d'Allende. Elle souligne notamment l'apport non négligeable des sénateurs Kennedy et Church qui ont instruit les citoyens américains en dénonçant le coup d'État. Voir Margaret Power, «The U.S. Movement in Solidarity with Chile in the 1970s», *Latin American Perspectives*, 36, 6 (novembre 2009), p. 46-66.

Edward Kennedy est sans doute le principal défenseur des droits du peuple chilien au Congrès. Il intervient fréquemment à ce sujet et propose plusieurs projets de loi afin de venir en aide à la population. Comme nombre de ses collègues qui s'intéressent à cette question, il s'appuie sur le rôle du gouvernement américain dans les difficultés du Chili afin de justifier les efforts qui doivent être déployés pour protéger la population du pays. C'est ce qu'il fait le 2 octobre lorsqu'il propose un amendement au *Foreign Assistance Act* refusant toute aide à Santiago tant que le respect des droits humains n'y est pas assuré. Il mentionne les découvertes du *Subcommittee on Multinational Corporations* sur les tentatives de la CIA et de l'ITT d'empêcher l'élection d'Allende. Il souligne également les difficultés économiques imposées par Washington sur le Chili, qui ont certainement contribué à mener au coup d'État: « These policies clearly produced additional severe pressures on the Allende regime and contributed to an unknown degree to the cascading economic difficulties that set the stage for the recent military coup³⁰⁵. » Le sénateur du Massachusetts affirme donc que le gouvernement américain doit reconnaître qu'il a une certaine responsabilité à venir en aide aux citoyens chiliens.

L'aspect démocratique du gouvernement d'Allende est constamment souligné à la suite des événements ayant mené à sa mort, alors que c'était plus rarement le cas auparavant. Le démocrate de New York Benjamin Rosenthal, un représentant libéral et détracteur de la guerre du Vietnam³⁰⁶, ne fait pas exception. Il commence son intervention du 2 octobre en se désolant que l'un des derniers gouvernements libres d'Amérique latine, élu de manière constitutionnelle, ait disparu de façon violente lorsque l'armée a renversé le gouvernement d'Allende. À ce moment, poursuit-il, une dictature militaire a remplacé un gouvernement démocratique. Si certains de ses collègues, bien qu'ils condamnent le coup d'État, mentionnent les erreurs de l'*Unidad Popular*, Rosenthal semble pour sa part respecter ses politiques: « The Allende government had attempted to introduce democratic social reforms and redistribute the resources of the nation more equitably among the people³⁰⁷. » Ce sont plutôt les tentatives d'interférence des multinationales que le New-Yorkais déplore. Il rappelle la volonté de l'ITT de fournir des fonds pour empêcher Allende de prendre le pouvoir, ce qui crée selon lui des doutes par rapport au rôle des grands industriels dans le renversement de ce gouvernement élu librement.

³⁰⁵ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (2 octobre 1973), p. 32571.

³⁰⁶ « Benjamin Rosenthal, Congressman from Queens for 2 Decades, Dies », *New York Times*, 5 janvier 1983, p. D21.

³⁰⁷ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (2 octobre 1973), p. 32617.

Tous les opposants au coup d'État ne regardent toutefois pas de manière aussi favorable la présidence d'Allende. Le 3 octobre, le représentant démocrate de Californie Robert Leggett dénonce les autodafés de livres organisés par la junte. Cependant, lorsqu'il se penche sur les causes de la prise de pouvoir par l'armée, la responsabilité semble tomber sur Allende et son incompétence:

It is plain that Salvador Allende was not a competent politician or administrator. During his administration, inflation ran over 300 percent, farm production plummeted 40 percent, and strikes and shutdowns plunged the nation into ever-deeper chaos. While Allende supporters will blame this on his political enemies, I don't think this excuse washes in Chile any better than it does here. When one is chief executive, only results count. The failure to win over or outmaneuver your opponents – playing by the rules, of course – is no more excusable than any other failure³⁰⁸.

Selon lui, c'est donc sur Allende que repose la faute de ne pas avoir réussi à éviter le coup d'État. Leggett est la preuve que les détracteurs des politiques de l'administration Nixon envers le Chili ne croient pas tous qu'Allende était irréprochable pour autant. En effet, il est l'un des premiers à avoir condamné la rigidité des politiques de l'Exécutif américain à l'endroit du gouvernement élu de Santiago. S'il n'approuve pas le bilan de l'ancien président, il mentionne tout de même le maintien de la démocratie sous sa gouverne et condamne sans détour la prise de pouvoir par la junte. Il souligne également à de multiples reprises que l'*Unidad Popular* avait été élue librement et qu'elle formait le gouvernement légitime du Chili. Son renversement par les armes est selon lui inacceptable, il demande donc que l'aide militaire à Santiago soit interrompue³⁰⁹.

Le 9 octobre, Edward Kennedy revient sur la question de l'assistance économique en comparant l'attitude de l'administration Nixon envers le gouvernement de l'*Unidad Popular* et celui de la junte militaire. Lui qui s'oppose à ce que les États-Unis accordent des fonds au régime Pinochet, il est ébahi d'apprendre que pour la première fois depuis l'élection d'Allende, le gouvernement américain a approuvé des crédits de la *Commodity Credit Corporation* destinés à l'achat de blé. Il déplore que le même type d'aide ait été refusé à Santiago quand son gouvernement était pourtant démocratique: « But it would be difficult to understand why, when

³⁰⁸ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (3 octobre 1973), p. 32924.

³⁰⁹ Après le coup d'État, Santiago se retrouve au cinquième rang mondial en termes d'achat d'équipement militaire américain. Cette situation perdurera jusqu'à l'été 1976, lorsque le Congrès votera la fin de l'aide militaire au Chili pour des raisons humanitaires. Tanya Harmer, «Fractious Allies: Chile, the United States and the Cold War, 1973-1976», *Diplomatic History*, 37, 1 (janvier 2013), p. 110.

a democratically elected regime was in power that the food problems were not sufficiently important to justify extension of a 3-year \$24 million credit but as soon as a military government took control, that the situation reached the point of emergency³¹⁰. »

Le représentant démocrate de New York Herman Badillo intervient lui aussi, le 13 octobre, pour condamner les actions de la junte depuis son arrivée au pouvoir. Il commence toutefois son discours en mentionnant que le monde a regardé avec tristesse et consternation ce qu'il décrit comme le renversement tragique et sanglant de Salvador Allende. Il souligne que plusieurs de ses politiques, dont la nationalisation de diverses industries, n'étaient pas si différentes de celles de son prédécesseur Eduardo Frei. Il croit même que les réformes mises en place par Allende étaient nécessaires: « Dr. Allende and his advisers seemed to be trying to make an honest effort to effect needed, democratic social reforms and to achieve a more equitable distribution of wealth and resources among the people³¹¹. » Si certains de ses projets ne furent pas des réussites, Badillo soutient que la faute revient en grande partie à l'opposition des militaires, aux interventions des multinationales et au refus du gouvernement américain de mettre en place une politique positive et coopérative envers le Chili. Auparavant, même lorsque des membres du Congrès demandaient plus d'ouverture envers Santiago, ils étaient très rarement favorables aux politiques d'Allende. Depuis le coup d'État, plus de parlementaires se manifestent afin de saluer la noblesse de ses objectifs.

Le 31 octobre, le représentant démocrate de la Californie Thomas Rees dénonce quant à lui la politique étrangère de l'administration Nixon au sud du Rio Grande. Il la qualifie dès le départ de négative et destructrice. C'est à son avis une politique caractérisée par une amitié envers les dictatures de droite qui protègent les intérêts commerciaux américains. Il va jusqu'à parler de dévotion servile envers les industriels américains en Amérique latine, même lorsque ceux-ci ne respectent pas les lois du pays hôte. Les corporations américaines peuvent donc manipuler cette politique inflexible lorsqu'ils sont en désaccord avec les gouvernements des États où ils investissent. Les événements « tragiques » au Chili en sont l'exemple le plus flagrant selon lui. Rees critique les pressions économiques américaines depuis l'élection d'Allende:

³¹⁰ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (9 octobre 1973), p. 33272.

³¹¹ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (12 octobre 1973), p. 34031.

From the time of the election of Marxist Salvadore[sic] Allende until the recent military takeover of this once free country, the United States, by its inaction, by its negative approach, aided in the ruin of Chile's economy. Consistently we refused them loans from the Export-Import Bank. Consistently we were able to veto loans from the World Bank and the Inter-American Development Bank. We were uncooperative toward efforts to restructure Chile's external debt³¹².

Il se demande si la politique américaine était motivée par l'expropriation des mines de cuivre, mais souligne qu'on ne peut blâmer Allende, puisque cette réforme a été votée à l'unanimité par le Congrès. Rees ne croit pas que le gouvernement de l'*Unidad Popular* était sans faille. Il admet que le Chili traversait de grandes difficultés et que ses dirigeants ont mal géré l'économie. Néanmoins, ils avaient été choisis par le peuple et étaient donc les détenteurs légitimes du pouvoir. Le démocrate ajoute que les élus qu'il a pu rencontrer voulaient réellement aider leur pays. Comme d'autres de ses collègues, il souligne le caractère inconséquent de la politique d'ouverture envers l'URSS communiste, mais de fermeture envers un gouvernement de gauche en Amérique latine: « And, if the United States had only been half as cooperative toward Chile as we have been toward the Soviet Union in recent years, the tragedy of economic chaos and military takeover might not have occurred. How, on the one hand can we burden our own citizens with a bill running into the hundreds of millions of dollars for the Soviet wheat deal, and, at the same time, shut off Chile the way we did³¹³? »

Le représentant libéral³¹⁴ du DFL du Minnesota Donald Fraser se joint au rang des membres du Congrès qui croient que la possible participation des États-Unis dans le coup d'État doit encourager le gouvernement à défendre les droits des Chiliens: « In the atmosphere of international suspicion concerning the U.S. role in the coup in Chile, it is particularly important for this country to make strong representations on behalf of the rights of the political prisoners³¹⁵. » Selon lui, les démocraties élues sont encouragées par l'administration Nixon seulement si elles sont en accord avec les États-Unis. Il prend l'exemple du Brésil, qui reçoit de l'aide bien que ce soit l'économie la plus riche d'Amérique latine et qu'il soit dirigé par une « dictature répressive de droite ». Il déplore également les crédits accordés au Chili pour l'achat de blé maintenant que les pays est dirigé par une junte militaire. Il craint que le coup d'État n'amène les partis socialistes et marxistes du monde à rejeter la voie électorale étant donné que le premier « gouvernement marxiste » élu a été renversé par les armes. Cette inquiétude d'une

³¹² *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (31 octobre 1973), p. 35568.

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ Austin C. Wehrwein, « Fraser Wins Easily in Minneapolis », *Washington Post*, 12 septembre 1979, p. A21.

³¹⁵ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (20 septembre 1973), p. 30722.

radicalisation des partis de gauche du reste du globe est partagée par de nombreux parlementaires américains qui déplorent le renversement d'Allende.

Dans les mois suivants, ce sont les conditions de vie des Chiliens qui préoccupent surtout les membres du Congrès. Le 1^{er} août 1974, Michael Harrington appelle, comme plusieurs de ses collègues, à une cessation de l'assistance militaire à la junte en soulignant que peu d'appuis financiers ont été fournis au Chili durant la présidence d'Allende. Pour Harrington, l'aide accordée au régime Pinochet démontre que les États-Unis accueillent favorablement le coup d'État. Il critique la politique de réduction de l'assistance à l'*Unidad Popular* qui a, selon lui, contribué à la chute du gouvernement élu démocratiquement. La tentative d'isoler économiquement Santiago fait dire à Harrington que les États-Unis ont une part des responsabilités dans la situation actuelle du Chili³¹⁶.

Il est évident que le coup d'État amène des représentations plus positives d'Allende au Congrès et, par la même occasion, des critiques de la politique de l'administration Nixon à son égard. On remarque que tous les membres du Congrès qui tiennent ce type de discours plus favorables envers le gouvernement récemment renversé sont des démocrates, généralement de tendance libérale. Plusieurs facteurs semblent influencer cette attitude plus compréhensive des démocrates libéraux envers le gouvernement de l'*Unidad Popular*. Son renversement dans la violence, la mise en place d'un régime militaire répressif ainsi que les soupçons qui pèsent sur le rôle de l'administration Nixon dans les événements motivent les parlementaires, non seulement à parler de l'ancien président en des termes plus positifs, mais également à consacrer davantage de temps de parole au sujet du Chili. Si l'on constate que la situation dans ce pays occupe une place plus importante dans les deux chambres, l'appareil législatif n'est toutefois pas unanime dans son interprétation de la situation.

³¹⁶ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 2^e session (1^{er} août 1974), p. 26446-26448.



« Allende was the puppet of the Communist leaders in Moscow and Havana »: la persistance du discours anticomuniste

Les marques d'appui envers le gouvernement de l'UP se font plus nombreuses à la suite du coup d'État, mais le discours anticomuniste ne disparaît pas du Capitole pour autant. La vague de sympathie envers Allende ne semble d'ailleurs pas toucher le sénateur Lawton Chiles. Le démocrate de Floride se décrit lui-même comme un « conservateur progressiste » et place fréquemment la volonté de ses électeurs devant l'intérêt national³¹⁷. Pour cette raison, comme d'autres parlementaires de Floride, il s'intéresse à la situation cubaine et maintient des positions anticastristes³¹⁸. Chiles considère le coup d'État regrettable en raison de la tradition constitutionnelle du Chili. Mais il déplore également la mort d'Allende puisqu'elle lui épargnera d'avoir à répondre des échecs de ses politiques: « The coup is regrettable also because it did not allow the Marxist government of Salvador Allende to complete its term and be held accountable for its failure as a viable means of meeting Chile's problems. If Allende had been able to serve his entire term, his record and his responsibility would have been clear. He and his supporters could have been held more fully accountable for the economic chaos and political disarray they were causing³¹⁹. » Le sénateur de Floride croit que, dans le cas où il aurait été complété, le mandat de l'*Unidad Popular* aurait servi à discréditer le marxisme comme option politique. Il se désole que maintenant, les échecs d'Allende puissent être attribués aux actions de l'opposition.

À propos de la possible participation des États-Unis, Chiles se permet d'en douter. Selon lui, les pressions internes étaient assez fortes au Chili pour que le gouvernement soit renversé sans aide extérieure. Il laisse entendre que comme à l'habitude, les États-Unis seraient jugés responsables, qu'ils aient participé au coup ou pas. L'affaire de l'ITT ne faisant qu'empirer les choses, il croit qu'il est important que les États-Unis s'abstiennent d'intervenir au Chili et observent le retour à la démocratie. Il souligne néanmoins l'importance de se préoccuper du respect des droits de l'homme pour tous les Chiliens.

Si Lawton Chiles est en total désaccord avec les politiques de l'*Unidad Popular*, il condamne néanmoins la rupture de l'ordre constitutionnel entraînée par le coup d'État. Si l'on

³¹⁷ Edward Cowan, « Leading the Democrats on Washington's Budget Battlefield », *New York Times*, 20 février 1983, p. F6.

³¹⁸ Stuart Auerbach, « Colleagues Tell of Chiles "Martyrdom" on Bill », *Washington Post*, 18 juillet 1987, p.D2.

³¹⁹ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (20 septembre 1973), p. 30907.

se fie à son intervention du 21 septembre, John Rarick ne semble pas partager cette préoccupation. Le républicain de Louisiane, qui qualifie le renversement d'Allende de révolution, est en fait préoccupé par les critiques envers les actions de la junte. Elles prouvent selon lui que, pour certains, les révoltes doivent être ciblées que contre les non-communistes. À son avis, l'insatisfaction par rapport à la « révolution » chilienne provient du fait que c'est le « bon côté » qui a gagné.

Rarick explique que les actions de la junte ont été prises dans un but d'autodéfense et de préservation de la souveraineté nationale et poursuit avec des allégations sur la volonté d'Allende d'établir une dictature marxiste par les armes. Comme certains démocrates, il est déçu du silence des dirigeants américains. Toutefois, alors que ses collègues souhaitaient que l'administration Nixon condamne le coup d'État, Rarick critique plutôt l'absence de félicitations pour ce qu'il qualifie de libération chilienne: « But the most astounding reaction to the Chilean liberation has been the silence and pussyfooting by the leadership of the United States. Certainly every thinking American who understands the criminal conspiracy known as communism should be thankful and proud that the Chilean people themselves overthrew a corrupt system which is alien and foreign to the American hemisphere³²⁰. » Ironiquement, Rarick a toujours fait fi du choix des électeurs chiliens de porter au pouvoir l'*Unidad Popular*, mais considère par contre les actions entreprises par l'armée comme une décision émanant du peuple. Il fait également référence au fait que, peu de temps avant le coup d'État, le Congrès chilien avait demandé aux militaires au sein du cabinet d'Allende de faire respecter la Constitution³²¹. La violence et le terrorisme des groupes extrémistes de droite comme de gauche ont motivé cette demande³²². Il est clair que l'opposition était très critique du gouvernement à l'approche du coup d'État. Elle lui reprochait entre autres son utilisation trop fréquente des vides juridiques (*resquicios legales*) pour contourner les tribunaux. Toutefois, il semble qu'elle désirait davantage une solution démocratique, qui permettrait de bloquer les actions de l'*Unidad Popular*, qu'une intervention militaire contre le gouvernement³²³. On ne peut nier que la majorité de l'opposition désirait le départ d'Allende³²⁴. Cependant, il certain

³²⁰ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (21 septembre 1973), p. 30948.

³²¹ Collier et Sater, *op. cit.*, p. 356.

³²² Brian Loveman, *Chile: The Legacy of Hispanic Capitalism*, 3^e édition, New York, Oxford University Press, 2001 (1979), p. 257.

³²³ Sigmund, *op. cit.*, p. 273.

³²⁴ Loveman, *op. cit.*, p. 267.

qu'en exigeant le respect de la Constitution, les parlementaires chiliens ne souhaitaient pas l'instauration d'une dictature militaire et la suspension du Congrès³²⁵.

Pourtant, alors que la plupart de ses collègues interprètent le coup d'État comme un bris de l'ordre constitutionnel, Rarick y voit plutôt une tentative de maintenir cet ordre: « I salute the freedom-seeking Chilean people and their leaders in these hours of great trial and torment as they strive desperately to maintain their government and system to that of a constitutional republic³²⁶. » Rarick montre donc encore une fois qu'il associe automatiquement la gauche à la dictature. Ainsi, un régime militaire de droite est pour lui davantage garant de démocratie qu'un gouvernement élu dirigé par un marxiste.

Après son arrivée au pouvoir, la junte met rapidement en marche une campagne de propagande destinée à convaincre qu'Allende se préparait à mettre fin à la démocratie au Chili. Le plan Z, un supposé complot du gouvernement pour assassiner les dirigeants militaires et les opposants, devait instaurer une dictature communiste³²⁷. Des membres du Congrès, dont le républicain du Michigan Robert J. Huber, se laissent convaincre par ces allégations. Le 9 octobre, le représentant aux positions conservatrices³²⁸ admet qu'il est regrettable que le « régime socialiste » n'ait pas été évincé par la voie électorale, mais que certains faits portent à croire que l'opposition devait agir rapidement. Il avance même que sans l'intervention de l'armée, il n'y aurait peut-être plus jamais eu d'élections libres au Chili. Huber poursuit en affirmant que le président était en voie de museler tous les médias d'opposition et que des groupes de guérillas tentaient de mettre un terme aux autres formes de contestation. Il suggère à ses collègues la lecture d'un article de Richard Pearson du *Washington Post* détaillant les plans des révolutionnaires de gauche, dans le but de fournir un portrait plus équilibré de la situation.

Alors que plusieurs démocrates encouragent l'acceptation rapide des demandes d'asile en provenance du Chili, les parlementaires anticomunistes ne sont pas du même avis. Le représentant de l'Indiana Earl Landgrebe, un républicain conservateur qui maintient son soutien

³²⁵ *Ibid.*, p. 261.

³²⁶ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (21 septembre 1973), p. 30948.

³²⁷ Loveman, *op. cit.*, p. 261.

³²⁸ Huber n'a occupé son siège de représentant que durant deux ans, peu d'informations sont donc disponibles à son sujet. Les résultats compilés par Poole et Rosenthal sur l'idéologie des membres du Congrès entre 1937 et 2002 montrent cependant que les positions d'Huber lors des *roll call votes* font de lui un conservateur. Alors que 3055 parlementaires sont considérés plus libéraux que lui, seulement 264 sont plus conservateurs.

à l'endroit de Nixon durant tout le scandale du Watergate³²⁹, regrette que les partisans d'Allende puissent se réfugier aux États-Unis. Lors de son intervention du 2 novembre, il qualifie le coup d'État de révolte anticomuniste et associe la vie au Chili sous Allende à l'esclavage: « The recent anti-Communist revolt in Chile has aroused a torrent of criticism from those who believe slavery is not slavery if accepted³³⁰. » Le fait que le gouvernement de l'UP ait été élu par le peuple ne le rend donc aucunement plus acceptable à ses yeux. Ignorant la diminution drastique de l'aide économique américaine, il affirme qu'Allende a réussi à mener à la ruine l'économie chilienne, malgré l'aide des États-Unis et de l'Union soviétique. Landgrebe mentionne également les allégations selon lesquelles le gouvernement prévoyait prendre les armes contre son peuple. À son avis, c'était à prévoir, puisque c'est une étape que tous les États socialistes doivent franchir. Il va même jusqu'à dire qu'il est justifié pour la junte de rendre la vie difficile aux « gauchistes ». Le 22 décembre, le représentant républicain de l'Arizona John Conlan, un conservateur³³¹, abonde dans le même sens lorsqu'il déclare que le coup d'État a été appuyé par la grande majorité des Chiliens. Ce n'est pas étonnant selon lui, puisque l'économie était en ruine, qu'Allende avait le contrôle sur les biens de consommation, un contrôle idéologique sur l'éducation et qu'il attaquait le Congrès ainsi que les cours de justice. De plus, l'emprise prétendue de Cuba et de l'Union soviétique sur le gouvernement de l'*Unidad Popular* était connue de la population: « They knew that Allende was the puppet of the Communist leaders in Moscow and Havana. They believed revolution was inevitable, and welcomed it when it came as the only remaining chance to stop the Soviet Union and Cuba from seizing power entirely³³². »

Les membres du Congrès plus conservateurs sont donc toujours aussi rapides à faire des liens entre Santiago et Moscou et à voir Allende comme un simple pantin du Kremlin. Les rapports entre les deux États étaient pourtant surtout économiques et, même dans ce domaine, l'appui n'était pas inconditionnel³³³. Les dirigeants de l'Union soviétique ne voulaient pas risquer de mettre la détente en péril en s'impliquant trop dans la situation chilienne et de toute

³²⁹ Richard Pearson, « Ex-Rep. Earl Landgrebe Dies; Championed Nixon in 1974 », *Washington Post*, 1^{er} juillet 1986, p. B6.

³³⁰ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (2 novembre 1973), p. 35859.

³³¹ Grace Lichtenstein, « Arizona Republicans Select Steiger, Slain Reporter's Friend, for Senate », *New York Times*, 9 septembre 1976, p. 33.

³³² *Congressional Record*, 93^e Congrès, 1^e session (22 décembre 1973), p. 43463.

³³³ Par exemple, lorsqu'Allende demande l'aide économique de Moscou en décembre 1972, il peine à l'obtenir. Les technologies soviétiques ne conviennent pas aux conditions chiliennes et l'URSS est autosuffisante en cuivre, ce qui fait qu'il est difficile de trouver un terrain d'entente. Moscou finit par approuver 45 millions de dollars en crédits, montant considérablement inférieur à ce que le Chili avait demandé. Jonathan Haslam, *op. cit.*, p. 153-154.

façon, ils ne croyaient pas qu'Allende demeurerait au pouvoir très longtemps³³⁴. De plus, pour ce qui est de Cuba, Tanya Harmer soutient que les relations entre La Havane et Santiago étaient beaucoup plus respectueuses que ce qui est souvent avancé. Malgré d'intenses désaccords sur la manière d'amener le socialisme au Chili, Castro savait que c'était Allende qui détenait les commandes et respectait ses décisions³³⁵.

Le 25 février 1974, John Rarick revient sur la situation du Chili. Il commence en déclarant qu'après trois ans au pouvoir, le peuple a rejeté le « président communiste Salvador Allende et son régime marxiste ». Ainsi, les militaires responsables du coup d'État représentent la volonté populaire selon lui. Il poursuit son discours démagogique associant Allende à la gauche radicale, en affirmant entre autres que celui-ci avait choisi le suicide pour éviter de devoir répondre à ses « supérieurs communistes »: « Unwilling to answer to his Communist masters for his failure, Allende committed suicide with a gun given to him by Fidel Castro, whom he had sought to replace as the most celebrated Communist in the Americas³³⁶. » Rarick a toujours nié la possibilité qu'un État gouverné par la gauche soit libre, et ses propos continuent à aller en ce sens. En effet, il croit que l'échec de l'*Unidad Popular* a montré qu'une nation libre n'acceptera pas d'échanger sa liberté pour le communisme. Paradoxalement, il considère donc que la transition par la violence d'un gouvernement élu démocratiquement à une dictature militaire constitue une libération du peuple. Il poursuit son intervention en énumérant toutes les difficultés économiques entraînées selon lui par les politiques d'Allende. Il mentionne également le supposé plan de prise de contrôle du pays par le président et ses partisans. Il termine en soulignant toutes les mesures économiques positives prises par la junte, mais en ignorant les atteintes aux libertés de leurs citoyens.

Alors que certains membres libéraux du Congrès se consacrent à la défense des droits humains au Chili, d'autres comme Rarick priorisent la revitalisation de l'économie du pays. La crise économique est un argument qui revient souvent pour justifier les actions de la junte, qui semblent encore plus acceptables quand des signes de reprise se manifestent. Lorsqu'il prend la parole le 28 février 1974, Robert Huber souligne d'ailleurs les lacunes du gouvernement d'Allende en matière économique: « Whatever one thought of Allende's politics, I do not think anyone would characterize him as an outstanding economist. Prior to his downfall, everyone

³³⁴ Brands, *op. cit.*, p. 150-151.

³³⁵ Harmer, *Allende's Chile and the Inter-American Cold War*, *op. cit.*, p. 55.

³³⁶ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 2^e session (25 février 1974), p. 4149.

was agreed that Chile was rushing headlong into bankruptcy³³⁷. » Il se réjouit toutefois que la junte soit en train de remettre le Chili sur la voie d'une économie florissante.

James M. Collins, un républicain conservateur et opposant aux augmentations des dépenses fédérales à l'exception du budget militaire³³⁸, utilise quant à lui l'expérience du Chili comme preuve que le système américain de libre entreprise est supérieur aux autres alternatives. Pour ce faire, lors de son intervention du 5 mars, le représentant du Texas décrit la détérioration de l'économie du pays durant les trois années d'Allende au pouvoir. S'il mentionne les problèmes entraînés par les diverses nationalisations, il ignore l'impact des pressions exercées par Washington et de la diminution de l'aide extérieure.

Le 21 mars, le représentant républicain de l'Ohio John Ashbrook veut pour sa part défaire le mythe entourant Allende depuis son décès. Très conservateur, Ashbrook est décrit comme le porte-parole de la droite traditionaliste du parti républicain. Il participe notamment à la fondation de l'*American Conservative Union*, un lobby conservateur qu'il préside entre 1966 et 1971³³⁹. D'abord un partisan de Nixon, il devient vite insatisfait de ses politiques. Il s'oppose à la détente avec l'Union soviétique et condamne les rapprochements avec la Chine communiste³⁴⁰. Il se lance même dans la course à la présidence pour mettre fin à la « dangereuse dérive vers la gauche » de l'administration³⁴¹. Comme plusieurs anticomunistes au Congrès, il considère que les médias américains participent à une campagne de propagande pour faire d'Allende un héros. Ashbrook souligne que l'ancien chef d'État voulait imposer ses idées marxistes sur le pays, malgré l'opposition de la majorité des citoyens et de la Cour suprême. Il parle d'une tentative par les critiques de la junte, depuis les événements du 11 septembre, de transformer Allende en martyr en ignorant les grandes quantités d'armes de contrebande ainsi que les nombreux révolutionnaires en provenance de nations communistes arrivés à Santiago peu de temps auparavant³⁴².

³³⁷ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 2^e session (28 février 1974), p. 4831.

³³⁸ « Ex. Rep. James Collins, Texas Republican, Dies », *Washington Post*, 23 juillet 1989, p. B4.

³³⁹ John D'Emilio, «Ashbrook, John M(ilan)», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 29.

³⁴⁰ William G. Blair, « Rep. John M. Ashbrook of Ohio Dies at Age of 53 », *New York Times*, 25 avril 1982, p. 44.

³⁴¹ John D'Emilio, « Ashbrook, John M(ilan) », *op. cit.*, p. 30.

³⁴² L'influence cubaine a été exagérée par les opposants de l'UP. Cependant, même si les quantités exactes demeurent inconnues, il est vrai que La Havane a fourni des armes ainsi que des combattants à la gauche chilienne afin de défendre le gouvernement dans l'éventualité d'un coup d'État. Le jour de son renversement, Allende aurait toutefois refusé l'appui des Cubains, considérant que le conflit devait être réglé par le peuple chilien. Harmer, *op. cit.*, p. 233-234; 241.

Cette volonté de défaire le mythe autour d'Allende est partagée par le sénateur républicain de Caroline du Nord Jesse Helms. Élu en 1972, Helms est l'un des membres les plus conservateurs du Sénat durant son premier mandat. Il vote entre autres contre la réduction du nombre de soldats américains à l'étranger et l'aide extérieure. En tant que partisan de la guerre du Vietnam, le républicain s'oppose en 1973 à la démarche du Congrès pour couper tous les fonds destinés au combat au Cambodge et au Laos³⁴³. Son intervention du 7 mai fait référence à la tenue d'une conférence de la *World Anti-Communist League* (WACL)³⁴⁴ qu'il a présidée. Il appuie ses propos sur le discours d'un sénateur chilien favorable au coup d'État. Helms qualifie les actions de l'armée de « revolution for freedom from the Communist tyranny³⁴⁵ ». Pour lui, il est clair que le peuple chilien a renversé une dictature et regagné la liberté le 11 septembre 1973.

La tenue, au mois de juillet, de la *National Legislative Conference on Chile* par le parti communiste américain amène certains membres du Congrès à revenir sur la présidence d'Allende. John Ashbrook veut attirer l'attention sur les liens entre l'Union soviétique, le communisme international et l'ancien président: « As any competent observer could readily see, Allende's government represented nothing less than an extension of Communist power in the Western Hemisphere. Allende himself, while professing only to be a Marxist, was in fact a member of the World Peace Council, one of the most important of the Soviet-controlled international Communist front organizations³⁴⁶. » Il insiste sur le fait que toutes les preuves permettent de croire que les communistes chiliens se préparaient à prendre le contrôle total du pays et à mettre fin à toute opposition.

Son collègue en chambre, le représentant démocrate du Missouri Richard Ichord, est lui aussi consterné par la tenue de cette conférence. Fervent anticommuniste aux positions conservatrices, Ichord préside le *House Internal Security Committee*. Cette commission de la

³⁴³ Glenn Speer, «Helms, Jesse A.», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 292-293.

³⁴⁴ Fondée en 1966, la WACL est une organisation internationale formée de nombreuses divisions nationales et régionales unies dans la volonté d'encourager l'effondrement du communisme. La première conférence est tenue à Taipei en 1967. La ligue s'oppose à tout mouvement politique n'acceptant pas l'idée selon laquelle le communisme représente une menace au monde libre qu'il est nécessaire d'éradiquer par la lutte armée. Ainsi, la WACL s'oppose non seulement aux organisations communistes, mais également à des mouvements comme celui des non-alignés ou encore au mouvement ouvrier. Pierre Abramovici, «The World Anti-Communist League: Origins, Structure and Activities», Luc Van Dongen *et al.*, *Transnational Anti-Communism and the Cold War: Agents, Activities and Networks*, New York, Palgrave Macmillan, 2014, p. 120-123

³⁴⁵ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 2^e session (7 mai 1974), p. 13510.

³⁴⁶ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 2^e session (11 juillet 1974), p. 22985.

Chambre des représentants, sous le nom *House Un-American Activities Committee* (HUAC) jusqu'en 1969, enquête sur les activités subversives aux États-Unis. Ichord craint la diffusion du communisme aux États-Unis comme à l'étranger, ce qui lui attire souvent des accusations de provoquer des « chasses aux sorcières ». Il utilise notamment sa position à la tête de la commission pour discréditer le mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam³⁴⁷. Le 11 juillet, il qualifie de propagande les propos décrivant le renversement d'Allende comme un dur coup porté à la démocratie. Selon lui, l'UP était en voie de détruire l'économie ainsi que la vie politique de son pays. Il fait également référence au Plan Z, constamment mentionné par les parlementaires plus conservateurs pour justifier les actions de la junte. Ichord souligne que c'est entre autres la découverte de ce plan qui a poussé les généraux à mettre en marche le coup. En consultant des documents de la CIA, il apparaît que dès la parution du Livre blanc contenant les détails du Plan Z, l'agence a estimé que ce complot avait été inventé par la junte dans une volonté de désinformation³⁴⁸. Néanmoins, des membres du Congrès voient ces allégations comme un argument valable à la prise des armes contre l'*Unidad Popular*, sans se questionner sur leur fondement.

Le 15 juillet, à la suite d'audiences tenues par le *House Internal Security Committee*, John Ashbrook revient lui aussi sur la supposée volonté d'Allende de prendre le contrôle du pays par les armes. Le républicain montre son admiration à l'endroit des militaires chiliens qui ont « sauvé le pays de l'emprise communiste »:

Allende's "private paramilitary forces" sometimes referred to as his "parallel army", which was well trained and well equipped both militarily and ideologically, was poised to strike against the proud and tough Chilean military regulars in late September of 1973. But the final phase of Allende's Marxist adventure-in-revolution never came to pass because Chile's alert armed forces, acting on sound intelligence, and supported overwhelmingly by Chileans of all ranks, delivered its counter-coup in mid-September thereby snatching Chile back from the ranks of the Communist camp to her natural home in the bosom of the free world community of nations³⁴⁹.

Même en ignorant que le supposé plan d'attaque contre l'armée était une invention des généraux pour faire accepter leurs actions, le discours d'Ashbrook demeure démagogique. Il

³⁴⁷ Clifford J. Levy, « Ex-Rep. Richard Ichord, 66, Dies; Led Un-American Activities Panel », *New York Times*, 26 décembre 1992, p. 10.

³⁴⁸ U.S. Central Intelligence Agency, « CIA Activities in Chile », *General Reports*, 2000, <https://www.cia.gov/library/reports/general-reports-1/chile/#1>, consulté le 20 février 2015.

³⁴⁹ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 2^e session (15 juillet 1974), p. 23284.

affirme avec certitude que les Chiliens de tout horizon appuyaient le coup d'État, alors que l'*Unidad Popular* avait amélioré ses résultats aux dernières élections parlementaires et détenait encore une forte base militante. Il y avait sans aucun doute un mouvement d'opposition grandissant envers Allende, mais le représentant de l'Ohio ne s'appuie sur aucune donnée fiable lorsqu'il assure que l'écrasante majorité de la population était en accord avec l'emploi des armes contre son gouvernement. Il est d'ailleurs ironique que les éléments plus anticomunistes du Congrès invoquent constamment la volonté du peuple chilien de renverser Allende, alors que tout au long de son mandat, ils n'ont accordé aucune importance au choix effectué par les citoyens de le porter au pouvoir. De plus, il semble incohérent d'impliquer que l'instauration d'une dictature militaire pour remplacer un gouvernement élu puisse être interprétée comme le retour de ce pays dans « la communauté des nations du monde libre ». Or pour un fervent anticomuniste comme Ashbrook, une dictature militaire de droite est davantage garante de liberté qu'un gouvernement élu de gauche. Il va même jusqu'à qualifier la junte de « freedom forces » ayant empêché le bain de sang qu'aurait créé la guerre civile « voulue par Allende ». Il choisit ainsi de passer sous silence les rapports à propos de la torture et des meurtres commis par le régime Pinochet.

Malgré le décès d'Allende et le renversement de son gouvernement par les armes, la rhétorique anticomuniste est toujours employée par ses détracteurs pour le diaboliser. Plusieurs d'entre eux nient la possibilité d'une intervention américaine dans les affaires chiliennes, mais des révélations sur les actions de la CIA viendront ébranler ces certitudes.

Révélations sur la CIA au Chili: le Congrès en quête de réponses

Même si l'administration Nixon prend fin au mois d'août 1974 avec la démission du président, les membres du Congrès continuent de s'intéresser aux événements entourant le renversement d'Allende et à la possible participation du gouvernement américain. Des révélations à l'automne 1974 ravivent d'ailleurs l'intérêt des parlementaires à ce sujet. En septembre, des articles de journaux laissent entendre que certains témoins auraient menti au *Subcommittee on Multinational Corporations* et qu'environ 11 millions de dollars auraient été utilisés pour des actions secrètes contre Allende. Ces fonds, autorisés par le *40 Committee*³⁵⁰, auraient été employés pour empêcher son élection et déstabiliser son gouvernement par la

³⁵⁰ Le *40 Committee* est un comité exécutif chargé de réviser et d'approuver les opérations secrètes américaines.

suite³⁵¹. Les articles, basés sur le témoignage confidentiel³⁵² du directeur de la CIA William Colby devant le *House Armed Services Special Subcommittee on Intelligence*, détaillent les différentes manières dont les fonds auraient été dépensés, soit dans le financement des opposants et dans des « efforts de déstabilisation ». Quelques jours après leur parution, le président Ford admet que la CIA a tenu des opérations secrètes au Chili, ce que l'administration Nixon avait toujours nié. Sans surprise, de telles révélations font réagir les parlementaires.

Le 17 septembre, le représentant démocrate du Massachusetts Robert Drinan réagit au commentaire de la veille du président Ford. Un prêtre jésuite aux positions libérales, il est élu à la Chambre en 1970 en tant qu'opposant à la guerre du Vietnam. Il est en outre un défenseur des droits de l'homme mondialement reconnu³⁵³. Drinan se dit consterné par les révélations selon lesquelles les États-Unis ont contribué à déstabiliser le gouvernement d'Allende: « I share the dismay of all Members of Congress and all citizens of this country at the admission by President Ford of covert activities by the CIA in Chile³⁵⁴. » Il déplore cette intervention dans les affaires internes d'une nation souveraine. Alors qu'avec les nationalisations de l'industrie du cuivre, plusieurs membres du Congrès utilisaient l'argument du non-respect du droit international pour critiquer Allende, c'est maintenant l'administration Nixon qui est attaquée à ce sujet. En effet, Drinan souligne qu'une telle ingérence contrevient au droit international, ainsi qu'au préambule de la charte des Nations Unies.

Au Sénat, le démocrate libéral de l'Iowa Harold Hughes fait écho aux propos de son collègue de la Chambre. Un des opposants à la guerre du Vietnam les plus populaires au sein du Congrès, il critique aussi la politique de défense de l'administration Nixon. Il est notamment un des meneurs de la protestation contre le déploiement du système de missile antibalistique³⁵⁵. Hughes croit que les révélations sur les actions de la CIA soulèvent de sérieuses questions à propos des politiques américaines. Il ne comprend pas qu'il ait été jugé approprié d'interférer

³⁵¹ Laurence Stern, «CIA Role in Chile Revealed: Anti-Allende Funding Put at \$11 Million», *Washington Post*, 8 septembre 1974, p. A1.

³⁵² Cette affaire fait grand bruit au Congrès, puisque la fuite provient de la Chambre des représentants. Michael Harrington avait demandé d'obtenir ces documents confidentiels, mais il avait dû s'engager à ne pas les partager, pas même au sein du Capitole. Outré par ce qu'il découvre, le représentant du Massachusetts transmet néanmoins l'information à certains présidents de commissions, afin qu'ils enquêtent sur la question. Avec cette diffusion des documents, les médias finissent par les obtenir, ce qui vaut certaines critiques à Harrington. Johnson, *op. cit.*, p. 217-218.

³⁵³ « Rev. Robert F. Drinan, Antiwar Congressman, Dies at 86 », *New York Times*, 29 janvier 2007, p. A17.

³⁵⁴ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 2^e session (17 septembre 1974), p. 31324.

³⁵⁵ Jason Berger, « Hughes, Harold Everett »), Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 312-313.

dans les affaires internes du Chili et se demande si les conséquences de ces actions, soit un bain de sang et la répression d'un régime militaire, ont mené à des changements dans les politiques américaines.

Le 19 septembre, Herman Badillo déplore lui aussi les activités secrètes de la CIA au Chili. Il ne voit aucune raison valable pour les États-Unis de tenter de nuire à un gouvernement élu: « While it is no secret that the CIA has engaged in similar activities throughout its 27-year existence, I believe there is simply no justification for the United States to actively work to undermine – and in the process bring about the downfall – of a freely elected government in any nation³⁵⁶. » Il rejette la tentative du président de défendre ces actions en mentionnant que les nations communistes dépensent des montants encore plus importants pour financer ce type d'activités. Pour le New-Yorkais, une démocratie ne peut se permettre de participer à des opérations clandestines. Il souligne que de telles actions nuiront sans doute aux relations des États-Unis avec l'Amérique latine en général. Badillo désire que les détails des actions américaines au Chili soient enquêtés.

Le 23 septembre Robert Drinan revient sur les révélations à propos de la CIA. Il condamne l'hypocrisie de l'Exécutif américain qui tente de déstabiliser un gouvernement étranger élu tout en encourageant le principe d'autodétermination des peuples. Il souligne également l'ironie de soutenir une dictature répressive au nom de la défense de la liberté.

Si Drinan croyait que tous les citoyens américains partageraient sa consternation par rapport aux révélations sur le rôle de la CIA au Chili, il est détrompé assez rapidement par le sénateur républicain de la Caroline du Sud, Strom Thurmond³⁵⁷. Un allié de Nixon même durant le Watergate, Thurmond est en faveur d'une position de force en termes de défense nationale et un féroce opposant au régime Castro³⁵⁸. Le 30 septembre, il fait ajouter un éditorial au *Record* pour justifier les actions de la CIA. L'article du *Washington Star-News*, intitulé *The CIA's Chilean Connection*, suggère qu'Allende aurait pu mettre fin à la démocratie au Chili si la junte militaire ne l'avait pas arrêté. Thurmond laisse entendre que l'agence de renseignement

³⁵⁶ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 2^e session (19 septembre 1974), p. 31987.

³⁵⁷ D'abord un démocrate, Thurmond se joint aux républicains en 1964 pour montrer son opposition aux *Civil Rights Act* et au penchant libéral du parti de Lyndon Johnson. Il tente par la suite de faire élire Barry Goldwater à la tête du pays. Thurmond avait lui-même été candidat à la présidence américaine en 1948, sous la bannière du *States' Rights Democratic Party*. « Thurmond to Bolt Democrats Today », *New York Times*, 16 septembre 1964, p. 1.

³⁵⁸ Thomas Leonard, «Thurmond, Strom», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 636.

avait raison de s'intéresser aux affaires chiliennes sous Allende. Il croit que les États-Unis se doivent d'utiliser leur influence « within the bounds of political limits³⁵⁹ » et que des actions positives peuvent influencer les événements dans d'autres nations. Il ne précise toutefois pas ce qu'il entend par « limites politiques » ou encore ce que sont ces « actions positives », mais il semble que les activités clandestines de la CIA en fassent partie.

Il n'en demeure pas moins que la mise en lumière des opérations secrètes de l'agence de renseignement au Chili choque profondément plusieurs membres du Congrès. La frustration émanant des actions de la CIA et du secret dans lequel elles ont été conduites amène James Abourezk à proposer un amendement drastique au *Foreign Assistance Act* le 2 octobre. Qualifiant de répugnantes les révélations sur la déstabilisation du gouvernement d'Allende, le sénateur du Dakota du Sud demande la fin des activités clandestines de la CIA. Il mentionne d'ailleurs que Santiago ne posait absolument aucune menace aux États-Unis, ce qui rend encore plus discutable la pertinence d'une intervention dans ce pays. Frank Church donne son appui partiel à la démarche d'Abourezk. En effet, le sénateur de l'Idaho vote en faveur de l'amendement, mais il souligne qu'il le fait seulement en sachant qu'il ne sera pas adopté. Sa position est justifiée par sa désapprobation de la participation américaine dans la chute de l'*Unidad Popular*: « The intrusion of the CIA into the internal political affairs of Chile for the purpose of subverting and bringing down the elected government of that country is an episode that I find both unsavory and in direct contradiction of the traditional principles for which this country has stood³⁶⁰. » Church explique que son vote est un symbole de protestation contre la manière dont les opérations ont été conduites dans le passé et qu'il souhaite plus de surveillance des activités de la CIA. Abourezk reçoit même le soutien d'un républicain, le sénateur libéral de l'Oregon Mark Hatfield³⁶¹. Par rapport au conflit vietnamien, il est l'un des principaux membres du camp des « colombe »³⁶². Hatfield condamne sans détour les opérations au Chili comme une violation du droit international ainsi qu'une dérogation à l'engagement des États-Unis envers la défense de la paix et de la liberté. Sans surprise, l'amendement est défait, obtenant 17 *yeas*, 68 *nays* et 15 abstentions³⁶³. Malgré tout, cette proposition considérée extrême par plusieurs réussit à attirer le soutien de certains sénateurs, ce qui montre à quel point

³⁵⁹ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 2^e session (30 septembre 1974), p. 32878.

³⁶⁰ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 2^e session (2 octobre 1974), p. 33477.

³⁶¹ Adam Clymer, « Mark O. Hatfield, a Senate Republican Known for Liberal Causes, Dies at 89 », *New York Times*, 8 août 2011, p. A20.

³⁶² Jason Berger, « Hatfield, Mark O(dum) », Eleanor W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 284.

³⁶³ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 2^e session (2 octobre 1974), p. 33482.

l’implication américaine dans l’effondrement du gouvernement d’Allende dérange et suscite une volonté de réformes de la conduite des affaires étrangères.

Le 9 décembre, les récentes révélations amènent le représentant démocrate de Californie Ronald Dellums à demander des changements à la politique étrangère américaine. Durant sa carrière, Dellums adopte des positions libérales en s’opposant à la guerre du Vietnam, aux interventions militaires à l’étranger et aux systèmes d’armement nucléaire en plus de militer pour d’importantes coupures dans le budget de la défense³⁶⁴. Il affirme que les États-Unis ont été complices de la destruction de la démocratie chilienne. Le Californien condamne l’implication du gouvernement américain dans ce qu’il décrit comme le coup d’État le plus sanglant de l’histoire latino-américaine. De plus, il se dit dégoûté par le fait que l’argent des contribuables ait été utilisé pour renverser un gouvernement élu.

Le sénateur Frank Church aborde quant à lui la question des conséquences de l’intervention au Chili: « If the tangled web of suspicion, distrust and hostility which that policy has generated against our country were the only results of our interference in the internal affairs of Chile, it would be bad enough³⁶⁵. » Il mentionne que les États-Unis sont critiqués pour avoir tenté de renverser un gouvernement élu, mais que ce n’est pas le seul effet négatif. À son avis, de telles actions favoriseront la diffusion du marxisme, plutôt que de l’arrêter. L’hostilité envers les États-Unis est grandissante en Amérique latine, ce qui pousse selon lui certains pays à se tourner vers Cuba. Il tient à souligner que les actions de la CIA ne sont pas seulement contreproductives, mais immorales et condamnables autant sur l’aspect géopolitique qu’humanitaire.

Les activités de la CIA continuent d’intéresser le Congrès l’année suivante. C’est notamment le 27 janvier 1975 que le Sénat approuve la création du *Select Committee to Study Governmental Operations with respect to Intelligence Activities*, mieux connu comme le *Church Committee*. Outre Frank Church, les démocrates siégeant à la commission sont Philip Hart du Michigan, Walter Mondale du Minnesota, Walter Huddleston du Kentucky, Robert Morgan de Caroline du Nord et Gary Hart, du Colorado. Le parti républicain est quant à lui représenté par John Tower du Texas, Howard Baker du Tennessee, Barry Goldwater de l’Arizona, Charles Mathias du Maryland et Richard Schweiker de Pennsylvanie. La

³⁶⁴ Kenneth Cooper, « Dove to Head Armed Services Committee? », *Washington Post*, 23 décembre 1992, p. A15.

³⁶⁵ *Congressional Record*, 93^e Congrès, 2^e session (13 décembre 1974), p. 39707.

Commission s'intéressera à plusieurs sujets en lien avec les agences de renseignement américaines, dont leurs activités au Chili.

La quête de vérité sur le rôle des États-Unis dans la chute du gouvernement de l'*Unidad Popular* ne rejoint cependant pas les intérêts de l'ensemble du Congrès. Le 6 février, le représentant démocrate de Géorgie Larry McDonald dénonce les efforts de certains citoyens pour convaincre le Congrès « d'aider les marxistes ». Son absence de sympathies pour la gauche chilienne n'est pas très surprenante, puisque selon Poole et Rosenthal, McDonald est le démocrate qui tient les positions les plus conservatrices au sein du Congrès durant la période 1937-2002³⁶⁶. Il rappelle à ses collègues la volonté d'Allende de prendre le contrôle du pays par les armes. À son avis, ceux qui condamnent les interventions américaines dans les affaires chiliennes semblent être soit des sympathisants communistes ou bien des idiots: « At this time, when the alleged involvement of our country in the affairs of foreign lands is being hysterically denounced by the Communist Party, its allies, and willing dupes, I would ask my colleagues to examine carefully the aims of those same groups as they seek to reimpose a Marxist regime on the people of Chile³⁶⁷. » Malgré l'admission par Ford que la CIA ait entrepris des actions secrètes au Chili, McDonald continue de parler d'une « possible » intervention américaine.

Le 1^{er} mai, Russell Long, le fils du célèbre gouverneur et sénateur populiste de Louisiane Huey Long, fait publier un article à propos de la route vers le socialisme prise par Allende. En tant que président du *Financial Committee*, le sénateur démocrate de Louisiane s'intéresse surtout aux politiques économiques et fiscales, mais il est également un fervent partisan de la guerre du Vietnam³⁶⁸. Il dit ne pas comprendre pourquoi le gouvernement de l'*Unidad Popular* est décrit comme un bastion de la démocratie alors que la junte est qualifiée de répressive. Il croit que l'UP se prépare à retirer toutes les libertés des citoyens chiliens et même à en exterminer certains. Pour lui, c'est donc le gouvernement d'Allende qui était répressif et non la junte: « We should end this silly condemnation of the new government and the unfounded praise of the repressive Allende regime³⁶⁹. »

³⁶⁶ Poole et Rosenthal, « Is John Kerry a Liberal? », *loc. cit.*

³⁶⁷ *Congressional Record*, 94^e Congrès, 1^e session (6 février 1975), p. 2692.

³⁶⁸ Andrew Eiler, «Long, Russell B(illiu)», Eleanor W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 383.

³⁶⁹ *Congressional Record*, 94^e Congrès, 1^e session (1^{er} mai 1975), p. 12741.

Le 6 juin 1975, Michael Harrington est consterné, pour sa part, par les tentatives d'un officier de la CIA de nier la participation de son agence dans le renversement d'Allende. Il se met à énumérer les démarches entreprises par l'agence de renseignement et l'administration Nixon dans le but de nuire au gouvernement de l'*Unidad Popular*. Il effectue ensuite un bilan de ces actions, qui constituent selon lui une intervention flagrante dans les affaires internes d'un État souverain. À son avis, les tentatives de justifier ces activités comme étant nécessaires pour préserver la démocratie ne tiennent pas la route. L'accession au pouvoir d'un régime militaire vient confirmer l'incohérence de cet argument: « Furthermore, if the junta presently in power in Chile represents the "democratic elements" we sought to preserve, then it is past time for a reexamination of what the CIA and Secretary Kissinger consider democracy to be³⁷⁰. » Il termine en affirmant que les opérations clandestines comme celles au Chili sont une violation directe du droit international et de la charte de l'ONU, qu'elles sont contraires aux valeurs démocratiques américaines et destructrices en matière de développement des institutions démocratiques.

En décembre, le *Church Committee* publie son rapport sur les activités secrètes de la CIA au Chili entre 1963 et 1973. Le rapport détaille entre autres les montants alloués à ces opérations, les tentatives d'influencer les élections ainsi que le financement des médias et groupes d'opposition. La commission va jusqu'à affirmer qu'il n'y a aucun doute que l'administration Nixon désirait un coup d'État pour renverser Allende³⁷¹. Elle soutient qu'en 1970, le plan *Track II*, initié par le président Nixon pour empêcher Allende de prendre le pouvoir, ordonnait à la CIA de jouer un rôle direct dans l'organisation d'un coup d'État³⁷². La commission conclut, en se fiant aux témoignages de membres de l'administration, qu'il n'y a pas de preuve de participation américaine directe aux événements du 11 septembre, après l'échec de *Track II*. Elle souligne toutefois que les actions des États-Unis ont envoyé le signal qu'ils ne s'y opposeraient pas³⁷³. De plus, la CIA a maintenu des contacts avec les militaires et surveillé les possibilités de soulèvement armé durant toute la période 1970-1973³⁷⁴. Les auteurs du document concluent que les opérations secrètes devraient être employées uniquement dans l'éventualité où des menaces sévères planent sur la sécurité des États-Unis. Selon eux, ce n'était pas le cas au Chili.

³⁷⁰ *Congressional Record*, 94^e Congrès, 1^e session (9 juin 1975), p. 17759.

³⁷¹ U.S. Congress, Senate, « Covert Actions in Chile 1963-1973 », *op. cit.*, p. 11.

³⁷² *Ibid.*, p. 25

³⁷³ *Ibid.*, p. 28.

³⁷⁴ *Ibid.*, p. 38-39.

Les réactions aux révélations de la commission ne tardent pas. Le sénateur démocrate du Colorado Gary Hart, affichant des positions libérales à son arrivée à la chambre haute en 1975³⁷⁵, est le premier à commenter le rapport initial du *Church Committee*. Le 11 décembre, il affirme que les États-Unis ne peuvent être fiers de leur intervention dans les affaires politiques et économiques du Chili. Il condamne les actions de l'administration Nixon envers Santiago, mais également le fait que le Congrès n'en ait pas été informé.

Le 26 février 1976, le sénateur conservateur de New York James Buckley³⁷⁶ ne voit pas le rapport du même œil. Durant son mandat, Buckley adopte des positions conservatrices sur le plan domestique comme en politique étrangère. Il soutient les décisions de l'administration Nixon par rapport au conflit vietnamien et est en faveur d'importantes dépenses militaires. Très anticomuniste, il prône également la ligne dure dans les relations avec l'URSS et ses alliés³⁷⁷. D'entrée de jeu, le New-Yorkais accuse le document du *Church Committee* d'être biaisé. Il est abasourdi que la commission laisse entendre que le gouvernement américain ait aidé à renverser une démocratie populaire soutenue par le peuple chilien, alors que c'est selon lui complètement faux. Il souligne que lors du coup d'État, le régime de l'UP était devenu répressif et même tyrannique. Buckley croit que la commission se trompe lorsqu'elle affirme que les peurs plus extrêmes à propos d'Allende étaient infondées. Selon lui, c'est seulement grâce aux actions de la CIA que les institutions libres du Chili ont pu survivre. Il ne tente donc pas de nier la participation des États-Unis dans la déstabilisation de l'UP, mais plutôt de la justifier. S'il admet que le recours à la torture de la junte militaire est condamnable, il croit que ce gouvernement est tout de même préférable à un régime comme celui d'Allende créé par ce qu'il considère être une idéologie agressive:

I know no one who can excuse or condone the reported resorts to torture indulged in by the present government. But this should not blind us to the fact that if one has to choose between repressive regimes, one can indulge a preference for one that is indigenous and not-for-export over one that by precept if not by explicit direction – and here there is a reason for debate – is the creature of an aggressive ideology, the

³⁷⁵ Adam Clymer, « Senator Hart, on Easter Vacation, Argues for Arms Treaty before Voters in Colorado », *New York Times*, 23 avril 1979, p. A18.

³⁷⁶ Son frère William Buckley est un auteur, commentateur politique aux positions anticomunistes et fondateur de la publication conservatrice *National Review*.

³⁷⁷ Herbert Levine, « Buckley, James L(ane) », Eleanor W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 86-87.

ideology that has established its Western Hemisphere beach-head in Castro's Cuba³⁷⁸.

Le sénateur républicain de l'Arizona Barry Goldwater, surnommé « Mr. Conservative », vient l'appuyer dans ses propos en affirmant que la menace d'une dictature communiste au Chili était réelle. Son discours est cohérent avec la position très anticomuniste qu'il tient à la chambre haute. Goldwater est un fervent partisan des dépenses élevées en matière de défense et l'un des principaux sympathisants du conflit vietnamien au sein du Sénat³⁷⁹. Il déclare que le Chili était devenu une base pour la subversion soviétique et cubaine et que le bloc de l'Est avait fourni des crédits à Santiago. On constate que ses opinions sont teintées par la guerre froide, puisque le financement par les États-Unis de l'armée chilienne semble acceptable, alors que des fonds fournis par Moscou sont interprétés comme une sorte d'agression communiste. Il rejoint ses collègues critiques d'Allende lorsqu'il souligne que c'est le peuple qui a renversé l'ancien président: « The impression is that the United States toppled a popularly elected government when Allende was overthrown is just plain wrong. It was the people of Chile who overthrew Allende, not the United States – and the people of Chile overthrew him because his regime had become a highly repressive dictatorship of the left³⁸⁰. » Il désavoue complètement le rapport du *Church Committee*³⁸¹.

Quoiqu'il en soit, pour la première fois depuis l'élection de l'*Unidad Popular*, les représentations du gouvernement d'Allende sont plus positives que négatives après le coup d'État du 11 septembre. Si quelques anticomunistes continuent de décrire l'ancien président comme une menace, plusieurs membres du Congrès se portent à sa défense. Évidemment, certains démocrates y voient une opportunité d'attaquer le bilan de politique étrangère de l'administration républicaine, mais l'instauration d'un régime militaire semble aussi avoir un effet notable sur le discours concernant Allende. Celui-ci ressort davantage comme une influence modératrice dans l'arène politique chilienne. La légitimité qui lui est conférée par la tenue d'élections, en opposition à l'accession au pouvoir de la junte par la violence, encourage sans doute les propos plus favorables à son endroit. Comme depuis l'élection de 1970, la

³⁷⁸ *Congressional Record*, 94^e Congrès, 2^e session (26 février 1976), p. 4538.

³⁷⁹ Andrew Eiler, «Goldwater, Barry M(orse)», Eleanora W. Schoenebaum, dir., *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*, New York, Facts on File, 1979, p. 236.

³⁸⁰ *Ibid.*, p. 4539.

³⁸¹ Un ardent défenseur des agences de renseignement, Goldwater refuse notamment de signer le rapport final de la commission. Ashby et Gramer, *op. cit.*, p. 483.

tendance générale des conservateurs à encourager la fermeté s'oppose à celle des libéraux à favoriser la souplesse. Ainsi, alors que les parlementaires plus progressistes condamnent les actions de déstabilisation de l'administration Nixon, les tenants de la droite sont beaucoup moins critiques, allant même jusqu'à approuver le coup d'État militaire.

Conclusion

En septembre 1970, l'élection du chef du parti socialiste Salvador Allende à la tête du Chili vient redonner à l'Amérique latine son importance au sein des préoccupations de politique étrangère de Washington. Impossible pour l'administration Nixon d'ignorer la présence dans l'arrière-cour américaine d'un gouvernement élu formé d'une coalition de partis de gauche et dont le dirigeant entretient des relations amicales avec Fidel Castro. L'intérêt renouvelé de l'Exécutif envers Santiago trouve écho au Capitole. En analysant les discours des membres du Congrès entre 1970 et 1976, nous avons pu constater que les représentations du gouvernement d'Allende y sont surtout négatives durant l'ensemble de sa présidence. Les parlementaires sont cependant divisés quant à l'attitude à adopter, certains favorisant la ligne dure et d'autres l'ouverture. Cette division se retrouve également dans l'appui ou l'opposition aux décisions de l'Exécutif. Puis, après le coup d'État de 1973, malgré le maintien par quelques parlementaires d'un discours négatif, ce sont les représentations plus positives qui dominent au sein de l'appareil législatif. Les actions de l'administration Nixon envers l'*Unidad Popular* sont alors massivement décriées.

Dès l'élection d'Allende, les propos des membres du Congrès permettent de constater les craintes qu'il suscite chez eux. L'accent est mis sur l'idéologie, souvent incomprise, du président élu. Les législateurs tendent à ignorer les distinctions entre communistes, socialistes, marxistes et tenants de la gauche politique. Les liens supposés entre Allende et l'Union soviétique ainsi que Cuba sont aussi constamment évoqués au Capitole. Des allégations de menace de la liberté de presse complètent cette campagne de diabolisation de l'UP. La confirmation du président à la tête du Chili ne lui apporte pas davantage de sympathies à *Capitol Hill*. La tenue d'élections libres est ignorée et on y véhicule plutôt le portrait d'une dictature et de la potentielle destruction de la démocratie. Durant toute la période allant de septembre 1970 à la mi-février 1971, seul le sénateur démocrate de l'Arkansas William Fulbright dresse un portrait plus nuancé de l'élection d'Allende. Alors que certains de ses collègues vont jusqu'à suggérer une intervention dans les affaires chiliennes, le président du *Foreign Relations Committee* soutient que le processus démocratique doit être respecté. Ainsi, dès 1970, il est possible de constater une situation qui se reproduira pendant toute la période étudiée. De manière générale, les parlementaires considérés plus libéraux ont tendance à

encourager une attitude conciliante envers le Chili, alors que les conservateurs défendent la fermeté. Au cours des premiers mois de la présidence d'Allende, les membres du Congrès qui réagissent aux actions de l'administration Nixon déplorent qu'un gouvernement de gauche ait ainsi pu s'installer en Amérique latine.

À partir de la fin février 1971, ce sont les nationalisations prévues par l'UP qui se retrouvent au cœur des préoccupations du Congrès. Certains parlementaires très anticommunistes, particulièrement le représentant républicain de Californie John Schmitz, poursuivent leur croisade idéologique contre Allende. La plupart des législateurs se concentrent néanmoins sur les conséquences des expropriations. Plusieurs élus considèrent comme illégale l'absence de compensation en retour des nationalisations d'intérêts américains de l'industrie du cuivre et sont très critiques du gouvernement chilien pour cette raison. Cette désapprobation des décisions de Santiago mène certains d'entre eux à encourager la cessation de l'aide militaire et technique, tant que le cas des indemnisations ne sera pas réglé. Les pertes économiques qui risquent d'être subies par leurs électeurs inquiètent considérablement les parlementaires. Ils vont jusqu'à adopter l'amendement Gonzalez exigeant aux représentants américains auprès des banques multilatérales de développement et institutions financières internationales de voter contre les prêts aux États expropriant des propriétés sans entreprendre de démarches en faveur d'une compensation prompte, effective et adéquate. Les détracteurs de l'*Unidad Popular* au Capitole critiquent alors surtout l'administration Nixon en raison de l'aide militaire accordée à Santiago malgré les nationalisations. Bien que ces prêts servent en fait à renforcer l'opposition à Allende, les membres du Congrès les interprètent comme un appui à l'UP, ce qu'ils condamnent. Le représentant démocrate du Texas Henry B. Gonzalez donne cependant son appui à la politique de Nixon sur l'assistance économique et la sécurité des investissements dans les pays en développement, puisqu'elle va dans le même sens que son amendement.

Au même moment, un petit groupe de démocrates milite pour une attitude plus conciliante envers l'Amérique latine en général et le Chili en particulier. Le manque d'ouverture de l'administration Nixon à l'endroit de Santiago est décrié par ces parlementaires. De plus, les révélations à propos des tentatives de l'ITT d'influencer la politique étrangère américaine amènent davantage de scrupules sur l'administration Nixon. Le *Subcommittee on Multinational Corporations* déplore la tentative par la corporation américaine d'intervenir dans

les affaires d'un État souverain. Il condamne également la dérogation de l'Exécutif à son engagement à juger le gouvernement chilien selon ses actions et non son idéologie. Encore une fois, on constate que les conservateurs favorisent la ligne dure alors que les libéraux, même si plusieurs dénoncent les expropriations, encouragent la conciliation.

Le coup d'État militaire du 11 septembre 1973 a un impact considérable au Capitole. Pour la première fois depuis l'élection d'Allende, ce sont les représentations plus positives de son gouvernement qui dominent. La légitimité conférée à l'*Unidad Popular* par la tenue d'élections ainsi que l'aspect démocratique de ce gouvernement sont constamment mentionnés par les parlementaires. Allende est même considéré par certains comme une influence modérée dans l'arène politique chilienne. Le discours plus favorable envers le gouvernement de Santiago s'accompagne d'une dénonciation marquée de la froideur avec laquelle l'administration Nixon l'a traité durant ses trois années de pouvoir. Des parlementaires continuent malgré tout à s'appuyer sur l'aspect idéologique pour véhiculer une image négative d'Allende comme un opposant à la démocratie. La division entre les membres libéraux du Congrès qui auraient souhaité plus d'ouverture de la part de l'administration Nixon et les conservateurs favorisant la ligne dure est toujours notable après le coup d'État. Ces derniers affirment que le Chili se dirigeait vers une dictature communiste et que l'intervention de l'armée était nécessaire. Les membres du Congrès s'intéressent aussi à la possibilité d'une implication américaine dans le renversement du président, ce qui mène à la création du *Church Committee*. Son rapport met en lumière les actions de la CIA et de l'administration Nixon. Bien que l'intervention américaine dans les affaires d'un État souverain soit décriée, les critiques d'Allende ne disparaissent pas pour autant. Quelques parlementaires foncièrement conservateurs vont même jusqu'à justifier la décision de l'Exécutif de s'impliquer à Santiago.

Si elle nous a permis d'analyser les représentations du gouvernement d'Allende au Congrès, notre démarche implique cependant quelques limites. Sur l'ensemble des législateurs, seuls quelques-uns, qui ne jouissent pas tous d'une grande notoriété, interviennent à propos de la situation chilienne durant la période étudiée. Gerald Ford, le chef de la minorité républicaine à la Chambre des représentants n'a d'ailleurs émis aucun commentaire digne de mention sur la question avant de quitter ses fonctions en 1973. Ainsi, nous avons uniquement pu étudier les représentations du gouvernement de Salvador Allende auprès des membres qui ont pris la parole. Pour cette raison, nous ne pouvons par exemple prétendre qu'un plus grand nombre de

parlementaires ont une opinion positive d'Allende après le coup d'État. Ceux qui se sont exprimés après le mois de septembre 1973 ont peut-être toujours eu la même position sans pour autant la verbaliser. Il est néanmoins possible d'affirmer que la défense de la légitimité du gouvernement d'Allende interpelle davantage les membres du Congrès après le coup d'État, puisqu'ils sont plus nombreux à juger cette question suffisamment importante pour y consacrer leur temps de parole.

Le but de ce mémoire n'était pas d'analyser dans quelle mesure le Congrès arrive à influencer la conduite de la politique étrangère. Cependant, le fait que l'appareil législatif ait pu prendre des actions en ce sens ajoute à la pertinence de cette étude, étant donné que sans aborder l'angle de l'appareil législatif, une partie des relations américano-chiliennes nous échappe. Les membres du Congrès n'ont pas uniquement commenté l'évolution des événements au Chili: ils ont aussi pris des actions concrètes afin d'y jouer un rôle. Par exemple, en votant l'amendement Gonzalez, le Capitole a favorisé la limitation de l'aide financière reçue par Santiago, afin de manifester son désaccord avec l'absence de compensation pour les expropriations d'intérêts américains. Dans un but complètement différent, le *Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities* a enquêté sur les interventions américaines dans les affaires chiliennes. Le Sénat a ainsi pu faire, en partie, la lumière sur les actions entreprises par l'administration Nixon afin de déstabiliser le gouvernement d'Allende. De plus, le coup d'État a encouragé l'activisme du Congrès dans le domaine de la défense des droits humains. Finalement, après le dépôt du rapport du *Church Committee*, le Congrès établit des commissions permanentes pour une surveillance accrue des agences de renseignement américaines.

Néanmoins, des questions demeurent à propos de l'influence réelle du contexte international sur les représentations du gouvernement d'Allende au Congrès. Si l'Exécutif refuse d'appliquer la détente à l'Amérique latine, nous avons pu constater qu'une partie de l'appareil législatif voit les choses autrement et aurait souhaité que le relâchement des tensions s'applique au sud du Rio Grande. Qu'en est-il des périodes de confrontation plus marquées de la guerre froide? Au moment où les interventions américaines au Chili sont révélées et condamnées par plusieurs, Kissinger déclare à Nixon: « In the Eisenhower period, we would be heroes³⁸². » Il serait justement intéressant de se pencher sur le discours des membres du

³⁸² Lawrence, *op. cit.*, p. 279.

Congrès par rapport à la présidence de Jacobo Arbenz au Guatemala au début des années 1950. Les parlementaires qui désirent une plus grande ouverture envers le Chili s'appuient sur la légitimité conférée à Allende par les élections populaires. Arbenz, dont le gouvernement est jugé communiste par l'administration Eisenhower, a aussi obtenu le pouvoir par le scrutin, mais au début de la guerre froide, alors que le niveau de tension avec l'Union soviétique est assez élevé. Comme Allende, il a été renversé par un coup d'État. Il semble pertinent de se demander si le passage par la voie institutionnelle du Guatémaltèque revêt autant d'importance pour les parlementaires libéraux de cette période, alors que l'anticommunisme est davantage généralisé au sein du Congrès et de la population américaine. D'un autre côté, l'opposition au gouvernement de l'UP est en partie alimentée par la présence de Fidel Castro à Cuba. L'arrivée au pouvoir d'Arbenz avant la révolution cubaine et la présence presque exclusive de régimes militaires en Amérique centrale, en plus d'un sentiment moins négatif envers les États-Unis dans la région, font-ils au contraire de lui une menace moins grande qu'Allende aux yeux des parlementaires? Les membres de l'appareil législatif accueillent-ils réellement plus favorablement les actions de l'administration Eisenhower au Guatemala que celles de Nixon au Chili? Une étude comparative des discours par rapport à ces deux gouvernements au sein du Congrès permettrait d'apporter des réponses à ces interrogations.

Bibliographie

1. Sources

Chicago Tribune, 1966; 2006, consulté sur le site Internet des archives du *Chicago Tribune*, <http://archives.chicagotribune.com/>.

Congressional Record, 1970-1976, consulté à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, Québec.

Los Angeles Times, 2001, consulté sur le site Internet du *Los Angeles Times*, <http://articles.latimes.com/>.

New York Times, 1971-2014, consulté via le site Internet de la bibliothèque de l'Université Laval.

Washington Post, 1971-2000, consulté via le site Internet de la bibliothèque de l'Université Laval.

Comité Coordinador de la Unidad Popular. *Programa basico de gobierno de la Unidad Popular: Candidatura presidencial de Salvador Allende*. Santiago, 1969, 48 p.

GALLUP, George Horace. *The Gallup Poll: Public Opinion, 1935-1971*. Vol. 3: 1959-1971, New York, Random House, 803 p.

_____. *The Gallup Poll: Public Opinion, 1972-1977*. Vol. 1: 1972-1975, Wilmington, Scholarly Ressources Inc., 619 p.

Gouvernement du Chili. Ministère des Mines. « Chile: Decree Concerning Excess Profits of Copper Companies », *International Legal Materials*, 12, 4 (July 1973), p. 983-988.

JAVITS, Jacob K. *Javits: The Autobiography of a Public Man*. Boston, Houghton Mifflin Company, 1981, 527 p.

KISSINGER, Henry. *White House Years*. Boston; Toronto, Little, Brown and Company, 1979, 1521 p.

U.S. Central Intelligence Agency, « CIA Activities in Chile », *General Reports*, 2000, <https://www.cia.gov/library/reports/general-reports-1/chile/#1>, consulté le 20 février 2015.

U.S. Congress. Senate. « Covert Actions in Chile 1963-1973 ». *Staff Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities*, Washington D.C., U.S. Government Printing Office, 1975, 62 p.

U.S. Congress, Senate. « The International Telephone and Telegraph Company and Chile 1970-1971 ». *Report of the Subcommittee on Multinational Corporations*, Washington D.C., U.S. Government Printing Office, 1973, 20 p.

VALDES, Alberto et William FOSTER. « The Agrarian Reform Experiment in Chile: History, Impact and Implications », *International Food Policy Research Institute*, IFPRI Discussion Paper 01368 (août 2014), 52 p.

2. Ouvrages généraux

FROHNEN, Bruce *et al.*, dir. *American Conservatism: An Encyclopedia*. Wilmington, ISI Books, 2006, 979 p.

JENTLESON, Bruce W. et Thomas G. PATERSON, dir. *Encyclopedia of U.S. Foreign Relations*. Vol. 2, New York, Oxford University Press, 1997, 490 p.

SCHOENEBAUM, Eleanora W., dir. *Political Profiles: The Nixon/Ford Years*. New York, Facts on File, 1979, 787 p.

3. Études

ABRAMOVICI, Pierre. « The World Anti-Communist League: Origins, Structure and Activities ». Luc VAN DONGEN *et al.* *Transnational Anti-Communism and the Cold War: Agents, Activities and Networks*. New York, Palgrave Macmillan, 2014, p. 113-129, Coll. « Palgrave Macmillan Transnational History Series ».

ASHBY, LeRoy et Rod GRAMER. *Fighting the Odds: The Life of Senator Frank Church*. Washington, Washington State University Press, 1994, 749 p.

BABB, Sarah. *Behind the Development Banks: Washington Politics, World Poverty and the Wealth of Nations*. Chicago, University of Chicago Press, 2009, 336 p.

BLACK, Earl et Merle BLACK. *The Rise of Southern Republicans*. Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 2002, 442 p.

BLUM, William. *Killing Hope: U.S. Military and CIA Interventions since World War II*. Montréal, Black Rose, 1998, 457 p.

BRANDS, Hal. *Latin America's Cold War*. Cambridge, Harvard University Press, 2010, 385 p.

COLLIER, Simon et William F. SATTER. *A History of Chile, 1808-2002*. 2^e édition, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 (1996), 454 p.

COCKROFT, James D., dir. *Salvador Allende Reader: Chile's Voice of Democracy*. Melbourne; New York, Ocean Press, 2000, 287 p.

- DAVID, Charles-Philippe. *Au sein de la Maison-Blanche: la formulation de la politique étrangère des États-Unis*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, 737 p.
- DEBRAY, Régis, *Entretiens avec Allende sur la situation au Chili*, Paris, éditions François Maspero, 1971, 176 p. Coll. « Cahiers Libres », 202.
- DE VYLDER, Stefan. *Allende's Chile: The Political Economy of the Rise and Fall of the Unidad Popular*. Nouvelle édition, Cambridge, Cambridge University Press, 2009 (1976), 251 p. Coll. « Cambridge Latin American Studies », 25.
- FALCOFF, Mark. *Modern Chile 1970-1989: A Critical History*. Londres, Transaction Publishers, 1989, 327 p.
- FELDSTEIN, Mark. *Poisoning the Press: Richard Nixon, Jack Anderson and the Rise of Washington's Scandal Culture*. New York, Farrar, Straus and Giroux, 2010, 461 p.
- GARCIA, Maria Cristina. *Havana USA: Cuban Exiles and Cuban Americans in South Florida, 1959-1994*. Berkeley, University of California Press, 1996, 290 p.
- GOLDSTEIN, Judith et Robert O. KEOHANE. *Ideas and Foreign Policy: Beliefs, Institutions and Political Changes*. Ithaca, Cornell University Press, 1993, 308 p.
- GUSTAFSON, Kristian. *Hostile Intent: U.S. Covert Operations in Chile, 1964-1974*. Washington D.C., Potomac Books, 2007, 3<17 p.
- HANHIMÄKI, Jussi. *The Flawed Architect: Henry Kissinger and American Foreign Policy*. New York, Oxford University Press, 2004, 554 p.
- HARMER, Tanya. *Allende's Chile and the Inter-American Cold War*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011, 375 p.
- HASLAM, Jonathan. *The Nixon Administration and the Death of Allende's Chile: A Case of Assisted Suicide*. Londres; New York, Verso, 2005, 255 p.
- JERVIS, Robert. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton, Princeton University Press, 1976, 445 p.
- JOHNSON, Robert David. *Congress and the Cold War*. New York, Cambridge University Press, 2006, 346 p.
- KALIFA, Dominique. « Représentations et pratiques ». Christian DELACROIX *et al.*, dir. *Historiographies: concepts et débats*. Volume II: *Notions, concepts*. Paris, Gallimard, 2010, p. 877-882, Coll. « Folio histoire », 180.
- LANGLEY, Lester D. *America and the Americas: The United States in the Western Hemisphere*. 2^e édition. Ahtens, University of Georgia Press, 2010 (1989), 349 p.
- LAWRENCE, Mark Atwood. « History from Below: The United States and Latin America in the Nixon Years ». Fredrick LOGEVALL et Andrew PRESTON, dir. *Nixon in the World*:

- American Foreign Relation, 1966-1977*. New York, Oxford University Press, 2008, p. 269-288.
- LERAY, Christian. *L'analyse de contenu: de la théorie à la pratique – La méthode Morin-Chartier*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, 180 p. Coll. « PratiCom ».
- LEVINSON, Jerome et Juan DE ONIS. *The Alliance That Lost Its Way: A Critical Report on the Alliance for Progress*. Chicago, Quadrangle Books, 1970, 381 p.
- LOVEMAN, Brian. *Chile: The Legacy of Hispanic Capitalism*. 3^e édition, New York, Oxford University Press, 2001 (1979), 429 p.
- MARSHALL, Bryan W. « Explaining Congressional – Executive Rivalry in International Affairs: The Changing Role of Parties, Committees, and the Issue Agenda ». Donald R. KELLEY, dir. *Divided Power: The Presidency, Congress and the Formation of American Foreign Policy*. Fayetteville, University of Arkansas Press, 2005, p. 111-132.
- MAURER, Noel. *The Empire Trap: The Rise and Fall of U.S. Intervention to Protect American Property Overseas (1893-2013)*. Princeton, Princeton University Press, 2013, 568 p.
- MONTEJANO, David. *Quixote's Soldiers: A Local History of the Chicano Movement, 1966–1981*, Austin, University of Texas Press, 2010, 360 p.
- PETRAS, James et Morris MORLEY. *The United States and Chile: Imperialism and the Overthrow of the Allende Government*. New York, Monthly Review Press, 1975, 217 p.
- POOLE, Keith T. et Howard ROSENTHAL. *Congress: A Political-economic History of Roll Call Voting*. New York, Oxford University Press, 1997, 297 p.
- QURESHI, Lubna Z. Nixon, Kissinger, and Allende: U.S. Involvement in the 1973 Coup in Chile. Lanham, Lexington Books, 2009, 177 p.
- ROGIN, Michael Paul. *Ronald Reagan, the Movie and Other Episodes in Political Demonology*. Berkeley, University of California Press, 1987, 366 p.
- SAGAFI-NEJAD, Tagi et John H. DUNNIN. *The UN and Transnational Corporations: From Code of Conduct to Global Compact*. Bloomington; Indianapolis, Indiana University Press, 2008, 284 p.
- SCHNEIDER, Mark Robert. *Joe Moakley's Journey: From South Boston to El Salvador*. Boston, Northeastern University Press, 2013, 293 p.
- SCHOULTZ, Lars. *Beneath the United States: A History of U.S. Policy toward Latin America*. Cambridge, Harvard University Press, 1998, 476 p.
- SCHRIJVER, Nico. *Sovereignty over Natural Resources: Balancing Rights and Duties*. Cambridge, Cambridge University Press, 2008, 452 p.
- SIEKMEIER, James. *The Bolivian Revolution and the United States, 1952 to the Present*. University Park, Pennsylvania State University, 2011, 224 p.

SIGMUND, Paul E. *The Overthrow of Allende and the Politics of Chile, 1964-1976*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1977, 326 p. Coll. « Pitt Latin American Series ».

SPENCE, Jack. *Search for Justice: Neighborhood Courts in Allende's Chile*. Boulder, Westview Press, 1979, 206 p.

SUBEDI, Surya P. *International Investment Law: Reconciling Policy and Principle*. Oxford; Portland, Hart Publishing, 2008, 229 p.

TETLOCK, Philip et Charles MCGUIRE. « Cognitive Perspectives on Foreign Policy ». John G. IKENBERRY, dir. *American Foreign Policy: Theoretical Essays*. New York, Pearson Longman, 2005, p. 484-500.

WARBURG, Gerald Felix. *Conflict and Consensus: The Struggle between Congress and the President over Foreign Policymaking*. New York, Harper & Row, 1989, 323 p.

WILSON, Larman C. « Human Rights in U.S. Foreign Policy: The Rhetoric and the Practice ». Ernest J. WILSON, dir. *Diversity and U.S. Foreign Policy: A Reader*. New York, Routledge, 2004, p. 307-326.

4. Articles

BETHEL, Paul. « Run-Off Scheduled for October 24: Christian Democrats Blamed for Communist Win in Chile ». *Human Events*, 30, 42 (17 octobre 1970), p. 12;16.

CHARTIER, Roger. « Le monde comme représentation ». *Annales: Économies, sociétés, civilisations*, 44, 6 (1989), p. 1505-1520.

DESTLER, I. M. « Dateline Washington: Congress as Boss? ». *Foreign Policy*, 42 (Printemps 1981), p. 167-180.

DITTMER, Jason. « Changing American Metanarratives of Russia in NATO Expansion Debates, 1993-2002 ». *National Identities*, 9, 1 (mars 2007), p. 49-66.

DOWNES, Alexander B. et Mary Lauren LILLEY. « Overt Peace, Covert War?: Covert Intervention and the Democratic Peace ». *Security Studies*, 19 (2010), p. 266-306.

HARMER, Tanya. « Fractious Allies: Chile, the United States and the Cold War, 1973-1976 ». *Diplomatic History*, 37, 1 (janvier 2013), p. 109 à 143.

HOLSTI, Ole R. « The Belief System and National Images: a Case Study ». *Journal of Conflict Resolution*, 6, 3 (1962), p. 244-252.

LOWENTHAL, Abraham F. « United States Policy toward Latin America: “Liberal”, “Radical” and “Bureaucratic” Perspectives ». *Latin American Research Review*, 8, 3 (Automne 1973), p. 3-25.

LUBMAN, Stanley. « The Dragon as Demon: Images of China on Capitol Hill ». *Journal of Contemporary China*, 13, 40 (2004), p. 541-565.

MANTEL, Howard N. « The Congressional Record; Fact or Fiction of the Legislative Process ». *Western Political Quarterly*, 12, 4 (décembre 1959), p. 981-995.

SCHACHTER, Oscar. « Compensation for Expropriation ». *American Journal of International Law*, 78, 1 (janvier 1984), p. 121-130.

SNIVER, Asaf. « The Nixon Administration and the Cienfuegos Crisis of 1970: Crisis Management of a Non-crisis? ». *Review of International Studies*, 34, 1 (janvier 2008), p. 69-88.

5. Sites Internet

Democratic Farmer Labor Party of Minnesota, « Overview and DFL History », *Minnesota DFL*, <https://www.dfl.org/about-our-party/overview-dfl-history/>, consulté le 5 avril 2015.

Library of Congress. « Henry B. Gonzalez: United States Representative, Democrat of Texas », *Hispanic Americans in Congress, 1822-1995*, <http://www.loc.gov/rr/hispanic/congress/gonzalez.html>, consulté le 30 janvier 2015.

NIXON, Richard. « Policy Statement, Economic Assistance and Investment Security in Developing Nations ». John WOOLLEY et Gerhard PETERS. *The American Presidency Project*, University of California, Santa Barbara, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=3385>, consulté le 15 novembre 2014.

POOLE, Keith T. « Is John Kerry a Liberal? ». *Vote View*, University of Georgia Department of Political Science, http://voteview.com/Is_John_Kerry_A_Liberal.htm, consulté le 3 février 2015.